

PATRIOTS

FOR **EUROPE FOUNDATION**

L'Afrique de l'Ouest francophone

Une région sous haute tension



Leslie Varenne





Leslie Varenne,
Journaliste d'investigation,
co-fondatrice et directrice
de l'IVERIS (institut de veille et
d'étude des relations
internationales et stratégiques)

Leslie Varenne a été journaliste d'investigation pendant 20 ans, elle est une spécialiste reconnue de l'Afrique, continent sur lequel elle se rend régulièrement et auquel elle a consacré de nombreux articles, reportages, rapports et ouvrages.

Ses nombreuses enquêtes et publications ont également été consacrées à la politique et à l'économie française et internationale.

Aujourd'hui auteur et chercheur, elle intervient régulièrement à l'occasion de colloques et de conférences internationales.

Sommaire

2 Sahel et Golfe de Guinée en proie à des luttes d'influences de plus en plus agressives

5 Chapitre I
Bénin, Guinée Conakry, Togo, Côte d'Ivoire,
Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger
L'Afrique de l'Ouest dans l'œil du cyclone

6 La genèse. Ou comment l'Afrique de l'Ouest francophone est devenue une poudrière

9 Bénin, Guinée Conakry, Togo,
de gros nuages au-dessus du Golfe du Guinée

10 Les menaces

14 Carte de l'Afrique de l'Ouest francophone

16 Bénin, Guinée Conakry, Togo, la régression démocratique

18 La Côte d'Ivoire : une guerre pour rien

22 Le Sénégal : péril sur l'îlot de stabilité

25 Le Mali, un état « Potemkine »

29 Le Burkina Faso, un pays au bord de l'implosion

34 Le Niger, un pays sous influence

39 Chapitre II
De succès tactiques en échecs stratégiques...
La guerre du Sahel s'enlise

40 Aux origines de la guerre dans la Bande sahélo-saharienne

45 L'Opération Serval

46 Les élections, baume miracle des crises africaines

47 Le G5 Sahel, porte de sortie pour la France
et porte d'entrée pour l'Europe

51 Barkhane en position « catch 22 »

54 Les sommets de Pau et Ndjamena

56 Quel bilan de la solution militaire après huit ans ?

58 Takuba, le laboratoire de la défense européenne ?

60 Quelle mission et quelles contraintes pour Takuba ?

62 La question peule et les conflits dits « intercommunautaires »

66 La MINUSMA ou la stratégie de l'édredon

71 Les paradoxes de l'Union Européenne dans le Sahel

75 L'Afrique de l'Ouest, terre de menaces ou d'opportunités ?



Sahel et Golfe de Guinée en proie à des luttes d'influences de plus en plus agressives

L'Afrique de l'Ouest francophone vit actuellement une séquence historique inédite. C'est la première fois depuis les indépendances qu'autant de pays de cette partie du continent traversent, au cours de la même période, des crises multidimensionnelles de cette ampleur. Dans l'œil du cyclone se trouve le Mali, épicentre du conflit qui se déroule depuis huit ans dans le Sahel, ainsi que tous les États voisins : Burkina Faso, Niger, Guinée Conakry, Côte d'Ivoire, Bénin, dans lesquels une élection présidentielle s'est tenue en 2020 et 2021. Dans cette partie du continent, ces scrutins sont toujours à risques, cependant, ceux-ci portaient les germes d'une déstabilisation encore plus importante puisque le Sahel est déjà sous le joug des groupes armés djihadistes, et que cette menace risque de s'étendre jusqu'au très stratégique Golfe de Guinée. Même des pays, qui étaient jusque-là considérés comme des « vitrines de la démocratie » comme le Bénin et le Sénégal subissent aussi des secousses.

Toutes ces crises, sécuritaires, politiques, humanitaires, trouvent leur genèse dans la gestion autocratique, népotique, et corrompue de ces États. Les principaux responsables sont, bien entendu, les dirigeants africains eux-mêmes. Néanmoins, en validant presque systématiquement des élections insincères et en adoubant des autocrates refusant de quitter le pouvoir toute la « communauté internationale », Nations unies, Union Européenne, organisations africaines (CEDEAO et Union africaine), États-Unis, portent une large part de responsabilité dans ce naufrage. La France, ancienne puissance coloniale, qui dispose encore d'une grande influence dans cette zone est en première ligne et a largement contribué à créer cette situation.

Cette politique du maintien des autocrates au pouvoir est presque toujours justifiée au nom d'une sacrosainte stabilité, or, si s'il n'est pas prouvé qu'à court

terme cette stratégie est payante, à moyen et long terme, c'est certain, elle produit des catastrophes, comme celles qui sont en cours. Les conséquences sont inversement proportionnelles aux effets soi-disant recherchés. Les dirigeants occidentaux savent pourtant et le répètent à l'envi que le terrorisme se nourrit de la faiblesse des États⁽¹⁾.

La situation actuelle en Afrique de l'Ouest est le résultat de trente années, d'erreurs, de fautes, d'errements, de manque de vision, de faiblesses, de méconnaissance de l'histoire et de la sociologie ; elle a été encore aggravée par les interventions armées de 2011 en Libye et en Côte d'Ivoire.

Contrairement à un imaginaire assez largement répandu en Occident, les citoyens de ces États sont avides d'une véritable démocratie, ils ne sont pas non plus, prédestinés à s'affronter dans des conflits communautaires qui remonteraient à la nuit des temps. Certains des pays précités, comme la Côte d'Ivoire et la Guinée Conakry sont riches en ressources, ils n'ont donc pas, également, vocation à être perpétuellement « en voies de développement ». Tous ont les moyens d'une autosuffisance alimentaire qui est hors de leur portée aujourd'hui. Or, à cause des raisons déjà évoquées, tous, sans exception, se retrouvent dans le bas du classement mondial de l'indice de développement humain.

Les premières à subir les conséquences de ce « désordre » des choses, sont, bien évidemment, les populations civiles qui vivent un calvaire et payent le plus lourd tribut. La deuxième victime est l'Union européenne qui a dépensé des milliards d'euros tant au Sahel que dans les États du Golfe de Guinée pour tenter de colmater les brèches et d'endiguer une vague migratoire vers les pays d'Europe du Sud – et il n'est pas inintéressant de constater que ce sont les pays les plus riches en matières premières, Guinée Conakry et Côte d'Ivoire qui sont les deux premiers pays d'Afrique subsaharienne en terme d'immigration illégale en France^(2,3).

La stabilité de toute l'Afrique de l'Ouest est vitale pour la rive sud de la Méditerranée, non pas tant à cause du fléau terroriste car celui-ci est déjà présent avec les groupes armés déjà bien installés en Libye, mais à cause de la pression migratoire accrue que la déstabilisation de ces pays ne manquera pas d'entraîner. Lors du Sommet de la Valette sur la migration qui a eu lieu en 2015, de nombreuses initiatives ont été prises pour lutter contre les causes profondes de ce phénomène⁽⁴⁾. À ce jour, de nombreux programmes financés par l'UE ont été mis en place, mais pour quels résultats ? La stabilité

française Barkhane. À ce jour, neuf États se sont engagés à mettre à disposition quelques poignées d'hommes. Le Sahel est pourtant considéré comme « une priorité stratégique pour l'UE et ses États membres ».⁽⁶⁾

Le constat est sans appel : les États européens ne souhaitent pas s'engager dans une aventure sahélienne qu'ils jugent hasardeuse, risquée pour leurs soldats, mettant exagérément en avant la France et trop loin du confort du parapluie de l'OTAN et du leadership américain.

Et comme toujours, c'est le petit dénominateur commun qui prévaut : le soutien financier des armées sahé-

liennes et la formation. Dans ce domaine, l'UE est en terrain connu et ne lésine pas : plus de 90 millions en équipements et des PC flamants neufs au profit des États du GS, un détachement de formation et conseil (EUTM) en appui des Forces armées maliennes, un programme d'appui aux forces de sécurité (EUCAP) au Niger et au Mali ; sans compter les plus petits programmes centrés là aussi sur les forces de sécurité et la justice (GARSI, PARSEC notamment).

Ce portrait peut sembler très sombre, il est en fait annonciateur d'une évolution encore plus brutale et

rapide, avec l'arrivée massive de nouveaux venus et le retour d'anciens acteurs que l'affaiblissement des « parains » traditionnels de l'Afrique de l'Ouest a rendu ambitieux.

Comme l'est déjà la Libye, le Sahel et le Golfe de Guinée sont devenus, des zones géostratégiques ouvertes à tous. Ces deux zones sont le théâtre de luttes d'influences de plus en plus agressives : Émirats Arabes Unis, Arabie Saoudite, Qatar, Turquie, Chine, États-Unis, Russie défendent pied à pied leurs intérêts, y compris, parfois contre ceux de leurs « alliés ». ■

«La situation actuelle en Afrique de l'Ouest est le résultat de trente années, d'erreurs, de fautes, d'errements, de manque de vision, de faiblesses, de méconnaissance de l'histoire et de la sociologie ; elle a été encore aggravée par les interventions militaires de 2011 en Libye et en Côte d'Ivoire.»

1. ouest-france.fr/monde/mali/mali-paris-appelle-la-junte-militaire-a-organiser-une-transition-rapide-6952709

2. 3. diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/afrique/migrations/informants.net/fr/post/25804/guinee-la-vente-des-terres-finance-la-migration

4. consilium.europa.eu/media/21838/action-plan-fr-2.pdf

5. senat.fr/rap/14-410/14-410_mono.html#toc5

6. data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-9103-2019-NIT/fr/pdf



Chapitre I



Bénin, Guinée Conakry, Togo, Côte d'Ivoire,
Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger

L'Afrique de l'ouest dans l'œil du cyclone

PATRIOTS
FOR EUROPE FOUNDATION



La genèse

Ou comment l'Afrique de l'Ouest francophone est devenue une poudrière

L'Afrique de l'Ouest compte 15 pays : cinq anglophones, deux lusophones et huit francophones, qui tous font partie de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Dans ce rapport, nous nous intéresserons particulièrement à ceux de la Bande sahélo-saharienne ou du Golfe de Guinée qui traversent actuellement des crises profondes et tous, Nigéria mis à part, tous font partie de l'espace francophone. Chacun de ces États, Côte d'Ivoire, Burkina-Faso, Niger, Mali, Guinée Conakry, Sénégal, Bénin, Togo, a ses spécificités, néanmoins ils partagent une histoire commune, issue de la colonisation française et, exceptée la Guinée Conakry, ils partagent également une monnaie commune.

Organisation d'une corruption systémique

Au début des années 1980, le FMI et la Banque Mondiale conditionnent leurs aides à la libéralisation des prix et aux privatisations des services publics. Ces plans d'ajustement structurel (PAS) dans des pays qui sortent de la colonisation avec des institutions jeunes entraînent l'anéantissement de ces secteurs qui ne s'en sont jamais vraiment relevés. Nous verrons dans le chapitre « Guerre au Sahel », combien l'absence de services publics, santé, éducation, justice, contribue à la propagation et à la pérennisation du terrorisme.

Si la littérature est abondante sur ces tristement célèbres PAS, un phénomène induit reste peu étudié : le début d'une corruption systémique. À partir de ces années-là, est apparue une élite africaine, qui a la manière des oligarques russes pendant la période Elstine, a racheté pour une bouchée de pain les actifs privatisés.

Vint ensuite la séquence de la Baule en 1991 où François Mitterrand, annonce que l'aide de la France sera conditionnée au multipartisme et à la bonne gouvernance. C'était sans compter sur la ruse des présidents de l'époque, qui, pour rester dans les clous de cette nouvelle donne ont fabriqué de toutes pièces journaux et partis dits d'opposition. Ainsi, après la corruption dans les affaires est née la corruption en politique avec son lot « d'opposants alimentaires », de petites et grandes combines. L'entrée dans un monde unipolaire après la chute du mur de Berlin a fait le reste avec, comme dans le monde occidental, une perte de repères politiques et un asservissement de la pensée.

En 1994 est arrivée la catastrophe : la dévaluation du Francs CFA. Présentée comme nécessaire et inévitable par tous les libéraux, la division par deux de cette monnaie a appauvri considérablement les États de la zone CFA, leur économie a été laminée et ne s'en est jamais remise. Le prix des matières premières exportées a été divisé par deux, pour le plus grand bénéfice des pays Occidentaux qui étaient les principaux acheteurs. - Au passage, il y eut un effet collatéral que les thuriféraires de la dévaluation n'avaient pas anticipé : celle-ci a grandement participé à la montée en puissance de l'économie chinoise qui a, elle aussi, pu profiter des matières premières à moitié prix à un moment crucial de son ascension. - Les produits importés, dans une zone non-industrialisée, ont été multipliés par deux aux dépens de tous, notamment des citoyens les plus pauvres.



Cette dévaluation opposait les États-Unis, FMI, Banque Mondiale qui la réclamaient à cors et à cris depuis des années et François Mitterrand qui ne voulait pas entendre parler. Il a fallu attendre la cohabitation, avec l'arrivée du très atlantiste Edouard Balladur, et la mort d'Houphouët Boigny, qui était aussi violemment opposé à ce qui peut, au vu des conséquences, être considéré comme un crime. Le chef de l'État ivoirien est mort le 7 décembre 1993, la dévaluation a été annoncée le 12 janvier 1994. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie et des Finances de l'époque, qui était à la manœuvre avec Alassane Ouattara, Premier ministre de Côte d'Ivoire, s'attendait à des manifestations dans tous les pays concernés et à des émeutes de la faim⁽⁷⁾. Le cataclysme qu'il envisageait était tel, qu'il avait prévu l'envoi de bateaux d'aide humanitaire. Il n'a pas eu besoin de les affréter. Pour limiter les risques d'explosion, un gigantesque délit d'initiés avait été organisé, toutes les élites étaient prévenues, elles ont pu faire sortir leurs économies de la zone CFA pour les placer dans les banques occidentales en francs ou en dollars et/ou acheter des appartements parisiens.

7 Entretien avec l'auteur

“ Si la corruption est une pratique en vogue sur toute la planète, ces trois séquences ont engendré, en Afrique francophone, la naissance d'une oligarchie se nourrissant d'une corruption devenue systémique. ”

Économie et politique ont été confisquées par ces élites mondialisées, qui ont pris leur pays respectif en otage, en ne se souciant aucunement du développement. Leurs enfants étudient dans des écoles aux États-Unis, au Canada, en Chine, de moins en moins en France qui octroie des visas ou bourses d'étude au compte-goutte. Elles se soignent à Paris, Rabah, Abu Dhabi ou plus récemment à Istanbul, dernière destination en vogue, devenue plus prisée que la capitale française. Elles voyagent en avion et n'ont donc que faire de l'état de délabrement de toutes les infrastructures et des routes, excepté les aéroports qui sont d'ailleurs beaucoup plus modernes et beaucoup mieux dotés que les hôpitaux.

C'est ainsi que des États non-enclavés, avec un accès au Golfe de Guinée, comme la Côte d'Ivoire, qui se trouve être le premier exportateur mondial de cacao et un petit pays pétrolier et gazier, avec des richesses en or, diamants ; comme la Guinée, qui dispose d'1/3 des réserves mondiales de Bauxite, et des mines de fer et d'or, se retrouvent en bas du classement IDH (2020). Pourtant les chefs d'État de ces pays en « voie de développement » dilapident des milliards de FRCFA à chaque élection pour corrompre les opposants, acheter les voix et les consciences... Malgré ces montants exorbitants déversés à ciel ouvert, les bailleurs de fonds internationaux continuent à apporter leurs aides, y compris pour l'organisation de ces scrutins, et ce sans demander ni audit, ni contreparties démocratiques.

Un net recul démocratique

Après le sommet de la Baule se sont tenues dans tous les pays francophones d'Afrique de l'Ouest les grandes conférences nationales qui ont engendré d'immenses espoirs et signé la fin des partis uniques. Cette partie du continent se distinguait alors de l'Afrique centrale qui reste le royaume des présidences à vie et les alternances pacifiques paraissaient possibles. Or, trente ans plus tard, pour les raisons précitées, le miracle n'a pas eu lieu et le bilan est accablant, les discours des citoyens ressemblent à s'y méprendre à ceux des années 1970 tant la régression démocratique est forte. Dans les pays qui ont organisé une élection présidentielle au dernier trimestre, 2020, Burkina Faso (22 novembre 2020), Niger (27 décembre 2020 et 21 février 2021), Côte d'Ivoire (31 octobre 2020), Guinée Conakry (18 octobre 2020), comme au Mali, il n'y a eu que huit élections crédibles depuis les indépendances.



“Tous ces présidents « illégitimes », portent la responsabilité de la situation explosive tant sur les plans politique, sécuritaire et économique qui prévaut aujourd’hui.”

8. Promotion et consolidation de la démocratie (Résolution A/RES/55/96 de l'Assemblée générale) (2001)
Déclaration du Millénaire des Nations unies (Résolution A/RES/55/2 de l'Assemblée générale) (2000)

Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (2007)
Chapitre 2, article 2
La présente Charte a pour objectifs de :

1. Promouvoir l'adhésion de chaque État partie aux valeurs et principes universels de la démocratie et le respect des droits de l'homme.
2. Promouvoir et renforcer l'adhésion au principe de l'État de droit fondé sur le respect et la suprématie de la Constitution et de l'ordre constitutionnel dans l'organisation politique des États parties.
3. Promouvoir la tenue régulière d'élections transparentes, libres et justes afin d'institutionnaliser une autorité et un gouvernement légitimes ainsi que les changements démocratiques de gouvernement.
4. Interdire, rejeter et condamner tout changement anticonstitutionnel de gouvernement dans tout État membre comme étant une menace grave à la stabilité, à la paix, à la sécurité et au développement.
5. Promouvoir et protéger l'indépendance de la justice.
6. Instaurer, renforcer, et consolider la bonne gouvernance par la promotion de la pratique et de la culture démocratiques, l'éducation et le renforcement des institutions de gouvernance et l'inculcation du pluralisme et de la tolérance politiques.

En Côte d'Ivoire, il n'y a pas eu une seule élection crédible et pacifique depuis la fin des partis uniques en 1991. Au Burkina Faso, seule celle de 2015 a été légitime, avec l'élection de Roch Marc Christian Kaboré; Le Mali est le grand gagnant avec trois, même si deux d'entre-elles constituaient un partage des rôles, la troisième est celle d'Ibrahim Boubacar Keïta en 2013, ce ne fût pas le cas lors de sa réélection en 2018. Au Niger, pays réputé pour ses coups d'État, il y eu celles de 1993 avec de Mahamane Ousmane, celles de Mamadou Tandja en 99 et 2004 et peut-être celle de Mahamadou Issoufou en 2011, ce ne fût pas le cas pour sa réélection en 2016. La Guinée Conakry partage le score de la Côte d'Ivoire, aucune, sauf le premier tour de 2010, mais au second les résultats furent inversés, chamboulés, les urnes bourrées au profit d'Alpha Condé.

La responsabilité des acteurs internationaux: France, Union européenne, États-Unis, Nations Unies, Union africaine, organisations sous-régionale, Francophonie, qui ont, pour leurs intérêts particuliers et/ou géopolitiques, au mieux, fermé les yeux sur des scrutins non-crédibles, et presque toujours validé des élections fraudées est immense. D'autant que ces reconnaissances se font en violation des textes des Nations unies⁽⁸⁾, de l'Union européenne et de l'Union Africaine, concernant la démocratie et l'État de Droit.

En agissant ainsi, les États, comme les organisations internationales, perpétuent des présidents illégitimes donc faibles et malléables vis-à-vis des partenaires extérieurs à qui ils doivent leur pouvoir. En revanche, sur la scène intérieure, faute d'assise populaire, pour se maintenir à leur poste, ils n'ont pas d'autre choix que de se comporter en autocrates. Ils emprisonnent à tour de bras, instrumentalisent les conflits communautaires, créent des milices pour faire le travail de répression que leurs armées ne peuvent pas endosser, même si parfois elles sont aussi envoyées en première ligne.

Par conséquent, ces présidents « illégitimes », portent la responsabilité de la situation explosive tant sur les plans politique que sécuritaire et économique qui prévaut aujourd'hui. C'est dans ce contexte qu'ont eu lieu les élections présidentielles en Côte d'Ivoire et en Guinée en octobre, au Burkina Faso en novembre, au Niger et au Ghana en décembre, au Bénin en avril 2021.

Depuis une vingtaine d'années, le Ghana est habitué à voter dans des conditions apaisées. Il est vrai que dans certains pays anglophones la démocratie se porte mieux, mais concernant ce pays, c'est surtout en raison de la figure tutélaire de l'ancien président Jerry Rawlings (1981-2001). Bien qu'étant arrivé au pouvoir par un coup d'État, il a été le premier Président à avoir permis une alternance pacifique dans son pays. Malgré son retrait de la vie politique, il était unanimement respecté et veillait toujours attentivement au bon déroulement de la vie démocratique ghanéenne. Son décès, le 12 novembre dernier à quelques semaines de l'échéance présidentielle a bouleversé la donne, les élections se sont déroulées dans un climat tendu avec cinq morts et de nombreux blessés. Le scrutin a été contesté par le challenger du président sortant Nana Akufo Addo. Cependant, compte tenu des habitudes démocratiques dans cet État, les choses sont rentrées dans l'ordre assez rapidement, contrairement aux pays francophones d'Afrique de l'Ouest.

Dans les cinq autres pays, aucune condition n'a été remplie pour que les scrutins se déroulent dans des conditions apaisées et que le résultat sorti des urnes soit accepté par tous. Alors que ces États étaient classés en zone d'alerte maximum par l'ONG Fund for Peace, ils auraient dû, à minima, faire l'objet de la plus grande attention par les chancelleries et les institutions internationales, il n'a en rien été.



Le Golfe de Guinée dispose de ressources extrêmement importantes. Les grandes superficies en terres arables pourraient, si elles étaient bien exploitées nourrir les 18 États qui y ont leur façade maritime et au-delà, même avec une démographie importante. Essentielles pour la sécurité alimentaire des États du Golfe de Guinée, ces terres sont aujourd'hui convoitées par les pays asiatiques et ceux du Golfe. Les grandes puissances regardent aussi avec un intérêt accru les énormes réserves minières : or, fer, manganèse, bauxite, uranium. Mais ce sont bien entendu, les ressources en hydrocarbures qui font du Golfe de Guinée, une place éminemment stratégique au-dessus de laquelle pèse des menaces de plus en plus graves. Le Nigéria est le premier producteur de la zone, 2,6% de la production mondiale, mais ce n'est pas le seul, il y a aussi le Ghana et la Guinée Equatoriale, l'Angola, dans une moindre mesure, la Côte d'Ivoire. L'Europe importe 10% du pétrole et du gaz en provenance de cette région et cela devrait encore augmenter au fur et à mesure des découvertes. Un rapport du Sénat français daté de 2015 notait : « Le Golfe de Guinée constitue un moyen de diversifier les approvisionnements et de diminuer la dépendance envers les producteurs historiques au Moyen-Orient, en Algérie ou en Russie⁽⁹⁾ ». C'est également vrai pour les Chinois, dont 30% de leurs importations de pétrole proviennent de cette zone. Il faut noter également que cette région se trouve sur les nouvelles routes de la soie chinoise, qui projette de relier les ports d'Afrique de l'Est à l'Afrique de l'Ouest par voie de chemin de fer. Si cette initiative se réalisait, elle serait historique.⁽¹⁰⁾

9. senat.fr/rap/r14-410/r14-410_mono.html#toc5

10. portail-intelligence-africaine.com/nouvelles-routes-de-soie-lafrique-coeur-de-strategie-de-puissance-de-chine

11. China Harbour Engineering Company (CHEC) et Bolloré

Dans ce contexte, il n'est pas anormal de retrouver toutes les marines des grandes puissances dans le Golfe de Guinée: USA, Chine, Russie, France, mais également Brésil et Canada, Danemark. L'intérêt pour cet espace maritime n'est pas récent, cependant il s'est renforcé au cours des 20 dernières années et encore plus récemment en 2014 avec la mise en service du port en eau profonde de Kribi au Cameroun réalisée par un consortium sino-français.⁽¹¹⁾ ■



Les menaces

1. LA PIRATERIE

La zone maritime la plus dangereuse du monde

S'il faut croire à l'adage de la malédiction des ressources naturelles, alors les pays d'Afrique de l'Ouest ayant une façade maritime donnant sur le golfe de Guinée sont servis. Cette zone maritime a été désignée en 2020 comme la zone maritime la plus dangereuse du monde, dépassant ainsi le Golfe d'Aden. Au cours des dernières années, les attaques contre les pétroliers ont augmenté de manière exponentielle, la majorité était réalisée par des Nigériens. Au départ, ces pirates des temps modernes, sorte de « Robins des Bois », avaient déclaré la guerre aux compagnies pétrolières à cause de la mauvaise répartition de la manne et des dégâts sur l'environnement qui privaient les autochtones de leur travail : pêche et agriculture. Puis, avec les prises d'otages, le business est devenu lucratif et les réseaux criminels où cohabitent trafiquants d'êtres humains, d'armes, de drogues (la zone est devenue le point de passage pour ce dernier trafic depuis l'Amérique du Sud vers l'Europe) se sont appropriés le marché. Si cette insécurité affecte les armateurs qui doivent payer des primes d'assurance de plus en plus chères et des compagnies de sécurité pour se protéger, l'impact de la piraterie sur les économies africaines restent néanmoins faible.

2. LA SURPÊCHE

Bientôt plus de poissons au large des côtes africaines

La pêche illicite, elle, est un véritable fléau. Elle est en passe de ruiner les fonds marins du Golfe de Guinée. Ce n'est pas une menace de moyen ou long terme, mais de très court terme, il n'y aura bientôt plus de poissons au large des côtes africaines, engendrant un véritable problème de sécurité alimentaire, 70 % des protéines consommées en Afrique provenant de la mer. En 2017, l'opération Corymbe, mission de la marine française pour sécuriser cette zone, avait recensé 450 navires illégaux en une seule semaine. Les équipages de ces chalutiers de fortune sont majoritairement Chinois, mais les armateurs sont rarement identifiés. La plupart de ces bateaux changent de pavillon et de propriétaire à une vitesse étonnante. Bruxelles ayant fait le ménage, les quelques européens qui exploitaient ces mers ont disparu. Cependant le problème demeure avec deux pays asiatique : la Chine et la Corée du Sud. Pour compliquer encore un peu plus les choses, les administrations corrompues des États riverains délivrent parfois des vraies-fausse licences de pêche. Ils ont pourtant pris conscience de l'importance de la mer et du danger qui les guette, ce qui a conduit au processus de Yaoundé signé par les pays concernés en juin 2013. Ce processus définit le partage des responsabilités et l'organisation de la lutte contre les activités maritimes illicites en Afrique de l'Ouest et du Centre, mais les marines nationales s'impliquent peu dans leurs eaux territoriales. Résultat, c'est l'activité pêche qui se meurt et toute l'économie qui dépend de ce secteur, avec pour conséquence directe, le chômage, la misère et encore plus de candidats à l'immigration. À ce titre, il est légitime de s'interroger sur l'accord de pêche signé entre Bruxelles et le Sénégal qui permet à 45 navires européens de prendre 10 000 tonnes de thon et 1750 tonnes de merlu chaque année pendant cinq ans pour seulement 15 millions d'euros de contrepartie !





3. « LE TERRORISME VERT »

Des forêts classées devenues des repaires de groupes armés



L'invention du colonialisme vert
par Guillaume Blanc
éd., Flammarion, 2020

12. marianne.net/agora/guillaume-blanc-et-l-invention-du-colonialisme-vert?fbclid=IwAR2Hbf_gVEYk9X7HkIXZ8oTJ_NuoKs3QYadxsIGATB_deQr77q700GOT-QU

13. orientbox.info/magazine/sahel-heritage-colonial-des-eaux-et-forets-une-arme-aux-mains-des-dijihadistes.4700?fbclid=IwAR24JUa_fbaC8L0pK0umsB8Pk3h_18A0Rg7hLaQ28msgrYA_S02mAuUjw0

14. lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/archive/2021/04/28/europeens-lues-l-est-du-burkina-faso-le-deroule-de-l-attaque-22088.html

Dans un livre décapant, intitulé *L'invention du colonialisme vert* ⁽¹²⁾ l'historien, Guillaume Blanc, démontre comment « l'avènement du concept de développement durable au début des années 1990 n'a fait qu'accroître l'exclusion de ses habitants dans cette politique de mise en parc de la nature. » Cette politique de « réserves », encouragée par les institutions internationales, telles que les Nations Unies, le WWF, l'Unesco, le PNUD, la FAO et les grandes ONG, exclut les habitants de leurs terres pour protéger la biosphère ! Ainsi en Afrique de l'Ouest il existe une aire transfrontalière d'une superficie de 50 000 km², qui comprend les parcs W du Bénin et du Niger, de la Kéran au Togo et la réserve de Pama au Burkina Faso. À cela, il faut ajouter un nombre important de forêts classées qui deviennent des concessions de chasses gérées par des concessionnaires privés et gardées par des cow-boys/rangers souvent Sud-Africains. La multiplication de ces espaces, où l'accès est restreint, empêche les autochtones de cultiver, chasser, pêcher, donc de subvenir à leur survie. Elle suscite colère et frustration au sein des populations contre les gardes-chasse, qui les rackettent à la moindre infraction, et les pouvoirs publics ⁽¹³⁾.

Les djihadistes en provenance du Mali, du Burkina Faso et du Niger ont investi ces lieux boisés où ils peuvent se cacher et n'hésitent pas à éliminer des gardes de temps à autre. Mieux, ils permettent aux habitants de pouvoir jouir des forêts comme ils l'entendent, ce faisant, ils gagnent la bataille des cœurs, s'y installent sans peur d'être dénoncés et recrutent.

Deux touristes français du parc de la Pendjari au Bénin, situé dans une région limitrophe du Niger et du Burkina Faso l'ont appris à leurs dépens en mai 2019. Ils ont été enlevés, puis libérés par une opération des forces spéciales françaises, au cours de laquelle deux membres du commando Hubert ont trouvé la mort.

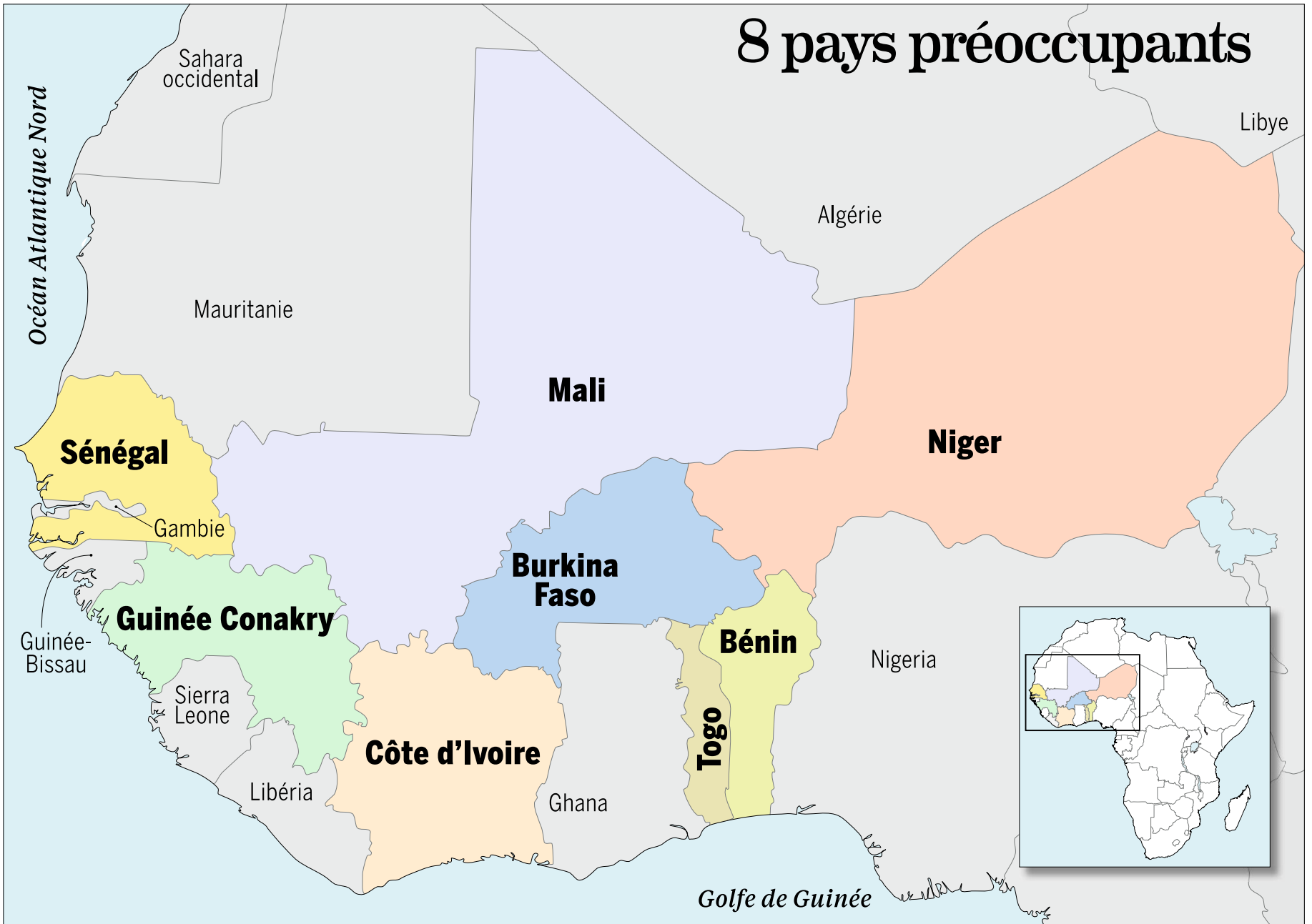
Le 26 avril 2021, le directeur irlandais d'une ONG américaine, Chengeita Wildlife, qui formait des rangers dans le cadre du projet Fomek, financé par l'UE, a été exécuté dans la réserve de Pama au Burkina Faso ⁽¹⁴⁾, ainsi que deux journalistes espagnols qui l'accompagnaient. Ce parc est pourtant connu pour être devenu un sanctuaire de l'État Islamique dans le Grand Sahara (EIGS). ■



Village du Burkina Faso



8 pays préoccupants





Bénin, Guinée Conakry, Togo, la régression démocratique



Le Bénin

Habitants : 11 800 000

Superficie : 114 763 km²

Croissance démographique : 2,7 % / an
Électrification (chiffres de 2019) : 40,31 % de la population

À la liste de ces maux, il faut y ajouter les climats politiques délétères. S'il y a un État caractéristique du recul démocratique en Afrique de l'Ouest, c'est bien le Bénin.

L'ex-président, Mathieu Kérékou, fut le premier à inaugurer le cycle des grandes conférences nationales souveraines du début des années 90 et à ouvrir la voie du multipartisme, avant même le discours de François Mitterrand à la Baule. Toutes ces grandes conférences sur le continent ont accouché d'une souris, sauf celle de Cotonou. Depuis cette date, les élections étaient transparentes et les alternances pacifiques. L'arrivée de Patrice Talon au pouvoir en 2016 a fait reculer le pays 30 ans en arrière. Dès son arrivée au pouvoir, cet homme d'affaires surnommé le « roi du coton » a tout verrouillé ne laissant que deux choix à ses opposants : la prison ou l'exil. En avril 2021, il a été réélu avec 86 % des voix, ce qui n'était plus jamais arrivé au Bénin depuis 1990. Les

manifestations de rues réprimées ont fait au moins deux morts, ce qui apparaît peu par rapport à d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, mais cela était inimaginable à Cotonou quelques années plus tôt.

Ce virage autoritaire est d'autant plus dangereux que le pays est confronté à une montée du radicalisme. Sans bruit avec détermination et patience les pays du Golfe ont travaillé ce pays. Ils ont formé les élites de certains groupes ethniques et les ont financées pour qu'elles créent des ONG qui subviennent à l'éducation, à la santé. Une étude réalisée dans le cadre du Programme de l'Union européenne de Prévention de l'Extrémisme Violent en Afrique de l'Ouest et dans le Bassin du Lac Tchad a montré comment : « L'organisation de prêches communs de part et d'autre des trois pays (Bénin, Niger, Nigéria), les invitations de prêcheurs venant de ces pays sont autant de moyens de diffusion des idéologies et des attitudes de radicalisation. La prolifération du phénomène des enfants talibés constitue un terrain fertile pour l'endoctrinement et la radicalisation. »⁽⁸⁾ La montée du sentiment d'abandon par l'État fait le reste et pousse les candidats à l'exil. En Afrique, 80 % des migrations sont intercontinentales, cependant les Béninois choisissent en premier lieu les pays arabes, viennent ensuite l'Allemagne et l'Italie.

15. matinlibre.com/2020/01/08/menace-sur-la-cohesion-sociale-dans-les-espaces-frontaliers-au-benin-projeteur-sur-des-foyers-de-radicalisation/?fbclid=IwAR0gGvgSndvKV8vBoZFioe4

16. informigrants.net/fr/post/25804/guinee-la-vente-des-terres-finance-la-migration



La Guinée Conakry

Habitants : 12 077 000

Superficie : 245 857 km²

Croissance démographique : 2,8 % / an
Électrification : 42,41 % de la population

Les Guinéens, eux, choisissent la France, depuis 2017, ils sont les premiers en Afrique subsaharienne à partir en direction de l'Hexagone. Les motivations de cette jeunesse sont essentiellement politiques, même si selon la Banque mondiale 55 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. C'est le manque de perspectives, les répressions brutales des manifestations, le délabrement du système éducatif et sa privatisation qui sont les principaux moteurs de ces départs. Ce n'est pas un hasard si ce phénomène a pris autant d'ampleur en 2017 lorsque les citoyens de ce pays ont compris que le président Alpha Condé s'appropriait à réviser la Constitution pour se présenter à un troisième mandat.⁽⁹⁾ Ce fut fait en 2019. La réélection en octobre 2020 de l'ancien président de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF), organisation qui participera activement à la conférence de Bandung



“ Le 5 septembre 2021 au matin, le Groupement des Forces Spéciales guinéens, unité bien équipée, bien formée a arrêté Alpha Condé. Le coup d'État a été rondement mené. ”

(1956), n'a rien à envier aux mascarades électorales en vigueur en Afrique de l'Ouest. Lorsqu'Alpha Condé est arrivé au pouvoir en 2010, il a hérité d'un pays riche en minerais encore sous exploités : bauxite, diamants, fer. Dès son arrivée, il a doté la Guinée d'un nouveau code minier et s'est engagé dans des bras de fer homériques avec les Brésiliens de Vale, les anglo-australien de Rio Tinto et surtout le franco-israélien Beny Steinmetz. Finalement en 2019, un consortium sino-hongkongais-guinéen a remporté le plus beau morceau en gagnant un des plus grands gisements de fer au monde, celui de Simandou. L'investissement représente tout de même la modique somme de 14 milliards de dollars et la Chine est devenu le premier bailleur de fonds de la Guinée. Pour autant, le pays ne s'est pas développé et la population n'a pas été invitée au banquet.

Pour faire face aux mécontentements, le président a joué les communautés les unes contre les autres et stigmatisé en particulier les Peuls, qui se sentant exclus de la société guinéenne ont émigré au Sénégal.

Puis vint le 5 septembre 2021 au matin, le Groupement des Forces Spéciales guinéens, unité bien équipée, bien formée a arrêté Alpha Condé. Le coup d'État a été rondement mené par les putschistes et leur chef, Mamady Boumbouya, un franco-guinéen ancien légionnaire, qui a multiplié les opérations extérieures en Afghanistan, Centrafrique, Côte d'Ivoire... Celui qui a très vite hérité du surnom de « nouvel homme fort de la Guinée » devient, de par la politique du fait accompli et le silence de la communauté internationale, le Président de la Transition pour une durée de deux ans, si la junte respecte ses engagements.

Ce coup pose un certain nombre de questions, notamment sur la présence de formateurs israéliens, américains et français, aux côtés des forces spéciales et des renseignements guinéens qui n'ont étrangement rien vu venir. Les putschistes ont-ils agi seuls pour les intérêts supérieurs de la Guinée ou ont-ils été téléguidés par des acteurs extérieurs ? Les contrats miniers seront-ils revisités ? Beaucoup d'interrogations et une seule certitude, le non-respect du 3^{ème} mandat laisse la place aux aventuriers. La Guinée s'enfoncé un peu plus dans la crise et fragilise les pays voisins et l'Europe par des risques accrus d'immigration.



Le Togo

Habitants : 8 082 000

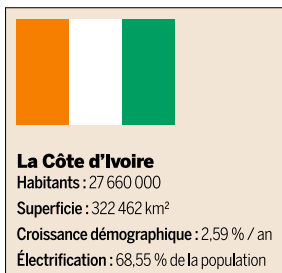
Superficie : 56 785 km²

Croissance démographique : 2,59 % / an
Électrification : 52,41 % de la population

Concernant le Togo, il serait absurde d'évoquer un recul démocratique. Ce pays est sous le joug de la famille Eyadema depuis 1967, le fils Faure Gnassingbé ayant succédé à son père à la mort de ce dernier en 2005. À lui seul, ce pays incarne tous les maux précités. Au cours des trois dernières années, les citoyens n'ont cessé de manifester pour réclamer l'alternance, la justice, l'État de droit. Ils ont été modérément soutenus par l'ambassade américaine et l'Union européenne, la France a préféré garder le silence et continuer ses coopérations militaires et policières. Compte tenu de sa frontière avec le Burkina Faso, ce pays fait office pour le moment de zone de repli pour les groupes djihadistes, notamment l'État Islamique dans le Grand Sahara (EIGS). À ce jour, il n'a subi aucune attaque, mais la situation pourrait évoluer tant le terrain est fertile. ■



La Côte d'Ivoire: une guerre pour rien



La Côte d'Ivoire

Habitants : 27 660 000

Superficie : 322 462 km²

Croissance démographique : 2,59 % / an

Électrification : 68,55 % de la population

Alors que les Occidentaux ferment les yeux sur tous les scrutins non-crédibles, au nom d'une opération intitulée « Restaurer la paix et la démocratie » en 2011, la France, les Nations Unies, le Commandement des États-Unis pour l'Afrique, avec le soutien de l'Union européenne ont choisi l'option militaire pour régler le contentieux électoral ivoirien. Dix ans plus tard, il n'y a ni démocratie, ni véritable paix...

La Côte d'Ivoire est considérée, de par sa position géographique et ses richesses comme un pays stratégique et comme le moteur économique de l'Afrique de l'Ouest. Politiquement, ce pays est resté stable jusqu'en 1994, date de la mort d'Houphouët Boigny, premier président depuis l'indépendance en 1960. Dès son décès, les dauphins potentiels: Henri Konan Bédié, Alassane Ouattara, Laurent Gbagbo se sont déchirés pour arriver au pouvoir. Plus de vingt-cinq ans plus

tard, ces trois personnalités continuent de dominer la scène politique ivoirienne.

Premier coup d'État en 1999

Henri Konan Bédié a été Président de la République de 1994 à 1999, il a été destitué par un coup d'État réalisé par de jeunes militaires proches d'Alassane Ouattara en décembre 1999. Ce putsch est le premier de la série des « coups d'État populaire » en Afrique subsaharienne, les jeunes sous-officiers avaient été acclamés par la foule. La France qui vivait une cohabitation n'avait pas pu, pas voulu, sauver le soldat Bédié. Le général Gueï a pris les rênes d'une transition qui s'avéra calamiteuse.

En 2000, suite à une élection présidentielle qui fût tout aussi catastrophique, Laurent Gbagbo accéda au pouvoir. Ce dernier, membre de l'internationale socialiste, fût bien accueilli par les autorités françaises de l'époque. Mais avec l'arrivée de Jacques Chirac à l'Elysée en 2002, les relations entre la France et la Côte d'Ivoire se détériorèrent rapidement.

Second coup d'État en 2002

En septembre 2002, un coup d'État, préparé au Burkina Faso voisin, coupa ce pays en deux entre le Nord et le Sud, et Paris ne mis pas en œuvre les accords de défense entre les deux pays, pour rétablir l'autorité de l'État sur tout le territoire. S'en suivit, la longue litanie des négociations, accords (Linas Marcoussis, Lomé Pretoria, Ouagadougou), gouvernements d'union nationale...

Dès 2003, la France a déployé 4000 militaires sur le territoire ivoirien avec l'opération Licorne.

En février 2004, par la résolution 1528, le Conseil de Sécurité des Nations unies a créé une force de maintien de la paix, l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) qui se maintiendra jusqu'en 2017. Dès 2003, après les accords de Linas Marcoussis, les chefs des Forces Nouvelles, qui administraient le Nord tout en le pillant, sont devenus en même temps, ministres dans le gouvernement au nom de l'union nationale de Laurent Gbagbo. Cette situation, insolite et très dommageable au fonctionnement du pays, perdurera jusqu'en 2010.

L'élection de 2010

C'est dans cette configuration, avec un pays coupé en deux et des combattants non-désarmés, que fut organisée, sous la contrainte de la France et des Nations unies, l'élection de

“ Plutôt que de recompter les voix, les partenaires internationaux choisissent l'épreuve de force. ”

12. eeas.europa.eu/archives/eucom/pdf/missions/rapport-final-25012011_fr.pdf

18. rft.fr/fr/afrique/20110228-cote-ivoire-approvisionnement-medicaments-victime-embargo

novembre 2010. Se présentaient à ce scrutin, qui fût le plus cher d'Afrique, près de 300 millions d'euros, les trois personnalités qui se disputent le pouvoir depuis 16 ans: Gbagbo, Bédié, Ouattara. Ce dernier étant soutenu par les Forces Nouvelles, dirigées par Guillaume Soro. Selon le rapport final de la mission d'observation électorale de l'Union européenne : « Les élections présidentielles des 31 octobre et 28 novembre 2010 étaient l'aboutissement d'un long, complexe et coûteux processus de sortie de crise, initié en 2007 par la signature de l'Accord Politique de Ouagadougou. L'organisation très attendue de ces élections répondait aussi aux conditions énumérées dans des Résolutions du Conseil de Sécurité des Nations unies. À travers ces élections, l'enjeu essentiel consistait à mettre un point final à une période de onze années de crise politique intense et de normaliser les relations perturbées que la Côte d'Ivoire entretient avec la Communauté internationale. »⁽¹⁷⁾

Or, il n'en a rien été. Qui a gagné l'élection présidentielle de 2010? Cette question a fait l'objet d'une dizaine d'ouvrages et est encore à ce jour un sujet de discussions enflammées. Difficile de savoir puisque toutes les parties ont triché. Le seul point sur lequel s'accordent tous les observateurs objectifs est le suivant: au premier tour Alassane Ouattara avait été éliminé. Grâce à des combines, des lâchetés et des trahisons Bédié s'est retrouvé troisième. Le second tour a donc eu lieu entre: Gbagbo et Ouattara. Le premier fut déclaré vainqueur par le Conseil constitutionnel et le second par la « Communauté internationale »! Pendant, plus de trois mois (décembre 2010-11 avril 2011), il y eut deux présidents, l'un retranché dans sa résidence, l'autre dans un hôtel de luxe.

La guerre de 2011

Plutôt que de recompter les voix ou de voter à nouveau, les partenaires internationaux (Nations Unies, Union Européenne, France et États-Unis) choisissent l'épreuve de force contre Gbagbo.

L'Union européenne impose des sanctions économiques drastiques au gouvernement Gbagbo: blocus des importations, y compris des médicaments, et des transferts de fonds de la diaspora qui sont pourtant vitaux pour certaines familles.⁽¹⁸⁾

La résolution 1975 (30 mars 2011) est ignorée au profit de l'opération « Restaurer la paix et la démocratie ». Le bombardement de la résidence de Laurent Gbagbo et son arrestation par les forces françaises marquent le début de la détestation française en Afrique francophone et du déclin de l'Hexagone dans sa zone d'influence. Les images d'un président « élu », hébété, en tee-shirt, prisonnier, restent gravées dans les mémoires.

Laurent Gbagbo et son ancien ministre de la Défense ont été transférés à la Cour Pénale Internationale, d'autres personnalités de l'ancien gouvernement ont été emprisonnées ou se sont exilées. La justice internationale a failli, elle n'a jugé qu'un camp et n'a donc pas aidé à la réconciliation.

Le bombardement de la résidence de Laurent Gbagbo et son arrestation par les forces françaises marquent le début de la détestation française en Afrique francophone et du déclin de l'Hexagone dans sa zone d'influence.





“ Le pouvoir d'Abidjan a violemment réprimé l'opposition en utilisant les « Microbes », une milice composée d'adolescents et de jeunes adultes armés de bâtons, de machettes ou de kalachnikov... L'Union européenne s'est tue. ”



Alassane Ouattara

Au terme de huit années d'enquête et de deux ans d'un procès bâclé, l'ancien président et son ministre ont été acquittés en janvier 2019, mais malgré cette décision, ils ont été placés en liberté surveillée pendant près de 18 mois. Une telle contorsion du droit a créé une jurisprudence délétère pour la justice et le droit international et cela a contribué à entacher un peu plus l'image de l'institution de la Haye. Le 31 mars 2021, lors d'un procès d'appel, la Cour a confirmé leur acquittement, les deux ex-prisonniers sont libres de rentrer au pays, les tractations autour de leur retour sont, à cette heure, toujours en cours.

Contexte de l'élection de 2020

De 2010 à 2020, Alassane Ouattara a gouverné la Côte d'Ivoire, avec la bénédiction de tous ses partenaires internationaux, sans jamais faire un geste favorisant la réconciliation nationale. Les blessures de 2011 n'ont pas été refermées. En 2015, s'est tenue une élection présidentielle factice dans un pays encore traumatisé par la guerre, un scrutin sans enjeu au terme duquel Alassane Ouattara a été reconduit avec un score de 83,86%. En 2016, le président ivoirien a modifié la constitution, ses soutiens et lui-même, exhortant les électeurs à ratifier cette nouvelle loi fondamentale, ont pris soin de spécifier que l'article 183 de ce texte ne lui permettait pas de se représenter une troisième fois.

Alors que le 5 mars 2020, il avait très officiellement, devant le parlement et le Sénat, réitéré ses propos, Alassane Ouattara est revenu sur sa décision le 6 août. Son premier ministre Amadou Gon, qui devait reprendre le flambeau, étant décédé, le président ivoirien considérait que la situation avait changée.

Élection du 31 octobre 2020

Dès l'annonce de cette décision, des manifestations de colère ont éclaté à Abidjan et dans l'intérieur du pays, une crise préélectorale est née. Tous les périls qui guettent une élection présidentielle en Afrique étaient réunis : troisième mandat anticonstitutionnel, composition contestée de la commission électorale, listes électorales non consensuelles et non mises à jour, Conseil constitutionnel aux ordres du président sortant. Six semaines avant l'élection, ce dernier a éliminé 40 candidats sur 44, il a notamment recalé deux figures de la scène politique : Laurent Gbagbo et Guillaume Soro. La plateforme de l'opposition unie a décidé de boycotter cette élection et appelé à la désobéissance civile pour que ce scrutin n'ait pas lieu. Toute cette période a été émaillée d'incidents sécuritaires sévères qui ont été dénoncés à la fois par l'ONG Amnesty international et par le Secrétaire général des Nations unies. Antonio Guterres a fait part à deux reprises de sa préoccupation.⁽¹⁹⁾

Le scrutin du 31 s'est déroulé sous haute tension, la majorité du sud et du centre du pays n'a pas voté, dans la capitale politique Yamoussoukro, le vote a été impossible et à Abidjan qui était sous surveillance policière peu de citoyens se sont rendus aux urnes. Néanmoins, la Commission électorale (CENI) et le Conseil constitutionnel ont validé l'élection. Alassane Ouattara a été élu avec un score de 94,27% des suffrages et une participation de 54%. Dès lors est née une crise postélectorale. L'opposition a poursuivi ses mots d'ordre de désobéissance civile et les violences ont perduré, le bilan officiel, fait état de 85 victimes et 487 blessés. Le pouvoir d'Abidjan réprimant violemment en utilisant les « Microbes » une milice, composée d'adolescents et de jeunes adultes armés de bâtons, de machettes ou de

19. [amnesty.org/fr/latest/news/2020/08/cote-d-ivoire-police-allow-machete-wielding-men-to-attack-protesters](https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/08/cote-d-ivoire-police-allow-machete-wielding-men-to-attack-protesters)
impact.sn/Cote-d-ivoire-Guterres-preoccupe-par-les-violences-et-appelle-au-dialogue_a21622.html



kalachnikov. Malgré cela, l'Union africaine, la Cedeao, la France ont félicité Alassane Ouattara pour ce troisième mandat. L'Union européenne s'est tue.

Tout au long de cette séquence, de crises pré et postélectorales, le président français ne s'est jamais exprimé, ce qui a constitué un blanc-seing pour Alassane Ouattara. Ne souhaitant pas s'exprimer sur la Côte d'Ivoire, la France s'est tue aussi sur la Guinée Conakry qui ouvrait le bal de toutes une série de scrutins en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Le silence d'Emmanuel Macron, ce soutien au président ivoirien, connu de tous, a permis à tous les autres chefs d'État sortants de contourner toutes les règles démocratiques et à réprimer souvent dans le sang les contestations.

Aujourd'hui, la situation semble plus calme, les opposants ivoiriens ont jeté l'éponge, vaincus, ils ont accepté de « négocier » leurs participations aux élections législatives. L'ancien Président Gbagbo est retourné dans son pays natal, des tractations ont eu lieu avec le pouvoir, une paix des braves s'est installée. Pour autant, le feu couve toujours sous la cendre et ce pays n'est pas à l'abri d'une nouvelle secousse.

La montée de l'islamisme

À ce climat politique s'ajoutent un partage très inégal des ressources et une islamisation rampante, notamment du nord du pays, entretenue depuis trente ans par les fonds de l'Arabie Saoudite et du Qatar, grand allié de ce pays. Sous les deux premiers mandats d'Alassane Ouattara, il y aurait eu deux fois plus d'ouvertures d'écoles privées coraniques que d'écoles publiques.

La Côte d'Ivoire n'a connu qu'un seul attentat d'envergure en mars 2016, dans la station balnéaire de Grand-Bassam, 19 personnes sont décédées dont 8 étrangers. Cet attentat a été revendiqué par la Katiba al-Mourabitoune une filiale d'Al-Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI). Dans la foulée, 83 djihadistes ont été interpellés.

Des cellules dormantes existent, entre avril et juin 2021 quatre attaques de postes frontaliers ont eu lieu, aucune de ces actions n'ont été revendiquées.

20. news.un.org/fr/story/2017/06/359582-la-cote-divoire-un-exemple-en-matiere-de-desarmement-demobilisation-et

Les luttes pour le contrôle des terres

Des tensions persistantes ont lieu entre les autochtones de l'Ouest ivoirien, région de planteurs de cacao, et les allogènes venus principalement du Burkina Faso. Le Libéria, voisin de l'ouest ivoirien ayant été en guerre pendant presque 15 ans, reste un vivier de miliciens qui parfois font des incursions pour venir défendre les autochtones agressés.

Les milices Dozos, chasseurs traditionnels très actifs au Mali, sont susceptibles de revenir en Côte d'Ivoire, à la faveur d'une déstabilisation politique ou terroriste et renouveler les crimes de masses qu'elles avaient effectué lors de la guerre de 2011.

Il est d'ailleurs très probable que si ce pays était confronté à une véritable menace terroriste, son armée serait incapable d'y faire face. En effet, depuis dix ans, elle a été fortement ethnicisée et a perdu son caractère républicain. Louée par les Nations unies, comme un exemple en la matière, l'opération de « Désarmement, Démobilisation et Réintégration » (DDR) qui a commencé en 2011 n'a pas été menée à son terme.⁽²⁰⁾ 8 000 hommes armés n'ont pas été réintégrés et sont toujours dans la nature.

Quand le pays basculera dans la guerre à nouveau, il sera alors bien temps d'invoquer la lutte contre l'extrémisme musulman alors même que tous acteurs nationaux comme internationaux ont contribué à détricoter soigneusement toute possibilité de développement démocratique et de réconciliation. ■



Le Sénégal: péril sur l'îlot de stabilité



Le Sénégal

Habitants : 17 215 428

Superficie : 196 712 km²

Croissance démographique : 3,06 % / an

Électrification : 70,4 % de la population

La crise politique et économique menace un pays à qui la découverte récente de gisements de gaz et de pétrole ouvre des perspectives économiques inespérées, parfois qualifié de futur « petit Qatar » régional. Une manne sur laquelle lorgnent les « djihadistes » qui encerclent progressivement ce pays musulman à plus de 90 %.

Un océan d'instabilité

Le 25 mars 2012, la présidentielle au Sénégal offrait une nouvelle alternance pacifique entre le libéral Abdoulaye Wade, ex proche du français Alain Madelin, et son ancien disciple Macky Sall, proche politiquement de Wade mais soutenu alors par une coalition hétéroclite de formations pour la plupart issues de la gauche sénégalaise. En dépit des sollicitations de Wade, prêt à modifier la constitution pour briguer

un nouveau mandat, l'armée, véritable institution dans le pays, était restée l'arme au pied. À peine un mois plus tard, dans la nuit du 21 au 22 mars, un coup d'État militaire renversait le chef d'État voisin Amadou Toumani Touré, provoquant la stupeur de la population sénégalaise, dont la principale préoccupation sécuritaire se situait à la frontière gambienne, source de l'instabilité en Casamance, grenier agricole du pays rongé une insurrection armée depuis plus de 30 ans. Et dans une moindre mesure avec la Guinée, dont les flux de migrants majoritairement peuls provoqués par les fréquents soubresauts politiques, déstabilisent le tissu économique local.

L'expansion très rapide des groupes armés, tout d'abord dans le centre malien puis chez les voisins nigériens et burkinabé, les attaques aux frontières du Bénin, du Togo ou de la Côte d'Ivoire, ont renforcé le sentiment d'encerclement chez les décideurs sénégalais et dans les rangs des forces de sécurité. Les services de renseignement du pays, plutôt performants, ont donc accentué leur politique d'identification et de surveillance des maigres réseaux islamistes qui n'ont cependant cessé de prendre de l'ampleur au cours de la dernière décennie.

Un modèle social et religieux en pleine remise en question

Le vivre ensemble sénégalais est en particulier le fruit d'une lecture modérée de l'Islam. Quatre confréries soufies (tidiane, mouride, layène et qadiriya) se partagent l'essentiel des croyants.

Toutefois, le Sénégal ayant peu de ressources naturelles a cédé comme ses voisins aux sirènes des pétrodollars en provenance de la péninsule arabique. Une manne qui s'est essentiellement concentrée lors des deux mandats d'Abdoulaye Wade (2000-2012), lequel admettait publiquement toucher les subsides du Qatar ou de l'Arabie Saoudite pour financer la modernisation des infrastructures du pays.

Selon un schéma bien établi, cette politique d'investissements des forces wahhabites s'est accompagnée de « généreuses » constructions de mosquées animées par des prêcheurs radicaux, un phénomène qui a multiplié l'influence des « Ibadou », comme on désigne au Sénégal les disciples de l'association Jama'atou Ibadou Rahmane (JIR), un mouvement fondé en 1979 et influencé par l'islam pakistanais, mais qui a fini par former un mot générique désignant toutes les obédiences, dont celles issues de la Confrérie des Frères musulmans. Ces tenants d'un islam rigoureux, parfaitement étranger aux traditions religieuses du pays, mar-



“ À Touba, de plus en plus d'incidents sont rapportés, impliquant les excès d'une « police religieuse » traquant les comportements « haram », de la consommation d'alcool aux tenues jugées « indécentes ». ”

quées par un héritage animiste qui transcende les écoles musulmanes et traverse les croyances de la petite minorité chrétienne (5 %), n'ont que mépris pour l'islam soufi et ses marabouts, véritables guides spirituels des Sénégalais du quotidien.

Confrontées à cette concurrence et à l'usure d'un pouvoir sans partage depuis bien avant l'indépendance, les confréries soufies sont devant un dilemme. Les sommes considérables versées par les fidèles en ont fait des acteurs économiques de premier plan. Depuis la présidence Wade, fervent Talibe Mouride, elles sont également sollicitées pour soutenir le parti en place.

Il semble que pour perpétuer cette mainmise sur la société, les confréries fassent évoluer le discours sur les mœurs et sur l'organisation sociale. Une tendance qui s'observe par exemple à Touba, deuxième agglomération du pays et ville sainte du Mouridisme qui connaît la plus forte croissance démographique (450 000 habitants en 2002, plus du double aujourd'hui) et qui bénéficie d'une forme d'autogestion politique, en matière sécuritaire comme religieuse. De plus en plus d'incidents y sont rapportés, impliquant les excès d'une « police religieuse » traquant les comportements « haram », de la consommation d'alcool (proscrite dans toute la ville) aux tenues jugées « indécentes ».

Recul de l'influence française

Depuis plus de dix ans l'influence française et, plus largement, européenne, ne cesse de reculer. Les exportations vers l'Union européenne, qui s'élevaient à 16,67 % du total en 2011, sont à 14,25 % en 2020 (4,6 % en 2011 pour la France, 2,47 % aujourd'hui). Même tendance pour les importations : la France pesait 20 % en 2011, contre 17,5 % en 2020. La pertinence du Franc CFA, qui s'apprête à être remplacé par l'ECO fait logiquement débat au sein des économistes sénégalais.

Un très fort sentiment anti-français s'est ancré au Sénégal à mesure que l'influence de Paris reculait sur les plans politiques, économiques et militaires.

Le ressentiment envers la France se fait au bénéfice d'autres puissances étrangères qui tentent d'influer sur la marche du Sénégal. Celui-ci continue de financer la modernisation de ses infrastructures à crédit, grâce à la promesse de l'exploitation imminente des importants gisements pétroliers et gaziers principalement situés dans la région de Saint-Louis, près de la frontière mauritanienne.

Les entrepreneurs turcs y sont de plus en plus présents – ce sont eux qui ont achevé la construction du nouvel aéroport situé à une heure de route de Dakar – les Chinois et les Américains et dans une moindre mesure les Indiens sont également

très implantés économiquement et politiquement. Washington a ainsi inauguré une colossale ambassade en 2012, sur la pointe des Almadies à Dakar, et les entreprises américaines ont été les premières servies, avec les britanniques, sur les contrats pétroliers et gaziers.

Ce recul économique de l'influence française se double d'une remise en cause du rôle de la France comme « parrain bienveillant » du Sénégal, avec l'appui bien intentionné des États Unis en particulier. Une jeune génération d'activistes éclore en 2012, symbolisée par le collectif de rappers « Y en a marre », a bénéficié de formations dispensées par le Département d'État américain (via l'USAID), les mêmes qui avaient entretenu le mirage des « printemps



“ Signe du climat délétère actuel, les grandes enseignes françaises ont été les parmi les principales cibles de la colère populaire. ”

arabes » connectés, mondialisés et démocratiques en Égypte, en Tunisie ou en Libye. Après avoir soutenu l'alternance de Macky Sall, cette génération militante aujourd'hui autour de collectifs baptisés « France dégage ! » et dénoncent un néocolonialisme français dont l'actuel président sénégalais ne serait qu'une marionnette.

Cette fable a fini par s'incarner politiquement en 2019 avec l'émergence du candidat « anti-système » Ousmane Sonko, arrivé troisième du scrutin présidentiel avec 15,67 % des voix.

Radical, partisan de la peine de mort et adepte des discours enflammés sur la corruption endémique d'une classe politique « vendue à la France », Sonko s'est publiquement vanté des bienveillantes attentions comme des soutiens octroyés par l'ambassade américaine de Dakar. Homme à la réputation de grande piété, proche des Frères musulmans lorsqu'il commençait sa carrière de militant à l'université, le quarantenaire a réussi l'exploit de se hisser au rang d'opposant numéro un à Macky Sall, que la rue soupçonne de vouloir effectuer un troisième mandat en 2024 en violation de la Constitution.

Accusé d'un viol commis dans un salon de massage de Dakar, Ousmane Sonko a été arrêté par la police au début du mois de février 2021, provoquant les pires émeutes de l'histoire récente du Sénégal et causant une dizaine de morts, soit un véritable traumatisme collectif dans ce pays si peu habitué aux violences politiques. Signe du climat délétère actuel, les enseignes françaises (Auchan, Orange...) ont été les parmi les principales cibles de la colère populaire alimentée par les discours d'Ousmane Sonko comme du collectif « France dégage ! ».

Un équilibre remis en cause

Les élites intellectuelles, politiques et sécuritaires du pays, de droite comme de gauche si tant est que ce clivage ait encore du sens au Sénégal, craignent qu'Ousmane Sonko ne soit que l'avant-garde d'un processus de déstabilisation plus large, au moment où la société civile affiche des failles de plus en plus béantes.

Le pari de Macky Sall est de concilier le statu quo encadré par les confréries et nourri par l'économie informelle avec l'émergence d'une « start up nation » enrichie par le tourisme de masse (et la remise en cause des pratiques sociales qu'il impose), l'exploitation des richesses pétrolières et une économie numérique encore très virtuelle.

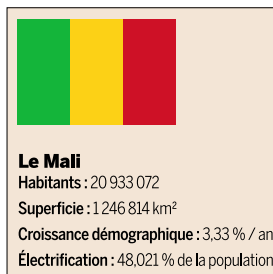
Relativement épargné par les discours ethniques et identitaires, le « pays de la Teranga » (hospitalité en wolof) pourrait voir son équilibre hors norme remis en cause par l'émergence d'un vote islamique conservateur et anti-français. Ce vote serait celui de la majorité paupérisée et sans espoir qui est lasse de suivre les conseils d'une gérontocratie religieuse et sait très bien que l'argent de la « start up nation » ira dans d'autres poches que les siennes.

La jeunesse écrasée par le chômage de masse et la pauvreté structurelle du pays pourrait alors se retrouver dans les valeurs défendues les armes à la main par les groupes armés, État Islamique en premier lieu, dont les cellules dormantes sont déjà en place.

Le Sénégal pourrait alors inaugurer en élisant un parti islamique, comme en Égypte ou en Tunisie, soit voir le pouvoir confisqué par le président en place avec, révolution pour le Sénégal, l'appui des forces armées et de sécurité pour lutter contre le djihadisme, comme l'Algérie de 1992. Dans tous les cas, le Sénégal est à la croisée des chemins. ■



Le Mali, un État « Potemkine »



21. tandfonline.com/doi/abs/10.1080/19392206.2017.1419634?scroll=top&needAccess=true&journalCode=uafs20&abs/10.1080/19392206.2017.1419634?scroll=top&needAccess=true&journalCode=uafs20&

Le coup d'État intervenu le 18 août 2020 à Bamako a surpris par sa rapidité et son efficacité, mais n'a étonné ni les Maliens ni les observateurs. En effet, ce putsch a fait suite à une longue crise politique, institutionnelle et sécuritaire qui paraissait sans issue.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que le Mali lève les blocages de la manière forte. Avant le renversement d'Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), le premier président Modibo Keita avait été destitué en 1968, puis vint le tour de Moussa Traoré en 1991 et enfin celui d'Amadou Toumani Touré dit (ATT) en 2012.

En 2018, deux chercheurs d'une université californienne ont publié une étude dans laquelle ils se demandaient si l'État malien n'était pas un « État Potemkine »⁽²¹⁾, une construction fictive.

En avril 2013, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon écrivait déjà dans son rapport : « Le coup d'État du 22 mars 2012 et la crise au nord du Mali sont, essentiellement mais non exclusivement, la manifestation d'une crise de la gouvernance provoquée par la corruption endémique, l'incapacité de l'État d'assurer les services de base et la quasi nulle légitimité des institutions de l'État et du système politique. »⁽²²⁾

Le coup d'État d'août 2020 a été perpétré exactement pour les mêmes raisons que celui de 2012 : la déliquescence de l'État. La crise actuelle trouve sa genèse dans toutes les précédentes, pour en arriver à telle dégradation, il faut des décennies de mauvaise gestion, de népotisme, de corruption et de manque de volonté pour rechercher la paix et la cohésion sociale.

“ 95 % des dépenses publiques sont octroyées à la capitale malienne, ce qui explique toutes les frustrations et une grande partie des rebellions. ”

22. minusma.unmissions.org/sites/default/files/n1326965.pdf

23. malweb.net/armee/scandale-du-marche-des-avions-militaires-au-mali-plus-de-2-milliards-de-fctd-de-surfacturation-des-prix-2837357.html

Les principaux responsables sont d'abord les élites maliennes au pouvoir qu'elles soient politique et/ou économique depuis 1991. Ces élites et leurs progénitures sont la caricature des oligarques qui se sont enrichis grâce aux PAS, à la dévaluation etc. Qu'elles viennent du Nord, du Centre ou du Sud, qu'elles soient Touarègues, Peules ou Bambaras, elles n'ont aucun problème ethnique entre-elles et vivent toutes à Bamako. C'est ainsi que 95 % des dépenses publiques sont dépensées dans la capitale malienne, ce qui explique toutes les frustrations et une grande partie des rebellions. Elles n'ont aucun sens patriotique, néanmoins le conflit malien leur offre l'opportunité de se mettre en scène, de multiplier les institutions et d'obtenir des aides extérieures massives. C'est ainsi que cette « économie de guerre » leur permet de faire perdurer privilèges et enrichissements comme l'ont montré tous les scandales de corruption sur l'achat d'armement (cf. deux affaires emblématiques : des avions achetés neuf mais cloués au sol et des véhicules faussement blindés).⁽²³⁾

Les années Ibrahim Boubacar Keïta

Le président Ibrahim Boubacar Keïta est arrivé au pouvoir en août 2013, après une transition mal conduite sous les auspices de l'organisation sous-régionale la Cedeao et des Nations unies. L'élection présidentielle de 2013 a été crédible et a suscité un immense espoir. De par



“ Comme le dit l'adage « en Afrique, on n'organise pas une élection présidentielle pour la perdre. » ! ”



Ibrahim
Boubacar Keïta

24. minusma.unmissions.org/sites/default/files/n1326965.pdf

25. bbc.com/fr/africa/region-48096980

26. [iveris.eu/list/notes/354-mali_comment_sur_vivre_a_lelection_presidentielle](https://www.iveris.eu/list/notes/354-mali_comment_sur_vivre_a_lelection_presidentielle)

son passé politique, IBK était perçu comme un homme fort et de parole. Le nouveau président avait devant lui une tâche titanesque, il devait reconstruire tous les secteurs du pays, éducation, santé, infrastructures, institutions, armées, tout en étant confronté à une crise sécuritaire dans le nord du pays. Des groupes politiques armés indépendantistes, groupes djihadistes, réseaux criminels nationaux et transnationaux se disputaient le contrôle du septentrion malien.

Il était également confronté à une crise humanitaire sans précédent, en 2012, selon les chiffres de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) : 4,3 millions de Maliens étaient en proie à une crise nutritionnelle, 747 000 personnes avaient besoin d'aide humanitaire, plus de 500 000 personnes étaient soit déplacées internes soit réfugiées dans les pays voisins : Mauritanie, Burkina Faso, Niger. (24)

À la fin de son premier mandat en août 2018, excepté une amélioration du statut et des dotations des militaires, dont une grande partie est due à l'aide des partenaires extérieurs, dont l'Union européenne, aucun secteur, ne s'était amélioré. (25)

En 2015, sous l'égide de l'Algérie et sous le regard vigilant des Nations Unies, des États-Unis, de la France, de l'Union européenne, de l'Union africaine, un accord de paix dit Accord d'Alger, a été signé entre Bamako et les groupes armés du Nord. Mais, les manœuvres des deux parties et la mauvaise foi politique ont empêché une réelle application de celui-ci. Pour résumer : d'un côté l'État et le Gatia, groupe armé signataire proche de Bamako, n'ont jamais cru au dialogue, ils ne souhaitaient pas régler la crise autrement que par la force militaire qui consacrerait leur revanche sur les revers subis depuis 2013. Leur stratégie consistait à gagner du temps en jouant sur l'affaiblissement et le délitement progressif des groupes armés. De l'autre, la CMA qui comprend le MNLA et le HCUA n'existent que parce qu'ils détiennent des armes, par conséquent, leur seule voie pour compter dans des négociations se mesure à leur capacité de nuisance. Les chefs politico-militaires ne sont donc pas pressés de revenir à une normalité qui serait synonyme de leur dissolution.

C'est dans ce contexte, sans avancée de l'Accord d'Alger, sans progrès économique, avec une situation sécuritaire qui n'a cessé de se dégrader, qu'IBK a abordé les élections présidentielles de 2018. Comme le dit l'adage « en Afrique, on n'organise pas une élection présidentielle pour la perdre. » ! Le président malien a été réélu au second tour avec 67,17 % des suffrages contre le chef de file de l'opposition Soumaïla Cissé. Dès lors tous les partis d'opposition se sont unis pour contester ce scrutin, alors que tous les pays et institutions occidentales et régionales le validaient. En 2018, un intellectuel malien écrivait une note intitulée « Comment survivre à l'élection présidentielle de 2018 ? » (26) Deux ans plus tard, presque jour pour jour, le Président IBK était destitué par un coup d'État... Ce qui était prévisible est arrivé, compte tenu de la situation sécuritaire, le Mali, et ses partenaires extérieurs ont donc perdu deux précieuses années...

Le coup d'État

Le putsch a été mené d'une main de maître, avec une précision d'horloger par un quartet de jeunes officiers. Ce déroulé efficace et minutieux n'a pas été sans poser quelques questions dans un pays où se trouvent la force française Barkhane, la force de maintien de la paix des Nations Unies (MINUSMA) et tous les formateurs de l'Union européenne. Personne n'a donc



rien vu venir. Les colonels ont été ovationnés par les Maliens réunis place de l'Indépendance qui pensaient que les militaires étaient venus mettre un terme à la longue crise politique et sécuritaire. Les Nations unies, l'Union africaine, la Cedeao (organisation des États ouest-africains), l'Union européenne et la France ont condamné ce coup d'État. Après de longues tractations avec la CEDEAO, la junte au pouvoir a été obligée de nommer un président civil, (il s'agit d'un colonel à la retraite), Bah Ndaou et un premier ministre, Moutar Ouane. Si les colonels, auteurs du putsch, ont semblé céder aux injonctions de l'organisation ouest africaine, en réalité, ils ont gardé tous les leviers du pouvoir. Assimi Goïta, un des principaux acteurs du coup d'État, s'est octroyé un poste sur-mesure de vice-président qui n'existe pourtant pas dans la Constitution malienne. Ils ont nommé onze militaires au poste de gouverneur sur les dix-sept que compte le Mali.

En outre, lors de ces négociations, ils ont obtenu un délai de 18 mois pour organiser de nouvelles élections présidentielles et législatives, mais à moins d'une année des élections rien n'a été encore fait pour préparer celles-ci. Leur gestion des affaires courantes est au mieux erratique. Par conséquent, au lieu de résoudre les crises politiques, économiques et sécuritaires le coup d'État les ont renforcées...

Le 24 mai 2021, Bah Ndaou et Moutar Ouane étaient arrêtés et envoyés en prison au camp militaire de Kati, beaucoup d'hypothèses ont été émises pour expliquer les raisons qui ont poussé les colonels au pouvoir à agir ainsi. En réalité, les vraies motivations sont peut-être à aller chercher du côté des tensions entre le Emmanuel Macron et les putschistes et la collaboration du président malien avec Paris. La communauté internationale, France en tête a condamné ce qu'elle a appelé « le coup dans le coup d'État », les militaires eux ont interprété leur geste comme une « rectification de la transition » ! La Cedeao s'est réunie mais si son président en exercice, le président ghanéen, Akufo Addo a marqué sa désapprobation, il a avoué la nomination d'Assimi Goïta comme président de la transition. Cela a eu l'avantage de cesser de diluer les responsabilités, Assimi Goïta et ses camarades colonels sont donc les seuls comptables de la politique menée.

Pour autant, les coups successifs et le nouveau pouvoir n'ont résolu aucune des crises qu'elles soient économiques, politiques et sécuritaires. Il est désormais acquis qu'il n'y aura pas d'élection présidentielle dans les délais impartis, entraînant ainsi l'absence de perspective et le désespoir de la population.

Nouvelle dégradation des conditions sécuritaires

Pourtant, les Maliens attendaient beaucoup des militaires au pouvoir, les premiers à espérer étaient les militaires eux-mêmes. Depuis, 2012, ils sont sur tous les fronts, harcelés de jour et de nuit et n'ont pas eu un temps de répit. Ils ont perdu nombre de leurs camarades lors de batailles, d'autres ont été blessés et restent handicapés. Le nombre exact de soldats est classé secret défense, secret entretenu non pour des raisons de stratégie, mais pour permettre aux apparatchiks de détourner les soldes fictives. Selon un rapport de l'Assemblée nationale française, ils seraient au nombre de 36 000, un chiffre qui paraît totalement disproportionné. Ils étaient 12 000 au début de la crise en 2012 de nombreux recrutements ont eu lieu depuis, mais il faut décompter les décès, les blessés, les désertions. Un officier malien estime à 13 000 le nombre réel.

En plus de la corruption, c'est une armée en pleine recomposition, nombre de militaires aguerris sont partis à la retraite en 2020, se sont donc des jeunes peu formés et mal encadrés qui sont envoyés au front. Les primes ne sont pas payées, les munitions manquent pendant les combats. Malgré l'arrivée des colonels au pouvoir, la fracture entre les soldats du rang et l'élite des officiers supérieurs qui jouit de substantifs privilèges demeure.



**Une armée
traumatisée,
à bout de souffle,
en sous-effectif
et en colère.**



“ L'Union européenne, la Banque Mondiale, le FMI, les pays partenaires versent un milliard d'euros pour aider à reconstruire l'État. Pour quels résultats ? ”

27. oecd.org/fr/cad/MAU%20at%20a%20Glance%20FR.pdf

28. crisisgroup.org/fr/africa/sahel/burkina-faso/282-reprendre-en-main-la-ruée-vers-for-sahel-central

C'est pourtant sur cette armée que repose l'avenir du Mali. Elle ne tient, déjà plus que les périmètres des grandes villes, toute la ruralité étant désormais, dans des proportions différentes, sous l'emprise des groupes djihadistes et/ou des groupes armés signataires de l'Accord d'Alger. Dans nombre d'endroits, elle a passé des pactes de non-agression avec les différents groupes armés qui peuvent venir s'approvisionner sur les marchés à condition de ne pas porter d'armes ; en contrepartie, leurs garnisons ne sont pas menacées. Quoiqu'il en soit, et quel que soit l'état de l'armée malienne, elle est comme toutes les autres, y compris celles considérées comme les meilleures, structurellement incapable de gagner une guerre asymétrique.

Un puit sans fond...

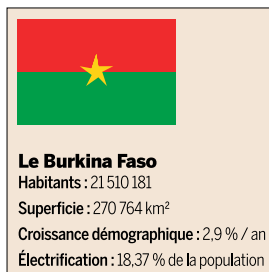
Depuis le début des années 2000, tous les partenaires internationaux sont au chevet de ce pays dans le but de « bâtir un Mali émergent ». Bon an, mal an, l'Union européenne, la Banque Mondiale, le FMI, les pays partenaires versent un milliard d'euros pour aider à reconstruire l'État⁽²⁷⁾. Pour quels résultats ? À leur décharge, ils n'ont cependant qu'un pouvoir limité pour imposer des contreparties, l'orpaillage illégal dont toute la production est achetée par les Émirats Arabes Unis représente trois milliards de dollars par an qui vont directement dans les poches des élites de Bamako, des djihadistes et des groupes armés signataires de l'Accord d'Alger qui sécurisent cette activité⁽²⁸⁾.

En même temps, il n'y a toujours pas de route entre Gao et Kidal, entre Nampala et Tombouctou pour désenclaver le Nord, comme cela était prévu dans l'accord d'Alger. Dans la ruralité, les écoles, les centres de santé, etc. ferment les uns après les autres et les dépenses publiques sont toujours destinées à la seule capitale. Le gouvernement laisse le soin aux ONG de parer à la survie de sa population. Les Maliens ne comptent plus que sur eux-mêmes et sur l'aide humanitaire dont ils connaissent les rouages sur le bout des doigts.

Si le Mali n'est plus un État, il est toujours une nation, riche, complexe, diversifiée, ce sont ses élites qui ont fait sécession. Mais c'est à elles que les partenaires internationaux confient la tâche de conclure des accords politiques qui ne voient jamais le jour, d'« édifier », de « renforcer » l'État afin de construire la paix... ■



Le Burkina Faso, un pays au bord de l'implosion



Le Burkina Faso
Habitants : 21 510 181
Superficie : 270 764 km²
Croissance démographique : 2,9 % / an
Électrification : 18,37 % de la population

29. banquemondiales.org/fr/country/burkinafaso/overview

30. Par ailleurs, de par les guerres au Libéria et en Sierra Leone, le Burkina Faso était devenu un acteur majeur dans ce qui fut appelé les « diamants du sang »

31. codesria.org/IMG/pdf/L-280.pdf

Le Burkina Faso est un pays du Sahel sans façade maritime, aux ressources naturelles limitées. S'il dispose de petites réserves en or et en manganèse, l'économie repose principalement sur l'agriculture qui emploie 80 % de la population. D'ailleurs, le colonisateur n'avait vu dans cet État qu'un réservoir de main d'œuvre, (les Burkinabè ayant une réputation de travailleurs), c'est la raison pour laquelle en 1932, il fût démembré et partagé entre le Mali, le Niger et la Côte d'Ivoire. Il ne redevint la Haute-Volta qu'en 1947 après des révoltes de l'ethnie Mossi qui luttaient pour reconstituer son pays dans ses anciennes frontières⁽²⁹⁾.

Les années Blaise Compaoré (1987-2014)

Blaise Compaoré est arrivé au pouvoir le 15 octobre 1987 à la faveur d'un coup d'État perpétré contre son ami Thomas Sankara. Très vite, il a la conviction que son pays ne peut subsister grâce à ses seules richesses et doit trouver un accès aux ressources de ses voisins. Tout au long de ses 27 années au pouvoir, il n'aura donc de cesse de déstabiliser les pays voisins afin d'en tirer profit. C'est ainsi qu'il jouera un rôle majeur, avec ses alliés, Houphouët Boigny et Muammar Kadhafi dans les terribles conflits du Libéria (1989-2001) et de Sierra Leone (1991-2002). C'est également du Burkina Faso que partira la rébellion ivoirienne qui coupera le pays en deux de 2002 à 2011. Pendant ces neuf années, une grande partie des matières premières ivoiriennes seront détournées au profit du gouvernement de Blaise Compaoré. Au cours de cette période, ce pays fût exportateur de cacao et de diamants alors qu'il ne possède aucune de ces ressources^(30,31).

“ Blaise Compaoré est comme le *Kub Maggi* en Afrique... Il était dans toutes les sauces. ” Francis Kpatindé



Blaise Compaoré

Après la mort d'Houphouët Boigny en 1994, Blaise Compaoré reprend le rôle d'homme ligue de la France en Afrique de l'Ouest. Cette position privilégiée lui donne tout latitude pour pousser ses avantages dans des crises sous régionales qu'il avait parfois contribué à créer. Le journaliste Francis Kpatindé rappelait en 2014 : « Blaise Compaoré est comme le *Kub Maggi* en Afrique... Il était dans toutes les sauces. Il était en Angola aux côtés de Jonas Savimbi, car il y avait des diamants en jeu ; en Sierra Leone, il y avait de l'or et également des diamants, les fameux *diamants du sang*. Blaise Compaoré, on le dit souvent – et c'est dommage que les capitales occidentales ne l'aient pas assez souvent rappelé – a été impliqué dans toutes les opérations de déstabilisation en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Il est même intervenu en RDC. »

Fin 2012, il est également médiateur dans la crise malienne et reçoit à Ouagadougou, les chefs du mouvement Ansar Eddine, dont certains rejoindront AQMI8,9. Ce dernier point explique en partie la détérioration de la situation sécuritaire dès son départ. Avec la fin de la partition ivoirienne, en 2011, le Burkina Faso perd son accès aux ressources et connaît dès lors des difficultés économiques qui entraînent des révoltes populaires et des



“ La réélection de Roch Marc Christian Kaboré le 27 novembre 2020 n'était pas assurée. Il est pourtant réélu dès le premier tour avec 57,87 % des voix. ”



Roch Marc Christian Kaboré

32. [rfi.fr/emission/20140807-blaise-compaore-histoire-usa-pas-celle-afrique](https://fr.rfi.fr/emission/20140807-blaise-compaore-histoire-usa-pas-celle-afrique)

33. burkina24.com/2015/01/30/insurrection-populaire-au-burkina-le-rolle-que-par-les-etats-unis-damerique

mutineries au sein de l'armée. Elles deviendront récurrentes. En 2014, Blaise Compaoré souhaite modifier l'article 37 de la Constitution afin de pouvoir se représenter à un troisième mandat, limités à deux en 2000 (en réalité cela aurait été son cinquième mandat consécutif.) Il s'oppose fortement à Barack Obama, qui lors de son discours d'Accra en 2009 avait déclaré que l'Afrique n'avait pas besoin d'hommes forts mais d'institutions fortes, en lui répondant « il n'y a pas d'institutions fortes sans homme fort »⁽³²⁾.

Le 28 octobre 2014, les révoltes populaires sporadiques depuis 2011 se transforment en une insurrection largement soutenue par l'ambassadeur américain à Ouagadougou, Tulinabo Salama Mushingi⁽³³⁾, et les ONG telles que la NED ou l'USAID. Cette insurrection peut être considérée comme la première révolution de couleur sur le Continent noir.

En moins d'une semaine, Blaise Compaoré est évincé du pouvoir. Le 31 octobre 2014, la France de François Hollande qui n'avait pas pris la mesure du mécontentement populaire et de l'influence américaine sur l'opinion publique, en dépit d'un dispositif militaire sur place (les forces spéciales de l'opération Sabre) et d'un lien très étroit avec le pouvoir, doit évacuer en urgence l'ex-président vers la Côte d'Ivoire.

La transition

Après ces événements la transition est marquée, en septembre 2015, par une tentative de coup d'État de Gilbert Diendéré, ancien chef d'État-major particulier de Blaise Compaoré, mais aussi par des tensions sociales, des revendications populaires et beaucoup d'espairs déçus. L'élection de Roch Marc Christian Kaboré est la première élection crédible et transparente



de toute l'histoire du Burkina Faso. Les attentes sont donc très fortes et l'opinion publique Burkinabè comme la communauté internationale feignent d'ignorer que le nouveau président n'avait rejoint l'opposition qu'au début de l'année 2014 et que depuis 1987, il avait été au cœur du système Compaoré et occupé tous les postes, Premier ministre, ministre, Président du parlement etc.

Le premier mandat (2015 – 2020)

Le premier mandat de Roch Marc Christian Kaboré commence sous de très mauvaises augures, puisqu'avant même son intronisation, a eu lieu le 16 janvier 2016, le premier attentat terroriste à Ouagadougou revendiqué par al-Mourabitoune, un groupe armé dont une partie de ses membres créeront en 2017 l'État Islamique dans le Grand Sahara (EIGS). Pendant les cinq années de son mandat, la situation sécuritaire ne cesse de se détériorer.

Sur les autres fronts, les résultats se font attendre. En dépit de résultats macroéconomiques avec une croissance du PNB de 6 % en 2019, 40 % de la population vit encore en dessous du seuil de pauvreté. La croissance est essentiellement portée par l'aide internationale et l'économie informelle, en particulier l'orpaillage illégal.

À l'inverse l'exploitation minière officielle et l'agriculture sont durement touchées par l'insécurité. En 2020, à la veille de l'élection, le Burkina Faso comptait plus d'un million de déplacés internes, 2 500 écoles fermées, 350 000 élèves privés d'éducation.

L'Union européenne a versé au Burkina Faso 162 millions d'euros au titre de la lutte contre la Covid-19. Rappelons que ce pays a été très peu touché par la pandémie au cours de cette période.⁽³⁴⁾

34. ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/coronavirus-response/crisis-management-and-solidarity_fr

L'élection de 2020

Dans ces conditions, la réélection de Roch Marc Christian Kaboré le 27 novembre 2020 n'était pas assurée. Il est pourtant réélu dès le premier tour avec 57,87 % des voix. Malheureusement le miracle de 2015 ne se reproduit pas et le scrutin, où seulement un électeur sur cinq a pu voter, est émaillé de multiples problèmes liés à la sécurité et à la logistique.

Dans un premier temps, l'opposition a dénoncé des fraudes massives, puis après de courtes « négociations », elle a reconnu le président sortant. Il n'y a donc

pas eu de crise postélectorale au Burkina Faso, comme certains analystes s'y attendaient. Néanmoins cette élection peu transparente n'a été sauvée que par les tractations de l'élite politique. À noter que cette campagne a coûté la modique somme de 152 millions d'euros.

Un pays au bord de la désintégration

Lorsque le premier attentat survient en janvier 2016, le pays est sous le choc, tétanisé, il avait jusque-là été préservé des affres que connaissaient son voisin malien depuis 2012. Ce refus de voir la réalité se prolonge au moins jusqu'en 2019, laissant le pays s'enfoncer dans la violence en particulier dans les provinces du Nord, du Sahel et du Soum. Pour se maintenir dans ce déni, le pouvoir avance une seule et unique explication « tout est la faute de l'ancien président qui instrumentalise les groupes djihadistes ».

Cette léthargie politique se double d'une incapacité militaire à agir, en raison du délitement accéléré de l'armée nationale depuis la chute de Blaise Compaoré. Le Régiment de sécurité présidentielle (RSP), exécuteur des basses œuvres du président jusqu'à son départ mais aussi seule unité richement dotée et entraînée est dissous. Pour faire bon poids, la majeure partie des officiers proches de l'ancien régime sont évincés, quant au reste des soldats du rang, ils étaient déjà paupérisés, sous équipés et sous-entraînés. C'est donc avec une armée en lambeaux que le Burkina Faso doit faire face à la plus grave crise de son existence.

La montée en puissance des groupes armés est rapide. Dès la fin 2016, le prêcheur Malam Ibrahim Dicko crée « Ansarul Islam ». Il remet violemment en cause le statu quo social et le



“Dès 2016, les Koglweegos, un groupe d'autodéfense traditionnel composé presque uniquement d'hommes de l'ethnie mossie est chargé d'assurer la sécurité des villages.”

35. crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/burkina-faso/burkina-faso-presente-les-conclusions-dun-rapport-aux-protagonistes

monopole religieux des confréries maraboutiques. Selon l'International Crisis Group : ce prêcheur originaire du Soum a réussi à avoir une audience considérable, sa Katiba : « est née de la contestation de l'organisation sociale en vigueur dans la province. Des années durant, Malam prône l'égalité entre les classes sociales. Il remet en cause la toute-puissance des chefferies coutumières et le monopole de l'autorité religieuse détenu par les familles maraboutiques, qu'il accuse de s'enrichir aux dépens des populations. Cette rhétorique lui vaut un écho considérable, surtout parmi les jeunes et les cadets sociaux. Même s'il perd une grande partie de ses adeptes lorsqu'il bascule dans la lutte armée, il parvient à en conserver suffisamment pour mener une guerre de basse intensité contre les autorités locales et nationales »⁽³⁵⁾.

Tué en 2017, il est remplacé par son frère, Jafar Dicko. Il agit principalement dans le Nord. Au Nord, à la frontière avec le Mali sévit le JNIM groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, dirigé par Iyad Ghali, et sa filiale, la Katiba Macina, dirigée par Amadou Koufa. L'Est à la frontière avec le Niger et dans la zone des Trois frontières est le terrain de l'État Islamique dans le Grand Sahara (EIGS). Après avoir coopéré, les deux groupes s'affrontent à partir du début 2020. Ansarul Islam s'alliant à l'un ou à l'autre au gré de ses opportunités.

À la fin 2020, les autorités burkinabè ne contrôlent plus qu'un tiers du territoire, comprenant essentiellement les grandes villes : Ouagadougou et Bobo Dioulasso.

Avec une armée totalement incapable de réagir, l'État fait le choix d'armer des milices. Dès 2016, les Koglweegos, un groupe d'autodéfense traditionnel composé presque uniquement d'hommes de l'ethnie mossie est chargé d'assurer la sécurité des villages. Immanquablement avec les milices communautaires des débordements ont lieu. Pas formées, pas équipées pour faire face aux djihadistes, les Koglweegos s'en prennent indistinctement aux populations peuples soupçonnées d'apporter leur soutien aux différents groupes armés djihadistes présents sur le territoire. Cette violence culmine avec le massacre de 210 personnes, le 1er janvier 2019, dans le village de Yirgou, sans aucune conséquence judiciaire pour les responsables. Au contraire, au début de l'année 2020, le gouvernement crée et fait approuver devant

le parlement un nouveau groupe d'autodéfense, les Volontaires pour la Défense de la Patrie. Mêmes causes, mêmes effets... Face à leurs exactions, pour se venger mais aussi pour garantir leur sécurité, celle de leur famille et de leur communauté, les Peuls rejoignent donc en masse les différents groupes djihadistes. La boucle de la violence aveugle est bouclée.

Les négociations

À la veille de l'élection présidentielle de 2020, le Burkina Faso est donc un pays en voie de désintégration. Comme le note OCHA : « De 614 000 personnes déplacées internes (PDI) en janvier 2020, le Burkina Faso comptait au 31 décembre de la même année 1,074 millions de PDI. Avec cet accroissement de 75 % en 2020 dans les déplacements de population, le Burkina Faso concentre désormais à lui seul plus de 67 % des 1,6 millions de déplacés internes dénombrés dans les trois pays du Sahel centre. »⁽³⁶⁾

Pour éviter le pire, Roch Marc Christian Kaboré, qui avait toujours dénoncé les liens qu'entretenait son prédécesseur avec les djihadistes, fait le choix de négocier avec le JNIM sans jamais ne l'admettre publiquement. Ces pourparlers se sont organisés dans le plus grand secret entre le pouvoir et Bah Ag Moussa, bras droit de Iyad Ag Ghali, à partir de l'été 2020 (Bah Ag Moussa sera éliminé par l'armée française le 10 novembre 2020). Par essence, ces négociations restent confidentielles et les termes du « contrat » passé entre les parties ne sont connus que des seuls initiés. À notre connaissance, cependant l'accord ne mentionnait ni la charia, ni aucune autre question religieuse ; le préalable du départ des forces étrangères posé par ce groupe djihadiste avant toute négociation n'a pas non plus été retenu. Il est vrai que le Burkina Faso ne représente pas pour Iyad Ag Ghali et son organisation le même enjeu symbolique que le Mali.

L'élection présidentielle a pu se tenir sans aucun incident sécuritaire notable. Dans les mois qui ont suivi, la situation s'est nettement améliorée, les routes ont été rouvertes, certaines populations ont pu rejoindre leurs villages. Il restait quelques foyers de tensions dans le Soum et à l'Est vers la frontière nigérienne où sévit l'État islamique, mais l'armée n'avait plus à combattre sur tous les fronts.

Ce soudain regain de calme et surtout de répit pour les populations aurait pu être un révélateur afin d'ouvrir les yeux de ceux qui ne croient pas aux vertus du dialogue. Il n'en a rien été. En l'état de nos connaissances, il est difficile de savoir exactement qu'elle est la partie qui n'a pas respecté ses engagements, toujours est-il que courant avril 2021, le JNIM a repris les hostilités.

En septembre 2021, la situation est très inquiétante, la capitale est littéralement encerclée par les groupes armés.

Selon le chercheur burkinabè, Mahamadou Sawodogo, son pays est « devenu le ventre mou du terrorisme. » « En six ans de guerre, poursuit-il, nous avons surpassé, en termes de personnes tuées et de déplacés internes, le Mali et le Niger réunis qui combattent le terrorisme depuis déjà dix ans. C'est la première fois qu'un tel niveau de violence est atteint au Burkina. De 86 civils tués dans 105 incidents sécuritaires entre le 1er et le 31 mars 2021, on est passé à 298 civils tués dans 115 incidents sécuritaires entre le 1er avril et le 14 juin 2021. »

Compte tenu de tous ces faits, ce n'est pas faire preuve d'un pessimisme démesuré que de penser que la survie même de ce pays est à questionner. ■



Le Niger, un pays sous influence



Le Niger

Habitants : 24 118 328

Superficie : 266 491 km²

Croissance démographique : 3,83 % / an

Électrification : 18,77 % de la population

Le Niger est un thermomètre parfait pour mesurer l'appétit des puissances étrangères dans cette partie de l'Afrique aux frontières du Maghreb, de la Libye et de la Bande Sahélo-saharienne. Français, Américains, Allemands, Italiens y sont présents militairement. Les Emirats, la Turquie, la Chine, la Russie convoitent aussi ce pays abonné aux coups d'État et à la place de bon dernier dans le classement de l'indice de développement humain.

Le bruit des bottes

C'est avec les événements de novembre 2017 à Tongo-Tongo, où quatre soldats des forces spéciales US ont trouvé la mort dans une embuscade tendue par l'EIGS, que les Américains ont appris stupéfaits que leur armée était présente au Niger. Pourtant leur implantation est plus

ancienne, dès 2013 a été décidée l'installation à Agadez de la plus grande base de drones armés en Afrique après celle de Djibouti. La présence des forces US n'a cessé d'augmenter, ils sont environ 2000 militaires sur le sol nigérien. Concernant le Sahel, et plus globalement toutes les implantations militaires sur le Continent, Donald Trump n'a pas eu de velléités de rapatrier les troupes et a poursuivi à la lettre la politique de son prédécesseur. En 2018, a été construite une base de la CIA, à proximité de la ville très isolée de Dirkou, à 350 km à l'Est d'Agadez près des frontières libyenne et tchadienne⁽³⁷⁾. À partir de cette base, la CIA dispose donc d'un terrain de tir étendu qui va de la Libye, au sud de l'Algérie, en passant par le Tchad, jusqu'au centre du Mali, au Nord du Burkina et du Nigéria... Récemment, cette base a été agrandie, avec une piste allongée, elle peut recevoir désormais des avions U-28A, utilisés pour le soutien opérationnel des forces spéciales⁽³⁸⁾.

37. www.iveris.eu/list/notes_danalyse/37/He_sahel_estil_une_zone_de_nondroit

38. [israeldefense.co.il/en/node/48792](https://www.israeldefense.co.il/en/node/48792)



“ C'est avec les événements de novembre 2017 à Tongo-Tongo, où quatre soldats des forces spéciales US ont trouvé la mort dans une embuscade tendue par l'EIGS, que les Américains ont appris stupéfaits que leur armée était présente au Niger. ”



Les Français sont aussi très logiquement implantés au Niger, avec un pôle renseignement dédié à Barkhane. Les avions de chasse et drones armés de cette opération décollent de l'aéroport de Niamey. Les Allemands, sont également présents avec un unité marine et une base aérienne pour venir en soutien de leur contingent au sein de la MINUSMA au Mali⁽³⁹⁾. Les Italiens, sont entrés, eux, par la petite porte et après moult tractations, ils ont obtenu une mission militaire pour contrôler les flux migratoires!⁽⁴⁰⁾ Même si, Rome est légitimement préoccupée par l'arrivée sur son territoire de nombreux demandeurs d'asile, c'est bien entendu la proximité avec la Libye qui est la principale raison de cette implantation. En 2019, les Émirats Arabes Unis étaient sur le point de signer un accord avec le gouvernement nigérien pour reprendre la base française de Madama que Paris avait mise en sommeil.

Cette base à quelques encablures de la Libye aurait permis aux Émirats d'apporter un soutien militaire au général Haftar, mais le projet semble avoir été abandonné, au moins pour le moment.

Quant à la Chine, si elle est très présente économiquement –elle exploite depuis 2011 le pétrole nigérien –, elle n'a pas de pied à terre au Niger. Cependant, elle octroie des fonds à l'armée et lui fournit des équipements, notamment des chars.

Malgré les liens forts que le président Mahamadou Issoufou a entretenus avec l'Arabie Saoudite et les Émirats, la Turquie a réussi à faire une percée économique et sécuritaire avec la signature d'accords bilatéraux consacrant une aide aux forces armées nigériennes (FAN). En juillet 2020, en visite à Niamey, Melvut Cavusoglu, le ministre des Affaires étrangères turc, a déclaré sans sourcilier, « Nous voyons comment le Niger, et l'ensemble de l'Afrique, sont touchés par le terrorisme. En tant que Turquie, nous comprenons très bien le Niger dans sa lutte contre le terrorisme, car notre pays mène ce combat depuis de longues années. »⁽⁴¹⁾ La Russie qui avait été très implantée dans ce pays ainsi qu'au Burkina Faso et au Mali pendant la guerre froide a renoué des liens, elle forme des officiers et a vendu 12 hélicoptères Mi-35.⁽⁴²⁾ Toutes ces accords ont été signés sous le mandat de Mahamadou Issoufou (2011-2021). Les emprises militaires ne rapportent rien à l'État, aucun loyer, ni même les droits de survol du territoire. L'utilisation de drone armé n'a aucune légalité, puisqu'aucune autorisation n'a été votée devant le parlement. Cette présence d'armées étrangères est, par ailleurs, très mal acceptée par les Nigériens. Elle brise un tabou qui existait depuis que le président Seyni Kountché (1974-1986), très pointilleux quant à la souveraineté de son pays, avait demandé à l'armée française de quitter le territoire.

En revanche, ces ingérences extérieures ont permis à Mahamadou Issoufou de gouverner sans s'inquiéter d'être délogé par un coup d'État, dans un pays qui a connu cinq putschs depuis l'indépendance. Elles lui ont assuré sa sécurité personnelle, lui ont valu un blanchiment de la « communauté internationale » et ainsi il s'est imposé comme leur leader préféré dans la région.

39. [niameyetles2jours.com/?u=moa/securite/1502-6502-securite-turquie-offre-du-materiel-militaire-au-niger](https://www.niameyetles2jours.com/?u=moa/securite/1502-6502-securite-turquie-offre-du-materiel-militaire-au-niger)

40. [voafrique.com/a/la-mission-militaire-italienne-au-niger-debutera-finallement/4580034.html](https://www.voafrique.com/a/la-mission-militaire-italienne-au-niger-debutera-finallement/4580034.html)

41. [aa.com.tr/fr/turquie/cavusoglu-nous-voulons-en-tant-que-turquie-contribuer-au-developpement-du-niger/1917541](https://www.aa.com.tr/fr/turquie/cavusoglu-nous-voulons-en-tant-que-turquie-contribuer-au-developpement-du-niger/1917541)

42. [intellivoire.net/la-russie-et-le-niger-ont-signé-un-accord-pour-la-fourniture-de-12-helicopteres-dattaque](https://www.intellivoire.net/la-russie-et-le-niger-ont-signé-un-accord-pour-la-fourniture-de-12-helicopteres-dattaque)



“ Petit à petit, le piège s'est refermé sur le Niger, comme pour le Mali et le Burkina Faso, seule la capitale reste préservée des menaces. ”



Insécurité djihadiste

Paradoxalement autant de bottes sur un même territoire n'ont pas préservé le Niger des attaques djihadistes. Après la chute de Kadhafi, la crise au Nord Mali et l'entrée en guerre de la France, le pays a été progressivement rattrapé par le conflit. Le territoire est pris entre trois feux : Boko Haram au Sud ; l'État Islamique dans le Grand Sahara (EIGS) qui occupe la bande frontière entre le Niger et le Mali ; le JNIM affilié à AQMI (al-qaïda au Maghreb islamique), qui a fait son apparition en 2019 à l'Est.

Dès 2013, le leader Mokhtar Belmoktar (AQMI), qui avait ses habitudes au Niger dans la région de Tahoua depuis une dizaine d'années signe les premiers attentats à Arlit et Agadez. En février 2015, Boko Haram attaque à Diffa pour la première fois. Cette région abritait depuis longtemps des réseaux dormants de partisans de la secte radicale nigérienne au sein des communautés qui vivent de part et d'autre de la frontière.

Mais c'est sans conteste, l'EIGS qui représente la plus grande menace au Niger. Il a été rejoint par les Peuls, notamment les Tolébés, pour se protéger de la menace des Touaregs Daoussak. C'est ce groupe armé qui est responsable des plus sanglantes attaques contre des postes militaires, dont celles d'Inates en décembre 2019 et de Chinagodar en janvier 2020 où près de 200 soldats ont été tués. À la fin 2020 et au premier trimestre 2021, l'EIGS a ciblé des civils, en pays zarma, à l'ouest, en pays arabe et touareg, au nord de Tahoua.

Petit à petit, le piège s'est refermé sur le Niger, comme pour le Mali et le Burkina Faso, seule la capitale reste préservée des menaces. Le 9 août 2020, l'assassinat de six humanitaires français travaillant pour l'ONG Acted dans le parc de Kouré, situé dans la banlieue de Niamey restreint encore le périmètre sécurisé. Un mois plus tard, l'attaque était revendiquée par l'EIGS.

Les années Issoufou

Au cours de ces dix années de mandat, Mahamadou Issoufou n'aura connu que deux années de paix, cependant, il a dirigé ce pays dans le déni de la guerre. Le camarade de l'internationale socialiste a installé un pouvoir fort, surnommé le « Guri System » qui a régné par le népotisme et l'intimidation. Selon la vieille formule maoïste « qui n'est pas avec moi est contre moi », la quasi-totalité de l'administration, une grande partie de l'armée et une partie non négligeable de la presse et de la société civile ont fait allégeance. La force du Guri a résidé aussi dans le soutien appuyé dont le président a joui de la part de la communauté internationale.

La Garde Présidentielle s'est considérablement renforcée, jusqu'à compter un millier d'hommes, parmi les mieux équipés du pays, tandis que les casernes de la capitale ont été réinstallées en province afin de rendre plus compliqué un éventuel coup de force. Invokant des complots plus ou moins imaginaires, Mahamadou Issoufou a procédé à plusieurs reprises à des purges substantielles dans l'armée, généralement au préjudice d'officiers de l'ouest, qualifiés par le régime « d'ethnacistes »...



Les détournements de fonds au ministère de la Défense, révélés en 2020, ont fait grand bruit dans l'armée et restent à ce jour impunis. Les militaires savent que leur budget a fait l'objet de détournements massifs au plus haut niveau de l'État avec, en contrepartie, des livraisons d'armes défectueuses.

Des régions entières ont basculé dans l'état d'urgence : fermeture des écoles, des centres de santé et des marchés, l'interdiction de circuler à moto et, malgré toutes ces privations, tous jours plus de massacres. Et le Niger de rester bon dernier dans le classement IDH...

L'homme de la continuité

C'est dans ce contexte que Mahamadou Issoufou a décidé de respecter la constitution et de ne pas se représenter à un troisième mandat. Il a été applaudi à tout rompre par la « communauté internationale ». Cependant, un train pouvant en cacher un autre, il a adoubé son successeur, Mohamed Bazoum, un ami de 30 ans, qui n'avait mathématiquement aucune chance d'être élu à la loyale. S'en est suivi le cortège bien connu : processus électoral en berne, institutions caporalisées, Cour constitutionnelle avec parents et amis du pouvoir, l'opposant, Mamadou Hama, empêché de se présenter. Sans oublier le déluge de moyens fournis par les pays arabes amis, notamment les Émirats Arabes Unis qui ont mis un avion à disposition du candidat du pouvoir...

Compte tenu de la mobilisation de toute l'opposition et de tous les garde-fous qu'elle avait réussi à mettre en place, Mohamed Bazoum qui avait comme directeur de campagne le fils de Mahamadou Issoufou, a été obligé de se soumettre à un deuxième tour en février 2021. L'opposition a dénoncé des fraudes, mais qu'à cela ne tienne, le dauphin a été déclaré vainqueur. Niamey s'est enflammée pendant quelques jours, les intérêts français au Niger, dont les stations Total ont été les premières ciblées. Les opposants ont été arrêtés. Mais la vie a repris son cours, le gouvernement a été formé.



“ Mahamane Sani Mahamadou, le fils prodige a été nommé ministre... du pétrole ! En 2019, cet homme de 37 ans, qui vit dans le pays le plus pauvre du monde, occupait la 27^{ème} place dans le classement Forbes. ”

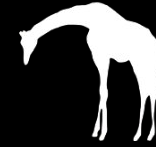
Cette situation est un mauvais présage pour l'avenir, d'autant que les questions militaires restent la principale source d'inquiétude. Deux jours avant l'investiture de Mohamed Bazoum, une curieuse tentative de coup d'État a été suivie de purges dans l'armée nigérienne, toujours au détriment d'une même ethnie, les Zarmas, soupçonnés d'être loyaux à Hama Amadou. Plusieurs officiers sont toujours derrière les barreaux. Fin 2020 et début 2021 des généraux à la retraite se sont engagés résolument avec l'opposition. Ces militaires ont des amis, des camarades, des soldats ou des officiers qui leur sont redevables de leur carrière. Le général Boureïma, qui est certainement le plus populaire de tous les officiers dans l'armée nigérienne est en prison, accusé d'avoir été le complice des violences qui ont ravagé Niamey pendant quelques jours.

Dernier risque sécuritaire et non des moindres pour ce pays : la situation volatile du voisin tchadien après la mort d'Idriss Déby Itno, le 19 avril 2021 ; Les rebelles du Front pour l'Alternance et la Concorde au Tchad (FACT) venus de Libye ont ouvert une brèche en territoire nigérien pour poursuivre leur avancée sur Ndjamena.

La situation inflammable de tous ses voisins, Libye, Mali, Tchad, Cameroun, Nigéria, Burkina Faso couplée à sa situation politique et sociale intérieure augure d'années difficiles à venir. ■



Chapitre II



De succès tactiques
en échecs stratégiques...

La guerre au Sahel s'enlise

PATRIOTS
FOR EUROPE FOUNDATION



Aux origines de la guerre dans la Bande sahélo-saharienne

P our comprendre l'origine de cette guerre en passe de devenir un foyer de tensions et de déflagration aussi crucial que celui du Moyen-Orient, il aurait été possible d'évoquer les anciens empires, Mandingue, Peul, Songhaï, du Mali. Il aurait été également possible de rappeler la colonisation et les rébellions touarègues des années 1960, puisque bien entendu les raisons d'un conflit sont toujours complexes et forgées des multiples strates de l'histoire.

De Iyad Ag Ghali à Mokhtar Belmokhtar

Par souci de concision et de clarté, cette chronologie débute en juin 1990 avec la deuxième révolte dans le Nord Mali, après celle de 1962. De Jeunes Touaregs et Arabes de retour d'exil en Libye après avoir combattu dans la légion verte de Muammar Kadhafi, notamment au Tchad, se soulèvent. Mécontents de la marginalisation et de la stigmatisation dont ils font l'objet à leur arrivée. Ils prennent les armes contre l'État malien et attaquent la garnison de Ménaka. À leur tête, se trouve celui qui n'était encore qu'un chef de guerre touareg et qui deviendra bien des années plus tard, l'ennemi public numéro 1 de la France : Iyad Ag Ghali. Pour mettre fin à ces violences, des négociations ont lieu, sous la supervision algérienne en 1991 qui aboutissent un an plus tard à la signature du pacte national entre l'État et les groupes armés. Néanmoins le cycle d'attaques/représailles continue jusqu'en mars 1996, date à laquelle les divers mouvements rendent leurs armes et acceptent de s'auto-dissoudre lors de la cérémonie de la flamme de la paix à Tombouctou. Sporadiquement des poussées de tensions se ravivent ici et là, mais elles sont toujours calmées par le dialogue avec le gouvernement du président Alpha Oumar Konaré.

À la fin des années 1990, le groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) est menacé par les forces de sécurité algériennes et commence à se réfugier dans le Nord Mali. Dès lors, le septentrion malien devient un sanctuaire de salafistes qui cohabite avec les rebelles touaregs. La branche malienne de ce groupe est dirigée par Mokhtar Belmokhtar. Il est l'un des principaux artisans du ralliement des djihadistes algériens à al-Qaïda qui a abouti à la formation d'AQMI.

Pour autant, la situation sécuritaire reste stable grâce à la mise en place d'une économie mafieuse. Dans ce haut lieu du commerce transsaharien les trafics illicites avec l'Algérie et la Libye favorisent la circulation d'armes.

Le Mali ouvre la boîte de Pandore

En 2003, débute un nouveau business, celui des otages, avec l'enlèvement par le GSPC dans le Sud tunisien de 32 citoyens européens : Allemands, Suisses, Suédois, Autrichiens et Néerlandais. Ils seront libérés quelques mois plus tard au Mali, contre rançons, après des négociations tripartites entre l'État malien, qui a pour émissaire Iyad Ag Ghali, le gouvernement allemand et le GSPC de Belmokhtar. Tout le monde sort gagnant de cette transaction : Gerhard Schröder ramène les otages à la maison ; le président Amadou Toumani Touré, dit ATT, organise une grande cérémonie d'accueil à Bamako. Par la suite, ce dernier est adoubé à l'international et reçu en visite d'État en Allemagne et en Autriche. Iyad Ag Ghali, une flopée d'intermédiaires et le GSPC remplissent leurs caisses.

À partir de 2005, des tensions apparaissent entre ATT et Iyad Ag Ghali, ce dernier est évincé des négociations au profit d'autres intermédiaires. Mais pendant plus de deux ans, de par sa



“ C'est dans un contexte hautement volatile qu'intervient, en 2011, la guerre de l'OTAN en Libye, dont il a souvent été dit, en partie à raison, qu'elle avait été le principal facteur de la déstabilisation du Sahel. ”

43. jeuneafrique.com/
194989/politique/
moustapha-chafi-
l'homme-qui-murmurait-
l'oreille-des-terroristes

position de négociateur, le chef de guerre touareg a été en contact avec de très nombreux services de renseignement, Français, Libyens, Algériens, Allemands, Autrichiens, Suédois. Cette « formation accélérée » lui donnera de nombreux atouts pour la suite de son parcours...

À la fin 2007, l'acointance entre les services maliens et les preneurs d'otages est devenue trop visible ; Le président Amadou Toumani Touré s'efface contre son gré au profit de Blaise Compaoré, très apprécié de Nicolas Sarkozy. Le président burkinabè prend alors le relais et devient négociateur lors des prises d'otages suivantes avec l'appui de son conseiller mauritanien, Mustapha Chafi⁽⁴³⁾ qui continuera les négociations avec Mokhtar Belmokhtar.

2006, une année charnière

Le 23 mai 2006, Iyad Ag Ghali, mécontent d'avoir été évincé et considérant que le pacte national de 1992 n'a pas été respecté, attaque avec ses troupes les garnisons de l'armée malienne dans les villes de Ménaka, Kidal et Tessalit. Une nouvelle fois des négociations ont lieu en Algérie et un accord est signé à Alger en août 2006. Théoriquement, le problème est réglé, sauf que les textes ne seront jamais appliqués par les gouvernements successifs d'Amadou Toumani Touré, qui contrairement à son prédécesseur Alpha Oumar Konaré ne privilégie pas le dialogue.

Mieux, pour affaiblir les rebelles Touaregs de la tribu des Ifoghas, le président malien fait appel à un ennemi intime de Iyad Ag Ghali, le général El hadji Gamou, de la tribu touarègue des Imghads. À la tête des bataillons de l'armée malienne, ce dernier s'est adjoint des supplétifs de sa communauté, les Imghads, qui ne sont pas des militaires, avec pour mission d'écraser les Ifoghas.

Ainsi, pour régler un problème politique le gouvernement malien instrumentalise la fibre communautaire. Dans l'histoire du pays, ce n'est pas une pratique nouvelle, déjà en 1993-1994, le Président Alpha Oumar Konaré avait, lui, largement appuyé le Mouvement Populaire de l'Azawad (MPA), dirigé à l'époque par Iyad Ag Ghali, pour l'aider à défaire un mouvement Imghad (Arla). Nous verrons combien ce procédé a largement contribué à détériorer et à complexifier la situation sécuritaire.

En prime, les 2000 militaires touaregs qui avaient combattu aux côtés de Iyad Ag Ghali en mai 2006 n'ont pas été redéployés dans l'armée nationale comme cela était prévu dans les textes paraphés à Alger. Ils sont donc restés cantonnés à Kidal jusqu'à la chute d'Amadou Toumani Touré en 2012.

La guerre de l'OTAN en Libye : le basculement

C'est dans ce contexte hautement volatile qu'intervient, en 2011, la guerre de l'OTAN en Libye, dont il a souvent été dit, en partie à raison, qu'elle avait été le principal facteur de la déstabilisation du Sahel. En mars 2021, Emmanuel Macron le reconnaît implicitement lors d'une réception des nouveaux dirigeants libyens à l'Élysée en déclarant : « Nous avons une dette envers la Libye, très claire : une décennie de désordre. » Mais qui se cache derrière ce « nous » ? La France, la coalition hétéroclite des pays occidentaux et du Golfe, l'Otan ? Selon la narrative officielle la France de Nicolas Sarkozy aurait été la première coupable et responsable. En réalité, les États Unis ont joué un rôle majeur mais en retrait, selon la doctrine Obama de



“ Fin août 2011, des centaines de Touaregs maliens et nigériens rentrent dans leurs pays respectifs. Ce retour massif de combattants aguerris avec un armement lourd de dernière génération était porteur de graves menaces. ”

l'empreinte légère. Rien ne se serait fait sans eux, ni sur le plan aérien et logistique ni sans leur feu vert politique donné à l'OTAN. En réalité, si la guerre en Libye a joué un rôle incontestable dans la déstabilisation du Sahel et si la France en porte la responsabilité, c'est pour une autre raison connexe.

Devant la défaite annoncée du guide libyen, à la fin août 2011, des centaines de Touaregs maliens et nigériens rentrent dans leurs pays respectifs. Ce retour massif de combattants aguerris avec un armement lourd de dernière génération était porteur de graves menaces. Pour accélérer la fin d'un conflit qui s'éternise, la France, au travers de ses services de renseignements extérieurs, négocie la désertion de la garde rapprochée touarègue de Muammar Kadhafi en échange de la reconnaissance d'une identité politique touareg. Quelques mois plus tard, en novembre, est créé le Mouvement National de l'Azawad (MNLA) qui réclame l'indépendance du Nord du Mali.

Parallèlement à la création du MNLA, Iyad Ag Ghali déjà considéré comme un cadre important du mouvement salafiste, (il a passé trois ans, de 2007 à 2010 comme consul du Mali à Djeddah en Arabie Saoudite), essaye d'organiser un nouveau mouvement. Il s'agit du Mouvement Islamique pour la libération de l'Azawad, mais l'initiative reste lettre morte.

En 2011 toujours, naît un nouveau mouvement dissident d'AQMI, essentiellement composé d'Arabes : le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO). Son porte-parole Adnane Abou Walid al-Sahraoui deviendra plus tard le chef de l'État islamique dans le grand Sahara (EIGS). (Il sera « neutralisé » par la France et déclaré mort le 16 septembre 2021.)

Le début du conflit armé : l'émergence des groupes armés djihadistes

Le 17 janvier 2012, le MNLA associé à Iyad Ag Ghali déclenche des attaques contre l'armée malienne à Ménaka et Aguelhok. L'armée malienne subit une lourde défaite. Ragaillard par ce succès, le chef de guerre touareg change alors de stratégie. Il récupère les « cantonnés » de Kidal et une partie des « Libyens », puis, il dirige une grande partie des opérations contre l'armée malienne et laisse le MNLA les revendiquer.

Dans la foulée, Alain Juppé, reçoit le MNLA au Quai d'Orsay et salue leur victoire sur l'armée malienne!⁽⁴⁴⁾ C'est donc bien le paiement de la dette contractée en Libye un an plus tôt, au risque de mettre le Mali en grande difficulté.

Iyad Ag Ghali, se manifeste pour la première fois au début du mois de mars 2012, avec la prise de la garnison de Tessalit, dont en fin politique, il connaît la valeur stratégique et la portée symbolique. En avril 2012, l'armée malienne ne tient plus aucune position dans le Nord du pays : Tombouctou, Gao, Kidal, Ménaka, sont tombés. Ainsi se mesure combien l'arrivée des combattants de Libye a fait basculer le rapport de force en défaveur de l'armée malienne. Les islamistes prennent l'initiative et supplantent le MNLA en le chassant de son fief. Très vite, Iyad Ag Ghali et ses hommes s'organisent, créent Ansar Eddine et se partagent les territoires conquis avec les éléments du Mujao. Les premiers assurent le contrôle des régions de Kidal et Tombouctou ; les seconds les villes de Gao, de Ménaka et le cercle de Douentza. Le MNLA est militairement hors course et compense par une grande activité politique, pro-

44. malijet.com/a_la_une... du_mali/39506-chronique-de-la-semaine-alain-juppe-at-il-ete-rattrape-par-ses.html



fitant du soutien en sous-main des autorités Françaises, d'autant plus facilement que celles-ci n'ont pas clairement perçu l'émergence d'un groupe islamiste enf plus d'une rébellion Touarègue. Le 6 avril 2012, le porte-parole du MNLA, Mossa Ag Ataher, proclame sur la chaîne française FR24, l'indépendance de l'Azawad.

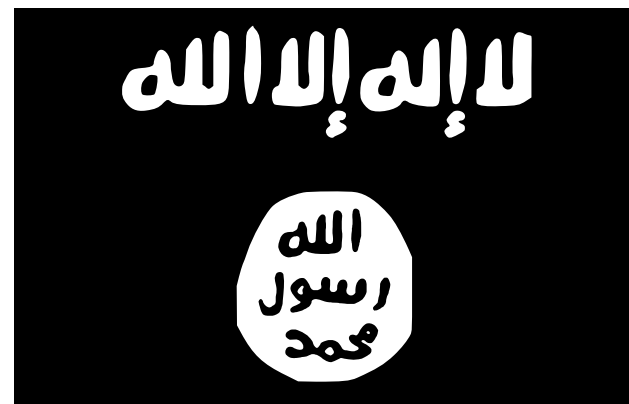
Le coup d'État de 2012

Cette débâcle militaire malienne culmine lors de la bataille d'Aguelhok en janvier 2012 où, selon les diverses sources, entre 70 et 153 militaires maliens sont morts, certains auraient été décapités. C'est un choc pour le pays. La population reproche à l'État un sous-équipement, un manque de munitions en rapport au matériel dont dispose les groupes armés. Fin janvier et début février, Les femmes des militaires font entendre leur colère en manifestant jusqu'au palais présidentiel de Koulouba pour dénoncer la mauvaise gestion, la corruption. La troupe a le moral au plus bas, le camp militaire de Kati, près de Bamako, est en ébullition. Mais l'élection présidentielle à laquelle le président ATT ne se représente pas doit se tenir en avril 2012 et personne n' imagine un putsch. Pourtant, le 12 mars 2012, la mutinerie survient. Un groupe de sous-officiers dirigé par le capitaine Haya Sanogo prend le pouvoir.

La communauté internationale se mobilise alors pour contraindre le Mali à reprendre le chemin de la légalité constitutionnelle et l'aider à retrouver son intégrité territoriale. Des arrangements sont trouvés sous l'égide de la CEDEAO pour la mise en place d'institutions de transition qui devaient permettre de rétablir la légalité constitutionnelle en organisant des élections dans des délais brefs. Dans le même temps, des négociations entre les groupes armés et le gouvernement malien ont lieu comme médiateur, le représentant de la Cedeao, le burkinabè Djibril Bassole.

Mais le 3 janvier 2013, Iyad Ag Ghali accuse le gouvernement de Bamako de mauvaise foi et il suspend son offre de cessation des hostilités¹⁸. Le lendemain, il réclame l'autonomie de l'Azawad et revendique l'application de la charia au nord du Mali.

L'offensive reprend en direction du sud le 5 janvier sous le commandement d'Iyad Ag Ghali, avec des éléments d'Ansar Eddine, du Mujao et d'AQMI. Le 8 janvier, ils infligent une lourde défaite à l'armée malienne au nord de la ville de Konna, à environ 680 kilomètres de Bamako. Konna était alors la dernière ville contrôlée par le gouvernement au nord de la ville clef de Mopti et de la base des forces maliennes de défense et de sécurité à Sévaré. ■





L'Opération Serval



45. Club d'anciens ministres des Affaires étrangères et de personnalités comme le général Bertogéat. Les interventions françaises dans le Sahel : contribution à la (...) - Boulevard Extérieur (boulevard-extérieur.com)

46. rfi.fr/fr/afrique/20130111-suivez-evenements-11-janvier-mali-troisre-konna-hollande-onu-mopti-ja

47. afdsd.fr/wp-content/uploads/2019/07/AFDSdactes13-Traversac.pdf

Tous, chercheurs, journalistes, diplomates, militaires, s'accordent à reconnaître que l'opération militaire française Serval déclenchée le 11 janvier 2013 a été une incontestable réussite. Ainsi, huit ans après, le club des Vingt écrit encore : « L'engagement de la France au Mali, en 2013, a produit, dans un premier temps, des succès tant militaires que diplomatiques. L'opération Serval a sans doute évité la chute de Bamako et la mise en place d'un proto-État islamique dans le nord du Mali, et permis de neutraliser un certain nombre de responsables djihadistes. (...) Serval obéissait à des critères simples : une mission claire, des objectifs militaires précis dans un calendrier limité. » (45)

Cette intervention restera dans l'histoire comme une véritable prouesse de l'armée française, néanmoins politiquement les germes de l'enlèvement étaient déjà semés.

Par ailleurs, la promptitude de l'intervention Serval à la suite de l'attaque de Konna a posé un certain nombre de questions et a fait naître des doutes quant aux justifications données par Paris. Ainsi cette guerre

aurait été décidée précipitamment après avoir constaté que des « colonnes de djihadistes » s'approchaient dangereusement de Bamako.

Un déclenchement particulièrement rapide dans un cadre légal incertain

L'assaut de Iyad Ghali dans le Centre a débuté le 5 janvier.

À l'aube du 11 janvier, le président de la transition malienne demande officiellement l'intervention militaire française. En réalité, il sollicite seulement un appui aérien, pas l'envoi de troupes au sol. Par ailleurs, la signature du président de la transition de l'époque a été laborieusement négociée.

À 11h, François Hollande annonce officiellement l'envoi des troupes françaises, il prend soin de souligner que cette intervention se situe dans le cadre que de la légalité internationale disant s'appuyer sur la résolution 2085 du Conseil de sécurité du 20 décembre 2012 qui ne prévoyait pourtant pas d'intervention. (46) En réalité, le Conseil de Sécurité validera l'opération a posteriori, le 25 avril 2013, par l'adoption de la résolution 2100. (47)

À 12h30, des forces spéciales françaises sont déployées sur le terrain pour préparer une intervention aérienne et une opération terrestre.

À 16h, plusieurs hélicoptères d'attaque Gazelle entrent en action dans le ciel malien.

À 20h, Laurent Fabius justifie l'intervention « en affirmant que les groupes islamistes (Aqmi, Mijao et Ansar Eddine) voulaient « contrôler la totalité du Mali et y installer un État terroriste ». Le ministre français des Affaires étrangères rappelle que huit Français sont retenus au Sahel. Il affirme que la France fera « tout pour sauver » ses otages au Mali.

Certes et comme pour chaque crise africaine, les armées s'appuient sur une planification et se contentent de la mettre à jour. Cette anticipation, doublée du prépositionnement d'un état-major et de certaines forces et à Dakar et en Côte d'Ivoire permet une grande réactivité. Le plan Requin, datant de 2009, ne prévoyait pas d'engagement à terre mais un appui aux armées africaines et de pouvoir intervenir dans le cadre de libérations d'otages.

Ce qui a motivé l'engagement des forces françaises semble être la conviction que les groupes armés iraient jusqu'à Bamako. Il est probable que les maigres renseignements recueillis n'ont pas suffi à prendre une décision précipitée d'engagement et que des considérations de poli-

tique intérieure et de lobbying des armées, cherchant à sanctuariser leur budget, ont conduit à privilégier une intervention « dure ».

Un véritable succès tactique

Deux mois après le début de l'opération, Laurent Fabius était toujours dans l'euphorie de la victoire... Au départ, toujours selon le général précité, il ne s'agissait pas d'une opération de long terme, l'objectif était : 2000 hommes, deux mois, deux cent millions d'euros. La France s'est donc engagée confiante, elle est partie seule avec dans l'idée « faire du bon boulot » et de vite passer le flambeau aux armées africaines. D'ailleurs, la Cedeao avait décidé de déployer une force régionale au Mali, cependant si quelques contingents ont bien fini par arriver, ils n'ont jamais été déployés sur le terrain et sont restés cantonnés à Bamako... (48)

En un mois, l'armée française a réussi à engager 4500 hommes au Nord Mali. Le 2ème REP a sauté sur Tombouctou, une première de cette envergure depuis Kolwezi en 1974. En s'appuyant sur ses unités prépositionnées en Afrique et sur celles en alerte en France, bénéficiant d'un fort soutien américain pour la logistique et le renseignement, l'armée française réussit un véritable défi logistique. Elle a bravé le Sahara, les montagnes de l'Adrar, la chaleur extrême et les milliers de kilomètres à parcourir, 2000 Km séparent Bamako de Tessalit. En trois semaines, les militaires français libèrent les villes de Konna, Diabaly, Gao, Tombouctou.

Dès la fin du mois de janvier 2013, l'État malien, grâce à Serval, est redevenu maître de la plupart des grandes villes du Nord et du Centre. Le 2 février 2013, François Hollande débarque à Bamako pour récolter les fruits de la victoire, il est accueilli en héros par une foule en liesse. Il prononce cette phrase qui restera dans les annales : « c'est le plus beau jour de ma vie politique. » (49)

Dans l'euphorie de la victoire, l'échec de la stratégie de sortie semble de peu d'importance. Pourtant, l'objectif initial de rapidement passer le flambeau aux armées africaines s'avère inatteignable. Serval est coïncé au Mali faute de véritable relève car l'armée malienne est en piteux état et le pari que la CEDEAO serait en capacité de déployer une force capable de maintenir la situation est marqué par excès d'optimisme. Il n'est d'ailleurs pas certain que le gouvernement malien ait été emballé par cette perspective et que les populations aient apprécié les méthodes parfois expéditives des contingents interarmées africains, notamment au Libéria ou en Sierra Leone.

Un triomphe éphémère et une porte de sortie qui se ferme

C'est d'ailleurs du côté des militaires maliens que les premières exactions commencent. Dans le sillage de l'opération Serval, l'armée malienne se venge contre les populations civiles peules et touarègues des villes de Mopti, Sévaré, dans les régions de Tombouctou et Gao. Au Nord, ce sont les combattants tchadiens venus en renfort de l'armée française pour combattre dans l'Adrar qui défont toutes les règles du droit humanitaire international. En partie pour éviter d'autres massacres et en partie par crainte d'une nouvelle déroute des armées maliennes, la France ferme les yeux sur l'existence des groupes armés au nord de Kidal qui contrôlent donc la région par défaut. Cette position compréhensible de leur part n'est pas admise par les dirigeants de Bamako et par l'opinion publique. Elle sera lourde de conséquence.

Le 28 janvier 2013, le MNLA s'oppose d'ailleurs au redéploiement des forces maliennes à Kidal, disant craindre des représailles contre les populations civiles, entérinant ainsi une forme de partition du pays. Pour Bamako, comme pour les populations du sud du pays cette attitude renforce une nouvelle fois la présomption de complicité entre la France et le MNLA. Sept ans plus tard, un haut gradé analyse lucidement « On a manqué de flair. Quand on est remonté sur Kidal on aurait dû en faire une ville ouverte, ramasser toutes les armes et nous aurions dû partir juste après. Mais tout le monde a voulu toucher la rançon du succès. Ensuite, il n'y a plus eu de porte de sortie. » ■



Les élections, baume miracle des crises africaines

Politiquement, la France croyait qu'il s'agissait de rétablir l'ordre constitutionnel rompu après le coup d'État de mars 2012 : deux mois, deux mille hommes, deux cent millions d'euros et... une élection ! Rétablir la démocratie, à tous prix ont été les seuls objectifs de l'Elysée et du Quai d'Orsay. Grisé par sa victoire François Hollande a déclaré que l'élection présidentielle devait se tenir en juillet 2013 et qu'il serait intransigeant sur le respect de cette date alors que les conditions n'étaient pas remplies. D'une part, pendant la saison des pluies d'ordinaire il n'y a jamais de scrutins, les déplacements étant délicats voire impossibles, d'autre part, elle coïncidait avec le Ramadan, enfin la situation à Kidal n'était pas stabilisée malgré les Accords de Ouagadougou. Mais sous la pression de Paris et de la communauté internationale, ladite élection a lieu à l'échéance fixée, Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) est devenu président en promettant d'œuvrer à la réconciliation et au retour de la sécurité. IBK a en outre, bénéficié de l'aide de la France, il a été le seul candidat à pouvoir se rendre à Kidal avec son aide, aucun autre candidat n'a pu bénéficier de telles faveurs.

“ Paris comptait sur cette élection pour se désengager et ne garder que 1 000 hommes à la fin de l'année 2013, pour une opération qui en avait mobilisé 4 500 au plus fort de la crise. ”

Paris comptait sur cette élection pour se désengager et ne garder que 1 000 hommes à la fin de l'année 2013, pour une opération qui en avait mobilisé 4 500 au plus fort de la crise. La France comptait également sur la formation par des instructeurs militaires européens qui avait commencé dès avril 2013. Un premier contingent de 570 soldats maliens avait participé au programme. Elle pensait en outre, pouvoir s'appuyer sur la force des casques bleus que le Conseil de Sécurité avait autorisée en avril 2013 pour stabiliser le Nord. La mission intégrée des Nations unies pour la stabilité dans le Sahel (MINUSMA) a commencé ses opérations en juillet 2013.

Après le pseudo-déploiement de la CEDEAO, la deuxième mâchoire du piège s'est refermée sur Serval. Comment quitter le Mali après avoir porté à bout de bras son nouveau président élu et alors que son armée est en miettes ?

Deux pistes sont tracées :

- Renforcer et élargir la participation africaine et puisque la CEDEAO semble peu enthousiaste, créer une structure ad hoc regroupant les trois pays faibles de la zone, encadrés par deux pays qui paraissent plus solides : la Mauritanie et le Tchad qui a déjà fait le voyage jusque dans l'Adrar.

- Mettre l'Europe de la défense à contribution pour alléger la facture et se faire moins visible. Mais rien ne s'est passé comme Paris l'avait anticipé... ■



Le G5 Sahel, porte de sortie pour la France et porte d'entrée pour l'Europe

A lors qu'à la fin 2013 l'opération Serval a rempli sa mission tactique et que la question de son désengagement se pose la France décide de relancer la solution africaine et parraine en février 2014, la création par cinq États sahéliens d'un cadre de coopération régionale en matière de développement et de sécurité appelé G5 Sahel. Il s'agit du Mali, du Tchad, du Burkina Faso, du Niger et de la Mauritanie. Malgré l'aide financière conséquente que l'Union européenne apporte, à ce jour, cette force n'a pas produit d'avancées décisives...

Les limites d'un concept né à Paris

Officiellement, cette initiative a toujours été présentée comme « une solution africaine aux problèmes africains ». En réalité, le G5 est né d'une volonté française, d'ailleurs son cadre géographique épouse celui de la future opération Barkhane qui remplacera Serval quelques mois plus tard, en juillet 2014. Paris souhaitait préparer son désengagement et faire prendre le relais de ses forces par des unités locales. À l'époque, les chefs d'État sahéliens n'étaient pas convaincus du besoin d'une telle structure, ils coopéraient régulièrement en matière de droits de poursuite ou d'échange de renseignement de manière bilatérale et ne souhaitaient pas aller au-delà en raison des méfiances et de leurs intérêts nationaux. Mais qu'à cela ne tienne, tous les pays ont accepté, d'une part pour avoir la paix avec « l'ami français » qui se montrait très pressant ; d'autre part tous pensaient que cette nouvelle structure pourrait être une mine de financements.

D'un point de vue africain, ce cadre ne présentait qu'une cohérence géographique très limitée. Au plan des organisations internationales, le Tchad se trouve en Afrique centrale est n'est donc pas membre de la Cedeao, la Mauritanie non plus d'ailleurs.



Tchad, Mauritanie, les faux alliés du G5

En 2014, le dispositif militaire français de Serval est écartelé entre le Sénégal (les forces françaises au Sénégal assurent l'entrée de la logistique lourde et fournissent le cœur du PC), le Mali bien sûr où sont toutes les forces terrestres, le Burkina où est stationné l'opération des forces spéciales (opération Sabre), le Tchad où sont basés les avions et l'opération Épervier.

Ce dispositif est donc né de l'empilement de forces stationnées en Afrique de l'Ouest et centrale au titre d'accords de coopération, à l'exception notable

du Mali où Serval agit au titre d'une résolution des Nations Unies. Personne ne souhaite remettre en cause ce lien privilégié avec les pays partenaires.

Concernant le cas spécifique du Tchad, pour le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian et pour l'Elysée, il est hors de question de quitter Ndjamena et ainsi de prendre le risque de fâcher le grand allié de la région, le président-maréchal Idriss Deby Itno. Par ailleurs, ce dernier est bien conscient de son intérêt : garder une base française et participer à lutte contre le terrorisme lui assurent sa survie politique.



Le Tchad est donc intégré dans la coalition du G5, alors que seul Boko Haram sévit dans ce pays et que ce groupe ne figure pas dans la liste des groupes armés terroristes (GAT) que combat Barkhane. C'est également la raison pour laquelle le poste de commandement de l'opération française Barkhane se trouve à Ndjamen, alors que toutes les interventions de cette opération française se déroulent en Afrique de l'Ouest, Niger, Mali et Burkina Faso.

Une autre raison est prise en compte, l'excellente réputation des soldats tchadiens. Cette notoriété est toutefois légèrement surfaite, certes ils sont habitués au désert et aux conditions extrême, mais militairement ce ne sont pas à proprement parler d'excellents soldats. Ils sont néanmoins volontaires, s'engagent sabbre au clair et défient la mort. Bien encadrés, ils sont une force supplétive qui présente un grand intérêt pour l'armée française. À ce titre, le décès brutal d'Idriss Déby a créé un vent de panique dans les rangs de

Barkhane qui a craint de voir le contingent tchadien, de 1200 hommes déployé aux frontières du Burkina Faso, du Mali et du Niger, se retirer. Après l'intervention personnelle d'Emmanuel Macron auprès des nouvelles autorités de Ndjamen, celles-ci ont décidé de maintenir leurs forces au sein de la FCG5 comme de la MINUSMA.

“ Le cas de la Mauritanie est lui aussi très à part. Depuis 2011, c'est le seul pays du G5 Sahel à n'avoir connu aucun incident sécuritaire. Comment expliquer cette situation particulière ? ”



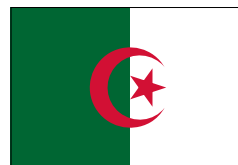
50. rfi.fr/tr/afrique/20160302-mauritanie-aqmi-agression-burkina-faso-compaore-documents-reuters-qaïda-oussama-bad

D'abord, c'est une République islamique, d'un point de vue politico-religieux il est donc normal qu'elle ne subisse pas les attaques des groupes armés djihadistes. Mais cette explication n'est pas suffisante, selon des documents découverts au Pakistan pendant la traque d'Oussama Ben Laden, cet État aurait passé des accords avec AQMI⁽⁵⁰⁾. Il s'agissait de verser une rente annuelle de 8 à 10 millions de dollars et de libérer les prisonniers. Cet accord était valable un an, a-t-il été renouvelé chaque année ? Toujours est-il que ce pays n'a plus été attaqué et qu'il ne détient plus aucun djihadiste dans ses

géolés. Les combattants de la Katiba Macina, alliés d'AQMI, se réfugient souvent dans la forêt de Wagadou aux frontières du Mali et de la Mauritanie et ne sont jamais inquiétés non plus. Bien entendu, officiellement les raisons sont toutes autres. Cet État a su développer une approche multidimensionnelle et son armée, elle aussi habituée au désert, avec des gardes-frontières méharistes serait de grande qualité. Mais comment le savoir puisque ses forces ne sortent jamais de leur territoire ?

Si la Mauritanie, comme le Burkina Faso, exempts à l'époque de groupes djihadistes sur leur sol respectif d'ailleurs ont été intégrés au G5 Sahel, c'est parce qu'ils hébergeaient déjà l'opération des forces spéciales française dénommée Sabre.

L'espace opérationnel du G5 n'a donc pas été défini en fonction des menaces mais en fonction d'une pseudo-cohérence en réunissant les différentes pièces du puzzle de l'armée française dans la région. La France a taillé une coalition à l'image de son déploiement, en évitant aussi d'y mettre le Sénégal qui ne souhaitait pas s'attirer les foudres djihadistes et se contentait d'une contribution à la MINUSMA.



L'Algérie, le grand absent

Il existe pourtant déjà une structure régionale de lutte contre le terrorisme qui paraît plus pertinente : le CEMOC (Comité d'état-major opérationnel conjoint). Créé sous l'égide de l'Algérie en avril 2010, il regroupe les forces armées de quatre pays : Mali, Niger, Mauritanie et bien entendu l'Algérie.

La création du G5 Sahel a de facto tué dans l'œuf l'initiative. En outre, Alger toujours très sourcilieuse quant à sa souveraineté, perçoit cette coalition de circonstance comme une ingérence française dans son arrière-cour : les

affaires sahéliennes. Ce qui a pour conséquence d'éloigner cet État alors qu'il est incontournable dans la résolution des crises régionales.

Le G5 comme porte d'entrée de l'Europe

En 2015, les chefs d'États du G5 Sahel annoncent à Ndjamen la formation d'une force militaire anti-terroriste la Force Conjointe G5 (FCG5) de 5000 hommes. Mais faute de moyens et de volonté politique des présidents sahéliens, le projet végète, il est réactivé au début 2017, sans grand succès encore. Il faut attendre l'arrivée du président Emmanuel Macron pour que cette force devienne véritablement une affaire d'États. Le 24 mai 2017, soit 15 jours après son élection, il effectue son premier voyage hors d'Europe en se rendant sur la base de Barkhane à Gao, sans passer par Bamako et saluer le président Ibrahim Boubacar Keïta. Ce manque de respect vis-à-vis à la fois d'un homologue et de la souveraineté d'un État donnera lieu à la première polémique de son quinquennat.

Le 13 décembre 2017, l'Elysée organise une grande réunion à la Celle Saint-Cloud, en soutien au G5 Sahel avec un appel aux bailleurs pour obtenir des fonds afin de relancer la structure dormante. En une seule journée, les promesses de dons affluent, l'Arabie Saoudite s'engage à hauteur de 100 millions d'euros, les Émirats Arabes Unis de 30 millions d'euros, les Pays-Bas, plus modestes proposent seulement 5 millions d'euros. Malheureusement, ce ne sont que des promesses de dons et seule une petite partie a été versée. L'autre objectif de cette réunion était de placer le G5 sous chapitre VII des Nations Unies pour pérenniser ses ressources. Cette demande sera réitérée par Emmanuel Macron et ses homologues sahéliens à chaque réunion, à chaque sommet, pendant quatre années. Elle sera rejetée et l'est encore à chaque démarche, sous la pression des États-Unis dont le seul argument avancé est celui de limiter les dépenses. *In fine*, à partir de 2017, faute de donateurs et de financement pérenne, l'Union européenne supporte seule la quasi-totalité des charges de la FC G5⁽⁵¹⁾. Dès lors, Bruxelles entre de plain-pied dans la crise sahélienne.

Au cours des trois dernières années, l'UE a financé « la force africaine » à hauteur de 200 millions d'euros. Cependant, la lourdeur bureaucratique ne permet pas une réaction rapide. Les fonds tardent à être débloqués ce qui génère des décalages entre les attentes et les besoins, 18 mois plus tard, la situation évoluant très vite. De plus les difficiles arrangements entre États membres, qui n'ont pas tous et de loin le Sahel comme priorité, entraînent un consensus à minima. Bruxelles ne s'engage que sur la formation de la FCG5, la construction d'infrastructures et la fourniture de matériel non létal. En 2021, l'UE a néanmoins décidé d'introduire de nouveaux modes de financements pour la paix et la sécurité en Afrique, pour la première fois, elle peut financer du matériel militaire létal, cependant les conditions restent très encadrées.

Une organisation en forme de pyramide inversée

Compte tenu des conditions dans lesquelles le G5 a été enfanté et pour contenter tout le monde, une structure de commandement très lourde a été mise en place. Un quartier général et trois postes de commandement ont été créés. Au départ, le QG se trouvait à Sévaré au Mali, mais après une attaque suicide revendiquée par le JNIM en juin 2018, il a été déménagé à Bamako, non sans mal d'ailleurs après des manifestations de riverains qui refusaient d'ha-

51. reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Force-conjointe-du-Groupe-de-cinq-pays-du-Sahel-Rapport-du-secretaire-gat-2020-.pdf



52. lemonde.fr/afrique/article/2018/06/29/mali-au-moins-six-morts-dans-une-attaque-contre-le-qg-de-la-force-militaire-g5-sahel_5323417_3212.html

53. lemonde.fr/afrique/article/2019/12/17/g5-sahel-une-addition-de-faiblesses-ne-fait-pas-une-force_6023211_3212.html
vie-publique.fr/discours/278215-florence-parly-20012021-intervention-militaire-au-sahel

biter à côté d'une cible privilégiée.⁽⁵²⁾ Trois PC ont été construits à grands frais, au milieu du désert pour deux d'entre eux : le fuseau Centre à Niamey, le fuseau Ouest à N'Bekeit Lahouach, à 100 km de Nema près de la frontière malo-mauritanienne, le fuseau Est à Wour, dans le Tibesti tchadien, ce qui ne correspond pas vraiment aux besoins...

En plus des efforts sur les infrastructures, la Force du G5 Sahel bénéficie du soutien de l'Union européenne au Mali (EUTM et EUCAP) qui a élargi ses activités récemment au Burkina Faso et au Niger (EUCAP).

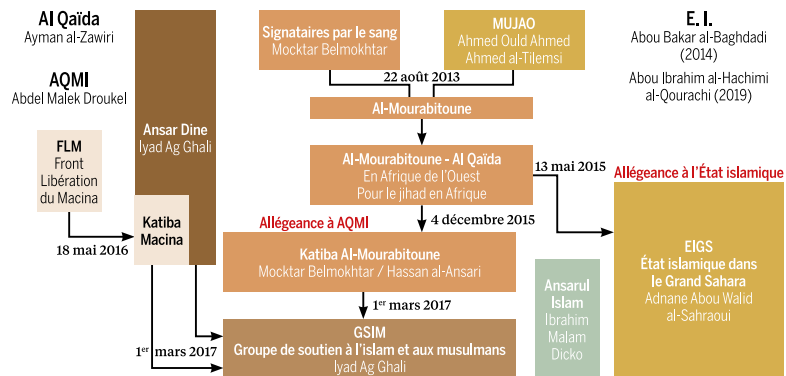
Cependant, malgré tous les efforts de Bruxelles et de Paris, cette force n'a pas atteint sa pleine capacité opérationnelle. Elle en est encore à perfectionner le commandement de ses unités à partir de ses PC, uniquement Niamey d'ailleurs car les autres sont encore à l'état de projet et à déployer ses bataillons en marge des opérations conduites par Barkhane.

Par ailleurs, les contingents nationaux qui ont été transférés au sein de cette force (7 bataillons, un par pays membres sauf le Mali et le Niger, deux) manquent cruellement à leurs armées respectives qui sont toutes en sous-effectif. Comme le résume en une phrase cinglante le diplomate, Jean-Marie Guéhenno, dans une tribune du Monde datée de 2019 : « Le G5 Sahel, qui regroupe les États de la région, ne tient pas ses promesses, notamment parce qu'une addition de faiblesses ne fait pas une force. »⁽⁵³⁾

Avec la crispation de la situation et l'obligation d'obtenir des résultats tangibles, la tentation sera grande de vouloir forcer la décision. Les exactions et violations des droits de l'homme dont se sont déjà rendus coupables les soldats maliens, burkinabè, nigériens et tchadiens risquent de se multiplier.

Ces faits dénoncés dans un rapport de la MINUSMA mettent tous les partenaires dans une position délicate, notamment l'Union européenne très sensible sur ces questions.

L'objectif de la formation de cette force qui consistait à faire entrer l'Europe dans la crise du Sahel a été rempli. En revanche, celui de permettre à Barkhane de trouver une porte de sortie semble bien compromis. Pourtant lors de son audition au Sénat en février 2021, Florence Parly s'est montrée très optimiste, malgré tous ces constats : « dire que la France est engluée dans une guerre sans fin est faux – avec nos partenaires internationaux, notre présence n'est certainement pas éternelle et nous ne resterons que le temps nécessaire pour que les forces armées de nos amis et partenaires sahéliens soient en mesure de mener ce combat elles-mêmes et pas un jour de plus. C'est l'objectif vers lequel nos efforts collectifs convergent. » L'éternité c'est long, surtout vers la fin... ■



Barkhane en position « catch 22 »



L'opération Serval s'est donc transformée en juillet 2014 en opération Barkhane, pour refléter une nouvelle étape et, peut-être aussi pour que Serval reste dans l'historiographie militaire française comme une victoire incontestable.

Cette opération fait d'emblée face à des enjeux complexes : un territoire à contrôler représentant deux fois la taille de la France, des effectifs contraints (3000 hommes) par les autres engagements français en Centrafrique, en Syrie-Irak et en France dès après les attentats de Paris en 2015.

Les missions qui lui sont dévolues en 2014 resteront inchangées :

- appuyer les forces armées des pays partenaires de la Bande sahélo-saharienne (BSS) dans leurs actions de lutte contre les groupes armés terroristes ;
- contribuer à empêcher la reconstitution de sanctuaires terroristes dans la région.

En 2018, une autre sera ajoutée : l'appui au profit des populations pour tenter de gagner la difficile « bataille des cœurs ».

L'implantation durable des groupes djihadistes

Comme nous l'avons vu dans le chapitre consacré à la FCG5, la montée en puissance des forces armées partenaires est lente et laisse Barkhane durablement en première ligne. En 2014 où sont les menaces ? Elles se trouvent essentiellement au Nord Mali. Le Burkina Faso est, quant à lui, totalement épargné.

Lors d'une audition au Sénat en février 2021, le ministre des Affaires étrangères français, Jean-Yves le Drian a déclaré : « parce qu'ils avaient été défaits au Mali, nos adversaires sont passés d'une stratégie territoriale à une stratégie de déstabilisation. »⁽⁵⁴⁾

En réalité, ils n'ont pas été « défaits », même s'ils ont subi des pertes, ils se sont simplement réorganisés. Selon la stratégie éprouvée ailleurs, du faible au fort, ils se sont éparpillés et fondus dans le monde rural du centre, pour les Maliens, et dans les montagnes de l'Adrar pour les autres. Dès que la pression de Serval s'est allégée, les groupes armés ont refait surface, les armes stockées grâce aux coordonnées GPS, sont ressorties de leurs cachettes, les véhicules ont été remis en état...

Encore faibles mais désireux de marquer les esprits, les groupes ont commis quelques attentats spectaculaires ce qui ne s'était jamais produit auparavant. En 2015, AQMI a attaqué l'hôtel le Radisson Blue et le bar La Terrasse à Bamako puis, en janvier 2016, un café et un hôtel à Ouagadougou.

Puis devant la pression française et en réaction aux tensions internes et aux rivalités entre al-Qaïda et l'EI naissant, des regroupements et des créations multiples se sont succédés, achevant de semer la confusion dans les esprits des observateurs. Ces reconfigurations entre différents mouvements s'expliquent en grande partie par les amitiés ou les rivalités entre personnes. Par ailleurs, leurs éléments peuvent passer d'un groupe à l'autre, ils peuvent combattre ensemble ou les uns contre les autres, au gré des opportunités ou de la concurrence. Il suffit de constater :



- Mokhtar Belmokhtar qui avait créé sa propre katiba en 2012, fusionne avec le Mujaou puis constitue un autre groupe, al-Mourabitoune, dont une partie se détache pour rallier AQMI dès décembre 2015.
 - L'autre partie rejoint, elle, les rangs de l'État Islamique et devient l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS). Pour des raisons plus opportunistes qu'idéologiques, visibilité, moyens logistiques, financement, ce groupe passe d'un djihad régional à un djihad global.
 - Iyad Ag Ghali attend 2017 pour rejoindre AQMI après avoir fondé le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM) qui regroupe Ansar Eddine et plusieurs katibas, dont la Katiba Macina.
- Nous ne voyons pas l'objectif premier de Barkhane qui consistait à « empêcher la reconstitution de sanctuaires terroristes dans la région » n'est pas atteint, mais comme le note l'analyste militaire, Michel Goya : « Barkhane a sans doute plus nourri que réduit la force de l'ennemi en lui fournissant les arguments d'un discours nationaliste et surtout en lui laissant l'occasion d'accumuler de l'expérience militaire. »⁽⁵⁵⁾

2019, le tournant militaire

L'année 2019 est sans aucun doute la pire année depuis le début de la crise sahélienne. Dix-sept soldats français sont morts en opération, sur les 51 morts décédés au combat entre 2013 et 2021. Les armées nationales ont, elles, payées un très lourd tribut. L'EIGS et le JNIM œuvrant de concert pendant cette période ont attaqué des camps militaires notamment de Chinagodar au Niger, de Boulkessi, Mondoro, Indélimane au Mali, de Koutougou au Burkina Faso avec des bilans humains particulièrement lourds. Pour des raisons compréhensibles

en temps de guerre, mais également pour ne pas exposer leurs échecs à la face du monde, les ministères de la Défense respectifs minimisent les pertes et ne consolident pas les chiffres de leurs morts pour la patrie. Il est donc difficile de dénombrer le nombre de soldats décédés au combat, néanmoins avancer le nombre d'un millier pour la seule année 2019 ne paraît pas excessif.

Dans le même temps, les conflits dits « intercommunautaires » explosent et les civils en sont les premières victimes, 4000 selon l'ONU. Le nombre de personnes déplacées atteint les deux millions.⁽⁵⁶⁾

De sauveur, la France est passée à force d'occupation, selon une logique bien connue chaque fois qu'un conflit s'éternise. Des manifestations anti-françaises ont eu lieu dans les capitales, parfois, il est vrai, instrumentalisées par les chefs d'État de la région qui cherchent à masquer leur propre échec et à se refaire une santé médiatique à peu de frais.

Il n'en reste pas moins que l'armée française a perdu la bataille des cœurs et de ce fait peine à obtenir du renseignement sur le terrain. Elle se replie sur le renseignement technique ou celui fourni par les alliés, au risque de faire des erreurs vite exploitées contre elle.

La mort le 25 novembre de 13 soldats français dans la zone des Trois frontières vient en point d'orgue d'un épisode militaire qui s'est avéré infructueux et relance le débat sur l'enlèvement de Barkhane, sa stratégie et sa justification. Le chef d'état-major de l'époque, le général Lecointre réfute alors le terme « d'enlèvement » en reprenant les arguments donnés par François Hollande en 2013 pour légitimer l'opération française : « Nous avons une dette envers ces pays. Combien d'Africains sont venus se faire tuer en France et en Europe pendant les deux guerres mondiales ? »⁽⁵⁷⁾ ■

55. institutmontaigne.org/blog/barkhane-une-analyse-de-l'engagement-militaire-français-au-sahel

56. news.un.org/fr/story/2020/01/1059551

57. francetvinfo.fr/monde/afrique/mali/la-justice-française-reaffirme-la-nécessité-de-l'opération-barkhane_3745981.html



Les sommets de Pau et Ndjamen

Il faut donc relancer un processus enlisé et comme toujours cela passe par des sommets. Emmanuel Macron convoque en janvier 2020 le sommet de Pau qu'il qualifiera lui-même de « sursaut » ou de « clarification ». Les chefs d'États sahéliens sont présents et sommés d'afficher un soutien clair à l'opération française. Officiellement aucune des grandes questions politiques ne sont abordées : financement du terrorisme, trafics de stupéfiants, faillite des États, problèmes du niveau de violence entretenu par les milices.

Une fois encore seules des décisions sécuritaires sont prises. Barkhane est renforcé avec 600 hommes de plus, l'effort militaire est concentré dans la zone des Trois frontières (Mali-Niger-Burkina Faso) et un ennemi précis est désigné : l'EIGS.

Toutes les forces sont concentrées dans cette zone : la Force du G5 Sahel, les unités des armées nationales, les groupes armés signataires de l'accord d'Alger : plateforme et CMA.

La concentration des forces est initialement payante : l'EIGS est très affaibli et ce d'autant que pendant un an, le JNIM l'a également violemment combattu.

Un an plus tard, en février 2021, lors du sommet de Ndjamen, Emmanuel Macron introduit son propos d'une manière très optimiste : « Cet effort militaire défini à Pau a donc permis des victoires, nous a permis d'obtenir des résultats et a sauvé une deuxième fois le Sahel ». Comme à Pau, dans la capitale tchadienne tous les débats se portent sur les questions sécuritaires. Le président français désigne de nouveaux ennemis à la vindicte : Iyad Ag Ghali et Hamadou Koufa, effectuant un véritable virage et passant de l'EI à al-Qaida. Volonté de traiter le groupe suivant après avoir affaibli le premier ?

Comme avant tous ces grands sommets les groupes djihadistes multiplient les attaques médiatisées. Le démantèlement de l'EIGS est de courte durée. Probablement renforcé par des combattants de l'ISWAP, (l'État islamique en Afrique de l'Ouest), venus du Nigéria, il massacre plus de 300 civils nigériens en deux mois et prend d'assaut un camp militaire à Tessit au Mali où plus de 40 militaires maliens trouvent la mort. Dans tous les pays sahéliens la situation se dégrade dangereusement.

Depuis le sommet de Ndjamen, le président français souhaitait se désengager au moins partiellement du Sahel pour que ce dossier à problèmes ne s'invite pas dans la campagne de la présidentielle française de 2022. Mais de revers sécuritaire en revers politique avec les nouveaux coup d'État au Mali et au Tchad, Emmanuel Macron a, lors d'une conférence de presse le 10 juin 2021, précipitamment annoncé la fin de l'opération Barkhane, sans mettre fin à l'opération française pour autant. Il s'agit avant tout de réduire les effectifs qui passeront à terme de 5100 hommes à 2500 hommes, de fermer les bases de Tessalit, Kidal et Tombouctou et de réorganiser le dispositif à partir du Niger. Ce pays étant jugé par Emmanuel Macron plus fiable « démocratiquement »...

Kaboul s'invite dans le Sahel

À la suite du retrait américain d'Afghanistan, du grand désordre dans lequel celui-ci s'est produit, et de la prise du pays par les Talibans, le président français a déclaré qu'au Sahel la « France allait au bout de sa logique, se concentre sur le combat contre le terrorisme en soutien aux États (...) Je ne crois pas aux state building. » Des leçons de « l'échec afghan », Emmanuel Macron ne retient donc que celui de la reconstruction d'État défaillants, et non celui du concept de lutte contre le terrorisme, qu'il continuera à mettre en œuvre après la fin de Barkhane. Pourtant au Moyen-Orient, comme en Asie centrale comme dans la Bande sahélo-saharienne cela n'a jamais produit d'effet. ■

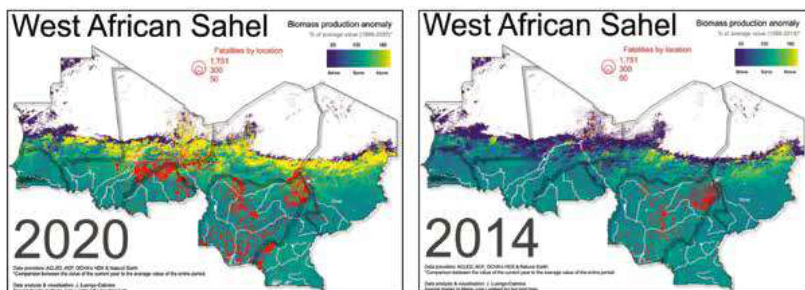




Quel bilan de la solution militaire après huit ans ?

Il suffit de rapprocher les deux cartes ci-dessous et de voir combien le niveau de violence s'est accru et étendu pour comprendre qu'en dépit des déclarations de bonnes intentions, la France qui a joué à fond la carte militaire n'a pas réussi à réduire les menaces, démontrant par là même que le «body count» et les frappes ciblées n'étaient pas la réponse appropriée.

Bien sûr, la responsabilité de cet enlèvement militaire ne repose pas uniquement sur les épaules françaises et le propos de ce rapport est bien de montrer l'imbrication des responsabilités. Toutefois, Barkhane incarne la réponse militaire et a montré qu'en dépit de multiples succès tactiques, il n'y a pas de victoire stratégique et encore moins politique en vue.



Les négociations comme seule solution pour sortir du bourbier sahélien ?

Au printemps 2021, la situation sécuritaire était en continuelle dégradation dans tous les pays sahéliens, à l'exception notable de la Mauritanie. Les négociations avec les groupes armés djihadistes étaient encore présentées comme une source d'espoir sinon pour mettre fin au conflit au moins pour faire baisser le niveau de violence. Pourtant c'est un paradigme dont Paris n'a jamais voulu entendre parler. À Ndjamena, Emmanuel Macron avait réitéré son opposition à toutes négociations et fait des dirigeants du JNIM ses cibles privilégiées : « Concrètement, nous avons ces dernières semaines consolidé une convergence avec nos interlocuteurs du G5 Sahel pour considérer que Iyad Ag Ghali et Amadou Koufa sont des ennemis et en aucun cas des interlocuteurs. »

Cette posture verticale et autoritaire du chef de l'État français n'était pourtant pas partagée. Tous avaient compris que la seule option militaire ne permettrait pas de gagner la guerre. Avec des nuances par pays, tous les chefs d'État de la zone souhaitaient ce dialogue.

Les Maliens s'étaient exprimés à de multiples reprises sur le sujet. La décision de dialoguer avec certains groupes armés djihadistes, Hamadou Koufa et Iyad Ag Ghali, faisait partie d'une des quatre résolutions adoptées en décembre 2019 dans le cadre du dialogue national inclusif malien. Depuis, bien que le pouvoir ait changé, les nouvelles autorités étaient restées sur cette ligne. De fait, des négociations locales ont toujours lieu régulièrement entre les djihadistes et les notables, les conditions ne sont pas toujours remplies pour qu'elles soient pérennes, cependant elles maintiennent le canal du dialogue ouvert.



“ L'opération occidentale a seulement produit l'extension et l'adhésion des gens au djihad. Notre meilleur recruteur sont les Occidentaux qui ont poussé les gens dans nos bras. ”

Iyad Ag Ghali, 13 août 2021

58, 59, [iveris.eu/en/list/notes/521-mali_le_confinement_de_paris](https://www.iveris.eu/en/list/notes/521-mali_le_confinement_de_paris)

Cette opinion faisait aussi largement consensus hors du Sahel et pas seulement parmi les Africains. Le premier à s'être exprimé sur ce point est Smaïl Chergui, qui était à l'époque, en octobre 2020, conseiller Paix et Sécurité de l'Union africaine. Il avait déclaré : « L'accord signé avec les talibans, le 29 février 2020, peut inspirer nos États membres pour explorer le dialogue avec les extrémistes et les encourager à déposer les armes, en particulier ceux qui ont été enrôlés de force. »⁽⁵⁸⁾

Un mois plus tard, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, lui emboîtait le pas dans une tribune du *Monde*, évoquant lui aussi, les pourparlers de paix en Afghanistan, qui excluent l'État islamique du dialogue mais incluent les talibans, il propose que cette vision s'applique aussi au Sahel : « Il y aura des groupes avec lesquels on pourra parler et qui auront intérêt à s'engager dans ce dialogue pour devenir des acteurs politiques dans le futur. Mais il reste ceux dont le radicalisme terroriste est tel qu'il n'y a rien à faire avec eux. »⁽⁵⁹⁾

Au deuxième semestre 2021, la situation a totalement changé. Les négociations ne sont plus à l'ordre du jour. D'une part, la désignation de Iyad Ag Ghali et Amadou Koufa comme ennemi numéro 1 de la France a durci la position de ces groupes. D'autre part, cette organisation s'est considérablement renforcée. Dans un audio de 17 mn, daté du 13 août 2021, Iyad Ag Ghali estime qu'il est en passe de remporter la victoire. « Les moudjahidines sont devenus de plus en plus nombreux, puissants et présents ici. » Il fait référence à des combattants locaux mais également à des étrangers en provenance du Pakistan, d'Afghanistan, d'Algérie ou de Tunisie. Dans sa longue déclaration, il félicite les Taliban, fustige Emmanuel Macron et la France : « l'opération occidentale » dit-il « a seulement produit l'extension et l'adhésion des gens au djihad. Notre meilleur recruteur sont les Occidentaux qui ont poussé les gens dans nos bras. »... ■



Takuba, le laboratoire de la défense européenne?



Comme la FCG5, la Task Force Takuba est née d'une volonté française et a été enfantée dans la douleur. Cette nouvelle structure, une de plus, est le révélateur de l'impossible union des Européens tant en raison des divergences d'intérêts des États membres que des difficultés d'intégration opérationnelles de leurs armées.

Les velléités françaises

Dès septembre 2018, le chef d'état-major des armées françaises, le Général Lecointre, indique qu'il souhaite faire évoluer la force Barkhane en y associant les Européens. En lançant cette opération, copiée sur celle de la Force opérationnelle K-Bar dirigée par les Américains en Afghanistan, la France souhaite :

- Démontrer l'existence et l'utilité opérationnelle de la politique de défense européenne qu'Emmanuel Macron appelle de ses vœux depuis le début de son quinquennat, avec le discours de la Sorbonne. Il s'agit, selon le ministère des Armées, de faire de la force Takuba un véritable laboratoire d'intégration au combat des partenaires européens.
- Sortir de sa solitude sahélienne et de son face à face avec ses anciennes colonies.
- Partager les dividendes éventuels d'une victoire mais surtout le discrédit en cas d'enlèvement total.

Pendant trois ans, et comme à chacune de ses tentatives précédentes, Paris a fait preuve de beaucoup de volontarisme pour convaincre ses partenaires européens de la rejoindre dans cette aventure, annoncée en décembre 2019, quelques jours avant le Sommet de Pau. Au bilan, l'opération qui aurait dû débiter au premier semestre 2020, n'a été déployée sur le terrain qu'au premier trimestre 2021. La participation des États membres est peu importante tant en nombre de pays qu'en hommes réellement déployés sur le terrain.

Le camp du « NON »

L'Allemagne, sans surprise, a fait savoir très tôt qu'elle ne participerait pas à cette force. À cette décision, plusieurs raisons :

- Un désaccord fondamental sur la place de l'Europe de la Défense vis à vis de l'OTAN. La ministre allemande de la Défense Annegret Kramp-Karrenbauer a déclaré en réponse au président français qui l'interpellait sur le sujet par presse interposée : « Il faut en finir avec l'illusion d'une autonomie stratégique européenne. Les Européens ne pourront pas remplacer le rôle capital qu'ont les États-Unis en tant que garants de leur sécurité. »⁽⁶⁰⁾ Fermez le ban.
- Le refus de l'Allemagne de se placer sous un commandement français, la force Takuba étant intégrée à Barkhane. Au sein de l'UE, l'Allemagne a d'ailleurs habilement déconseillé aux États membres de devenir une sous-division de l'armée française!
- La conviction qu'il n'y a rien à gagner et tout à perdre dans cette aventure française au Sahel,

60. lemonde.fr/
international/
article/2020/11/19/
defense-europeenne-
passe-d-armes-
inedite-entre-akk-et-
macron_6060341_3210.
html



compte tenu de la dégradation constante de la situation sécuritaire dans le Sahel (particulièrement en 2019 au cours de l'année des tractations) et de l'impossibilité de percevoir une stratégie de sortie. L'Allemagne n'a aucune intention de partager le discrédit de la défaite. Et ce d'autant que la France n'a pas consulté ses partenaires européens ni lors de l'opération Serval, ni lors de la création de Barkhane, ni lors de la décision de transformer cette opération et de réduire ses effectifs.

L'Allemagne choisit de laisser la France régler seule ses problèmes avec ses anciennes colonies et privilégie la coopération bilatérale dans les secteurs de la formation et du développement, plus consensuel et moins risqué.

Le Royaume-Uni, contacté avant le Brexit, a refusé de participer à Takuba, arguant qu'il mettait déjà à disposition des hélicoptères chinook à Barkhane. Dans le même temps où Boris Johnson refusait l'offre française, il engageait 300 soldats au sein de la MINUSMA. Une manière de planter ses bottes dans le Sahel, sans être commandé par des Français.

L'Espagne n'a pas fait preuve de plus d'empressement alors qu'eux aussi montre un intérêt particulier pour la région avec le déploiement de 530 militaires au sein de l'EUTM qui passe en 2021 sous commandement de Madrid.

Le camp du « OUI » et du « PEUT-ÊTRE »

Pour la France, le compte n'y est donc pas, mais contre mauvaise fortune bon cœur, elle se réjouit du début des opérations. Elle peut enfin planter un drapeau européen à Ménaka où se trouve le PC opérationnel de ses forces spéciales. Tous les passagers n'ont toutefois pas pris le même ticket...

• Les observateurs

La Belgique, les Pays-Bas et le Portugal contribuent symboliquement avec une petite poignée d'officiers, de 1 à 4, au QG de la force.

• Les indécis

Pologne, Slovaquie, qui réfléchissent ou attendent la validation de leur parlement, comme le Danemark qui pourrait rejoindre Takuba en 2022 avec une centaine d'hommes, combattants et soutien médical, ainsi qu'un avion-cargo C130, partagé avec la MINUSMA. Enfin la Serbie et l'Ukraine, non membres de l'UE, pourraient également participer à Takuba, nécessité fait loi...

• Les prudents

L'Italie semble avec troqué une participation à Takuba contre un soutien français sur le dossier libyen. Elle devrait participer à hauteur d'une centaine d'hommes qui seront engagés en soutien, notamment médical ainsi que huit hélicoptères.

La Grèce s'est engagée à participer avec quelques dizaines d'hommes; probablement en retour de la vente des Rafale.

• Les combattants

L'Estonie et la Tchéquie ont fourni chacun un petit contingent d'une trentaine d'hommes qui sont déjà en place.

La Roumanie qui devrait déployer 60 hommes d'ici à la fin 2021.

La Hongrie dont le nombre de participants n'est pas encore connu.

La Suède mettra en place environ 150 hommes, dont de quoi fournir une réserve d'intervention ainsi que des hélicoptères de transport Blackhawk. ■



Quelle mission et quelles contraintes pour Takuba ?

Il fallait trouver une mission qui soit à la portée d'un détachement réduit (environ 300 combattants européens et autant de Français) et qui ne soit pas susceptible de provoquer de rejet massif des différentes opinions publiques.

L'« appui formation/mentoring » d'unités mobiles de reconnaissances et d'intervention maliennes, déjà formées par la France semble être la solution retenue. Elle est moins risquée que de combattre les groupes armés en direct et le côté « coopération » semble plus acceptable. Le plus dur reste toutefois à faire pour cette force qui se veut être un modèle d'interopérabilité et d'intégration au combat des partenaires européens :

- La présence inévitable des fameux « caveats », combinaison de limites nationales qui peut rendre un engagement multinational inextricable si chaque action est conditionnée à un accord formel de chaque pays.
- La gestion des obstacles linguistiques sera complexe pour les acteurs de terrain, dans un contexte sécuritaire tendu. De façon assez frustrante, l'anglais sera sûrement la langue de travail entre Européens et le français avec les Maliens...
- Enfin, le point difficile des évacuations sanitaires sera au centre de l'attention, d'où la prolifération d'équipes médicales et d'hélicoptères.

Le refus de certains contingents de s'installer à Ménaka dans un camp, pas aux normes de confort OTAN, mais aussi la culture traditionnelle de l'indépendance et de l'autonomie des forces spéciales est annonciateur de l'ampleur des ajustements et des compromis qu'il faudra accepter, de part et d'autre, pour pouvoir agir.

En juin 2021, le ministère de la Défense français a fait appel à une agence de l'OTAN (NSPO) pour prendre en charge une partie de la logistique de Takuba (alimentation, soutien base vie, services d'ingénierie, maintenance des infrastructures, carburant, transports terrestres et aériens intra-théâtre.) Ces prestations sont particulièrement onéreuses, à l'heure où nous écrivons ces lignes nous ne savons toujours pas qui paiera la note, la France ou l'UE via le nouveau mécanisme Peace facility.

Les risques de dérapage

La glissade progressive des actions de Barkhane vers le centre du pays et le recours systématique aux frappes aériennes n'est pas sans risque comme le prouve amplement la crise de Bounti.

Le 3 janvier 2021, Barkhane tue par une frappe aérienne 22 hommes, présentés comme des terroristes armés, près du village de Bounti, dans le cercle de Douentza.

Après des plaintes d'associations locales, protestant contre ce qu'ils présentent comme une bavure de l'armée française, la MINUSMA diligente une enquête et publie son rapport au début du mois d'avril 2021.

Celui-ci établit que ces civils participaient à un mariage et que seules trois personnes étaient soupçonnées d'appartenir à un groupe armé terroriste, la Katiba Serma, une filiale du JNIM. Sans équivoque, les Nations unies rappellent le droit humanitaire international et les règles d'engagement : « En tout état de cause, si le critère de la fonction de combat continue n'est pas rempli, alors un individu qui est par ailleurs affilié à un groupe armé doit être considéré comme ayant un statut civil protégé et ne peut être visé par une force létale que si et pour le temps qu'il participe directement aux hostilités. ».⁽⁶¹⁾

61. minusma.unmissions.org/sites/default/files/rapport_final_bounty_bounty9.pdf



62. rfi.fr/fr/en-bref/20210330-attaque-française-pres-de-bounti-au-mali-preoccupations-très-importantes-a-l-onu

Outre les tensions entre deux partenaires opérationnels, ce rapport constitue un signal d'alarme pour Takuba. Le Secrétaire général des Nations unies a tenu à rappeler ses « préoccupations très importantes sur le respect de la conduite des hostilités et les principes de précaution et l'obligation des États membres de tout faire pour vérifier que les cibles sont bien des objectifs militaires ». ⁽⁶²⁾ Ce langage résonne très fort aux oreilles des partenaires européens. Quelles précautions prendra chaque État participant à cette coalition avant d'autoriser l'engagement au combat de ses militaires ? Et combien de temps faudra-t-il attendre les autorisations de chacun pour effectuer une mission de combat ?

“ Takuba est un exercice de navigation particulièrement complexe entre principes éthiques, contraintes d'emploi et extrême obligation de réussite. ”

Par ailleurs, s'engager aux côtés des troupes maliennes n'est pas sans risques dans ce domaine. Les militaires maliens ont un passif d'abus des droits de l'homme déjà important et Takuba n'est pas à l'abri d'être associée, à son corps défendant et dans le feu de l'action, à des actions de force contre des villages qui tourneraient en exactions. Ce serait la mort immédiate de cette coalition. Takuba est donc un exercice de navigation particulièrement complexe entre principes éthiques, contraintes d'emploi et extrême obligation de réussite ; sans compter que l'adversaire mettra toute son énergie et sa connaissance du terrain à provoquer le faux pas, soit par une embuscade réussie soit en poussant Takuba à la faute.

Et même si dans le meilleur des cas, cette unité arrivait à combattre et à obtenir des succès tactiques et ponctuels, sur le moyen et long terme, il paraît difficile d'obtenir les résultats escomptés. Takuba n'est qu'un outil de plus dans la logique du tout-sécuritaire en œuvre depuis 2013, une logique dans l'impasse au Sahel... ■





La question peule et les conflits dits « intercommunautaires »

Une des raisons pour lesquelles la situation dans le Sahel a commencé à se dégrader à partir de la fin 2015, notamment dans le centre du Mali et au Burkina Faso, remonte à 2012. Mais personne n'a pris la mesure de ce nouvel enjeu sécuritaire et les politiciens locaux comme les partenaires extérieurs sont restés polarisés sur la question du Nord et des Touaregs et sont restés aveugles et sourds à la question peule pourtant essentielle. Quand la crise est devenue évidente, les premiers ont tenté de la résoudre de la pire des manières et les seconds se sont bien gardés de s'y intéresser.

Dès 2012, Iyad Ag Ghali, qui connaît parfaitement la politique malienne mais aussi les dynamiques régionales, décide d'élargir son recrutement aux Peuls. Il ouvre des filières de recrutement à Tombouctou et organise la formation dans son fief de l'Adrar des Ifoghas.⁽⁶³⁾ La bataille de Konna en janvier 2013, où le prédicateur Peul Hamadou Koufa combat aux côtés de Iyad Ag Ghali, met en lumière pour la première fois, l'alliance entre Peuls, Touaregs et Arabes d'Ansar Eddine et du Mujao. Les observateurs n'ont pas anticipé cette alliance entre Peuls et Touaregs, deux peuples nomades, qui se sont souvent affrontés pour le contrôle des mêmes territoires. Mais ils ont aussi de nombreuses choses en partage : un modèle économique qui repose sur l'échange des biens, l'élevage, une tradition guerrière et surtout le sentiment d'être spoliés et méprisés par le pouvoir de Bamako.

Les djihadistes sont de bons politiciens...

En s'associant à Hamadou Koufa et en enrôlant les Peuls, Iyad Ag Ghali joue un quadruple coup. Premièrement, il regroupe dans un même ensemble les « parias » du Mali et relâche la pression sur les Touaregs. Deuxièmement, il s'assure un vivier de recrutement d'hommes réputés habiles au combat et beaucoup plus nombreux que les Touaregs. Troisièmement, il élargit sa « zone d'influence » à toute la Bande sahélo-saharienne, il épouse, lui aussi, en quelque sorte, le cadre géographique de Barkhane avec la possibilité d'étendre son champ d'action. Le peuple Peul, « l'archipel Peul »⁽⁶⁴⁾ est présent du Sénégal jusqu'au Soudan et dans une grande partie du Golfe de Guinée. S'adressant aux Peuls dans une vidéo en mars 2019, Hamadou Koufa les a d'ailleurs appelés au Jihad de Dakar à Lagos. Enfin, le rappel de l'empire théocratique du Macina sert sur un plateau au chef de guerre Touareg, l'eschatologie religieuse.

... Les djihadistes sont de bons sociologues

Le mouvement dirigé par Hamadou Koufa, la Katiba Macina se fait connaître à partir de janvier 2015. C'est un mouvement d'essence religieuse mais qui affiche des ambitions politiques très précises.

Au début de son existence, le mouvement a surtout recruté parmi les Peuls les plus pauvres, ceux qui ne font pas partie de l'aristocratie des propriétaires terriens. En effet, les groupes djihadistes ont beaucoup appris des erreurs de 2012 et se présentent habilement comme les défenseurs des faibles et les redresseurs des injustices. Ils résolvent les conflits locaux, surtout fonciers avec la justice des cadis. Ils s'attaquent essentiellement aux symboles de l'État et éliminent systématiquement tous les agents publics identifiés comme « véreux » dans les zones qu'ils occupent. Ils exploitent toutes les failles des États : la faiblesse, voire l'absence, des services sociaux de base, la défaillance de l'autorité publique, la corruption généralisée.

63. [iveris.eu/list/notes_danalyse/310-mali-les-dangers-de-la-seule-option-militaire](https://www.iveris.eu/list/notes_danalyse/310-mali-les-dangers-de-la-seule-option-militaire)

64. L'empire peul du Macina - (dicko.fr)



“ Avec l'arrivée des smartphones jusqu'au fin fond de la brousse, la jeunesse adepte, elle aussi des réseaux sociaux, aspire à un autre ordre social que celui féodal dans lequel elle vit où tous les rôles sont assignés depuis la naissance. ”



Ils mènent par ailleurs une lutte contre le banditisme et la criminalité dans les zones qu'ils contrôlent. Mais leur agenda politique est plus ambitieux et remet en cause les structures sociales très stratifiées et très inégalitaires des sociétés sahéliennes. Par exemple, les castes sont abolies. Les djihadistes exploitent toutes les failles et tous les maux des sociétés sahéliennes. Avec l'arrivée des smartphones jusqu'au fin fond de la brousse, la jeunesse adepte, elle aussi des réseaux sociaux, aspire à un autre ordre social que celui féodal dans lequel elle vit où tous les rôles sont

assignés depuis la naissance. Elle veut aussi sa part de cette « société de consommation ». Les extrémistes violents arrivent avec des bagages bien remplis : motos, kalachnikov, et plus d'argent que ces paysans ne peuvent en voir dans toute leur existence.

La naissance de la Katiba Macina a été suivie en 2016 par la création d'Ansarul Islam au Burkina Faso, qui s'est ralliée au JNIM d'abord, mais a aussi combattu au gré de ses opportunités avec l'EIGS. Le MUJAO a enrôlé des Peuls du Niger, de Gao et du cercle de Douentza au Mali. Le postulat qui veut que l'insurrection politico-islamiste du centre du Mali soit animée essentiellement par les Peuls est faux. S'ils sont les plus nombreux, toutes les ethnies maliennes sont représentées ainsi que des Arabes et même des éléments venus d'autres contrées d'Afrique du Nord et du Moyen Orient. Les structures djihadistes sont extrêmement bien organisées et très pyramidale, au sommet de la hiérarchie toutes les ethnies maliennes, bambaras, bozos, dogons s'y côtoient.

Malheureusement, les anciennes rancœurs contre les Peuls qui se sont, d'une certaine manière, marginalisés eux-mêmes en vivant dans une sorte d'autarcie, en ne fréquentant pas les écoles publiques, ni les centres de santé, en ne prenant pas part à la politique de la nation, jouent en leur défaveur.

La tension s'est encore accrue avec le discours des médias internationaux, qui réduisent ces problèmes à des luttes ethniques simplistes. Car en réalité, la communauté peule a, dans un premier temps, été la principale cible des attaques djihadistes. Au Burkina Faso, par exemple, la majorité des exactions - assassinats ciblés de personnalités, menaces de mort suivies d'exécutions pour tous ceux qui collaboraient avec l'administration, vols de bétail, enlèvements, fermeture d'écoles etc. - ont été commises dans les provinces du Soum et de l'Oudalan, où les Peuls sont majoritaires. Le plus grand nombre de déplacés dans le Sahel se retrouve aussi parmi ce peuple.



“Incapables de manœuvrer militairement avec efficacité, le Mali et le Burkina Faso laissent à minima se constituer, voire incitent et équipent des milices communautaires. Il s'agit respectivement des Koglweegos (Mossi) et de Dan Na Ambassagou (Dogon).”



65. [iveris.eu/list/notes_danalyse/310-mali-les-dangers-de-la-seule-option-militaire](https://www.iveris.eu/list/notes_danalyse/310-mali-les-dangers-de-la-seule-option-militaire)

Incapables de manœuvrer militairement avec efficacité, le Mali et le Burkina Faso laissent à minima se constituer, voire incitent et équipent des milices communautaires. Il s'agit respectivement des Koglweegos (Mossi) et de Dan Na Ambassagou (Dogon). Au Mali comme au Burkina Faso, des groupes d'autodéfense peuls tentent aussi de s'organiser, avec plus ou moins de succès.

À partir de la naissance de ces groupes, la communauté internationale commence à parler de conflits intercommunautaires, ce qui aura pour effet d'évacuer toute la dimension politique et stratégique, ce qui au passage arrange bien les États.

Les observateurs rappellent :

- Les vieux antagonismes qui existaient entre Peuls et Dogons entre Peuls Mossis, entre agriculteurs et éleveurs.

Les problèmes fonciers et la démographie

- Le changement climatique

Ces points sont pertinents mais méritent d'être mis en perspective. Le système traditionnel repose sur la cogestion des ressources, pâturages, eau, foncier, entre populations sédentaires et semi-nomades. Comme dans tous les mondes ruraux, les conflits de voisinages ont toujours existé. Cependant, les sécheresses des années 70 et 80 ont modifié la carte des populations nomades et semi-nomades, beaucoup se sont exilées et ont tenté de retrouver leur terre à leur retour. La pression démographique a réduit l'accès aux terres et à l'eau, augmentant les conflits entre agriculteurs et éleveurs. Enfin, de nombreux éleveurs peuls ne sont pas propriétaires de leur bétail, ils sont seulement bergers pour le compte d'autres ethnies qui utilisent leurs compétences ancestrales.

En résumé, le conflit djihadiste a instrumentalisé les crises préexistantes et celles-ci se sont superposées les unes sur les autres au point de brouiller totalement les cartes. Incapables de lutter efficacement contre le terrorisme, les gouvernements ont largement profité de cet état de fait qui masquait leur impuissance.

Conflits communautaires ?

Les premiers retours des recrues de l'Adrar sont signalés en 2014, mais ce n'est que lors de l'attaque en janvier 2015 du camp militaire de Nam-pala au Mali, revendiqué par la Katiba du Macina, qu'Hamadou Koufa prend toute son importance. La multiplication des attaques contre les positions de l'armée dans le centre du pays, l'usage des engins explosifs improvisés (EEI) contre les convois de l'armée malienne exacerbent les tensions et l'armée réagit régulièrement en commettant des exactions, notamment des exécutions extrajudiciaires, contre les populations locales peules accusées de complicité avec les terroristes.⁽⁶⁵⁾

66. france24.com/fr/afrique/20210215-g5-sahe-quelques-succes-militaires-de-barkhane-au-milieu-du-chaos

67. monde-diplomatique.fr/2013/02/CORM/48760

Avant la guerre, ces problèmes se réglaient à coups de gourdin ou étaient résolus par les chefferies locales, cela donnait rarement lieu à mort d'hommes. L'apparition des milices a déclenché un cycle infernal d'attaques et de représailles et le niveau de violence a explosé, avec des massacres à répétition. Les plus importants ont été ceux de Yirgou au Burkina Faso où les Koglweegos ont tués 210 Peuls le 1^{er} janvier 2019 et au Mali avec celui d'Ogossagou en 23 mars 2019, où plus de 160 Peuls ont été assassinés par Dan Na Ambassagou, même si son chef, Youssouf Toloba, en nie la responsabilité. En 2020, selon les données d'Acted, les exactions des armées nationales couplées à celles des milices ont été responsables de 70 % des décès au Mali et de 55 % au Burkina Faso, laissant loin derrière les groupes armés terroristes.⁽⁶⁶⁾

Ces drames ont constitué le meilleur vivier de recrutements pour les groupes djihadistes. Une étude faite par un institut de recherche à Ouagadougou en 2019, analysait les raisons du ralliement des jeunes aux groupes armés terroristes. La première raison était la vengeance, puis venait la sécurisation de sa famille et de son village, la question religieuse ne représentant qu'un très faible pourcentage.

Le cycle de la violence intercommunautaire est donc enclenché et semble échappé au contrôle des États qui ont armé et toléré ces milices. Le drame est que la nature de ces violences fait qu'elles passent entre les mailles du filet tendu par la communauté internationale qui, pour l'essentiel a érigé en dogme la souveraineté des États et est toujours réticente à les mettre en difficulté :

- La France a longtemps jugé que ces conflits intercommunautaires n'étaient pas de son ressort. Barkhane n'a pas de mandat pour intervenir dans le centre du Mali et souhaite limiter les risques de dommages collatéraux.
- L'Union européenne, hormis lors des deux grands massacres, n'a jamais dénoncé la violation des droits de l'homme et a continué jusqu'à la fin 2020 à ne pas conditionner son aide à ces États, pourtant responsables de la propre destruction de leur nation.



- La MINUSMA pourtant déployée et présente en force dans le centre est empêtrée dans ses contradictions. Son mandat lui impose d'agir pour garantir la sécurité des populations mais ses règles d'engagement (de l'organisation ou nationales, des contingents) la réduisent à l'impuissance.

En conclusion, réduire la crise du centre du Mali et en partie celle du Burkina Faso à des conflits intercommunautaires, c'est fermer les yeux sur les stratégies des États pour affaiblir les communautés belligérantes : ici les Peuls contre les Dogons, ailleurs les Talibans contre les Pachtones, les chiites contre les sunnites, les chrétiens contre les musulmans.⁽⁶⁷⁾

À l'inverse, la réconciliation peut être rapide si la sécurité et le développement sont au rendez-vous. Après les négociations de paix entre le gouvernement burkinabè et le JNIM, des scènes de réconciliations entre Peuls et Mossis ont eu lieu dans certains endroits du pays.

Cela témoigne combien ces conflits dits intercommunautaires sont liés à la crise sécuritaire. ■



La MINUSMA ou la stratégie de l'édredon

La MINUSMA fait partie des dix-sept structures multilatérales intervenant au Mali. Elle est de loin la plus importante, tant en termes d'effectifs que de budget. Si sa crédibilité, sa légitimité et son efficacité sont souvent interrogées, elle est d'abord et avant tout victime des défauts structurels à toute mission de maintien de la paix des Nations Unies. C'est un énorme navire sombrant sous des procédures nombreuses et diverses, avec un mandat trop vaste, peu clair, obtenu aux termes d'un consensus mou entre le gouvernement malien et les membres du Conseil de Sécurité. La force du G5 Sahel, Takuba, Misahel, (mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel), EUCAP Mali Sahel, la Coalition pour le Sahel, la MINUSMA font partie, entre autres, de l'amoncellement de structures souvent qualifié : « d'embouteillage sécuritaire ». Aucune n'a produit de résultat probant, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies au Mali (MINUSMA) n'échappe pas à ce constat.

La MINUSMA, un business model qui profite à tout le monde ... sauf à la population

La faible efficacité opérationnelle de la MINUSMA est emblématique des ambiguïtés inhérentes à toutes missions de maintien de la paix des Nations Unies. Son mandat est défini à minima par consensus entre les membres du Conseil de sécurité, de même que le choix du



représentant du secrétaire général. Ainsi, le remplacement de Mahamat Saleh Annadif par le Mauritanien El Ghassim Wane, a donné lieu à d'interminables négociations entre Américains et Français, basées plus sur des considérations de politique intérieure et de partage des zones d'influence que de la capacité du candidat à remplir son mandat.

Ce ne sont pas les seules tares. Alors que le Secrétaire général des Nations-Unies, Antonio Guterres ne cesse de faire référence à la souveraineté du Mali et à sa reconstruction, en réalité, la MINUSMA se substitue aux autorités nationales dans de nombreux domaines par la simple présence de 15 000 soldats sur son territoire, et dessaisit ainsi le Mali de ses pouvoirs régaliens. La cohorte d'agences de l'ONU : HCR, PAM, etc. qui prennent en charge les besoins sociaux de base se chargent de faire le reste. Les gouvernements qui se sont succédé, déjà déficients, ne sont d'ailleurs pas mécontents de se défaire encore un peu plus de leurs responsabilités.

La désorganisation des économies nationales au profit d'une économie de guerre et de rente est un autre défaut majeur. L'arrivée massive dans le pays, notamment à Bamako, d'agents des Nations Unies, de consultants, d'experts, extrêmement bien rémunérés, participe à une inflation du coût de la vie. Ils enrichissent la fine fleur des commerçants, qui a accès aux marchés de l'ONU (qui paye tout au prix fort), et les grands propriétaires à qui appartiennent les villas luxueuses des capitales dans lesquelles sont logés les fonctionnaires internationaux. La MINUSMA renforce les inégalités déjà criantes et prolonge le conflit en participant à une économie de guerre, l'élite qui en bénéficie n'ayant aucun intérêt à en voir la fin. En outre, elle siphonne les actifs éduqués au profit de ses multiples officines, organisant la disparition des cerveaux qui n'ont pas déjà fui en Europe ou au Canada.

Enfin, et ce n'est pas anodin, la MINUSMA importe aussi des problématiques plus proches des élites de l'intérieur du Beltway de Washington ou de la 42^{ème} de New York, avec des programmes richement dotés dédiés au genre, à l'environnement et à la culture. Dans un pays multiculturel comme le Mali, à la civilisation millénaire, ces activités sont totalement inopérantes, les citoyens ne se rendant aux multiples colloques, conférences et réunions que pour recevoir des per diem. Cependant, elles déstabilisent parfois la jeunesse déjà fort éprouvée par le conflit et la misère.

Last but not least, ces missions entretiennent les inégalités entre États au sein des Nations Unies. Deux catégories de pays sont contributeurs de troupes :

- Dans la première, se trouvent des pays comme le Bangladesh, le Pakistan, le Népal, le Sénégal, Togo, Tchad, etc. qui envoient leurs soldats avec seulement un uniforme et un fusil. La rémunération des militaires est prise en charge par leurs gouvernements et ceux-ci sont remboursés par les Nations Unies à hauteur de 1000 dollars par homme et par mois.⁽⁶⁸⁾ Ces pays, qui représentent l'essentiel des effectifs⁽⁶⁹⁾, gagnent donc de l'argent sur les soldes qui localement dépassent rarement les 500 dollars. Si c'est un bon business pour ces États, ça ne l'est pas pour leurs troupes qui bénéficient d'équipements minimum et sont donc mal sécurisées. La MINUSMA est la mission la plus meurtrière dans le monde, depuis sa création, 150 casques bleus sont décédés à cause des IED pour la majorité des cas. La presque totalité des morts, 144, font partie de cette catégorie de pays.

68. minusma.unmissions.org/combien-coûtent-les-opérations-de-maintien-de-la-paix-de-l-onu

69. file:///C:/Users/User/Downloads/2020-12_fast_fact_fr.pdf

“ La MINUSMA se substitue aux autorités nationales dans de nombreux domaines par la simple présence de 15 000 soldats sur son territoire, et dessaisit ainsi le Mali de ses pouvoirs régaliens. ”



• La seconde est composée des pays occidentaux et de la Chine qui depuis une dizaine d'années a réalisé une entrée discrète mais méthodique au sein des institutions internationales. Ces États fournissent les contingents et des équipements sophistiqués, ils sont donc très bien remboursés mais comme les salaires et les matériels sont onéreux, ils n'y gagnent rien. Cette catégorie-là ne participent pas pour des raisons économiques mais pour compter sur le plan géopolitique dans un pays ou une région, c'est particulièrement vrai dans le Sahel.

La MINUSMA et ses mandats

Depuis huit ans, les mandats de cette mission ainsi que l'effectif ont évolué au rythme de la dégradation sécuritaire. En 2013, les Nations Unies déployait 6000 casques bleus, ils sont 13 289 aujourd'hui, plus quelques 2000 policiers. Or, dans sa dernière résolution le Conseil de sécurité qui renouvelle le mandat de la MINUSMA tous les ans, mentionne deux priorités stratégiques :

- L'appui à la mise en œuvre de l'Accord de paix d'Alger de 2015
 - La Facilitation de « la mise en œuvre d'une stratégie malienne globale à orientation politique pour protéger les civils, réduire la violence intercommunautaire et rétablir l'autorité et la présence de l'État ainsi que les services sociaux de base dans le centre du Mali ».
- Ce n'est pas le moindre des paradoxes que de disposer de 15 000 militaires pour accompagner un accord politique et restaurer l'autorité de l'État et la mise en place de services publics dans le Centre. Antonio Guterres lui-même a écrit dans une tribune dans le journal le Monde d'octobre 2020 « nous sommes dans un contexte dramatique qui s'aggrave chaque jour [...] ». Le dispositif sécuritaire n'est pas suffisant : nous avons la MINUSMA au Mali qui est une force de maintien de la paix, mais il n'y a pas de paix à maintenir !⁽⁷⁰⁾

L'Accord d'Alger

Concernant l'accord d'Alger qui reste le pivot de l'action de la MINUSMA, peu d'avancées ont été réalisées en six ans, aucune des parties n'étant de bonne foi. Sous la présidence d'Ibrahim Boubacar Keïta, les caciques du régime gardaient le secret espoir de résoudre ce conflit par la manière forte et la Coalition des mouvements de l'Azawad (CMA) n'avait, (n'a) nulle intention de désarmer. Depuis, le coup d'État d'août 2020 et l'arrivée des colonels au pouvoir, force est de reconnaître que des efforts ont été faits. Conscientes de leur manque de légitimité populaire et soucieuses de plaire à la communauté internationale, qui fait de cet Accord l'alpha et l'oméga de sa politique au Mali, les nouvelles autorités ont nommé ministres des dirigeants des groupes signataires de l'Accord, entérinant une sorte de statut quo entre Bamako et les mouvements de l'Azawad.

Pour autant, la MINUSMA ne joue qu'un rôle marginal dans ces maigres avancées et ce d'autant plus qu'elle est juge et partie puisque son mandat consiste aussi à « soutenir le gouvernement malien ». Elle apporte donc essentiellement son soutien logistique en transportant dans ses avions les cadres des groupes signataires, en les sécurisant, autant que faire se peut, et en fournissant un appui technique sur l'analyse des quelques armes rendues dans le cadre du programme de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion (DDR).⁽⁷¹⁾

70. lemonde.fr/afrique/article/2020/10/15/antonio-guterres-le-crise-sahelienne-est-une-menace-pour-nous-tous_6056573_3212.html

71. Le 11 avril 2021, le Président en exercice de la CMA, Ibrahim Ould Sidati, a été assassiné devant son domicile par deux tueurs en moto en plein jour et dans le centre de Bamako.



La faillite de sa mission dans le centre du Mali

Comme tous les autres acteurs, la MINUSMA n'a pas vu venir la crise dans le Centre, ce n'est d'ailleurs qu'à partir de juin 2018 que le Conseil de Sécurité lui a donné mandat d'aider le gouvernement malien à faire face à cette situation.

À partir de la fin 2018 et au cours de l'année 2019, des massacres ont lieu un peu partout dans les régions de Mopti et de Ségou et la MINUSMA s'est avérée incapable de protéger les populations civiles. À titre d'exemple, elle n'a pas pu empêcher la deuxième tuerie à Ogossagou le 14 février 2020, alors que ce village avait été déjà durement touché en 2019.

Sa mission de soutien aux autorités maliennes la plaçant une nouvelle fois dans une situation délicate, elle est restée pratiquement muette sur les milices pro-gouvernementales responsables de ces crimes. Aucun des coupables, pourtant connus, n'a fait l'objet de sanctions par le Conseil de Sécurité. Elle se retrouve confrontée aux mêmes difficultés concernant les exactions des FAMA.

La situation sécuritaire se dégradant toujours un peu plus, la MINUSMA consacre l'essentiel de ses fonds et de son temps à assurer la protection de ses emprises et des convois logistiques, limitant son activité à des patrouilles bien balisées et sans surprise. Cet état de fait la coupe des populations qui critiquent son inertie, voire la soupçonnent d'être complice des exactions qui les frappent. Nombre de cas ont été rapportés où des villageois avaient alerté la MINUSMA sur un drame en cours et où elle ne s'est jamais déplacée, renvoyant ses interlocuteurs à la souveraineté de l'État et donc aux FAMA qui pourtant n'interviennent qu'après les tragédies.⁽⁷²⁾

72. Sources de l'auteur





“ La MINUSMA, bien qu'elle soit la mission la plus onéreuse des Nations Unies – un peu plus d'un milliard par an – n'est pas si dispendieuse que cela comparée au coût de l'opération Barkhane : 900 millions d'euros (soit presque 1.1 milliard de dollars) par an pour 5 250 hommes. ”

Les Maliens du Centre, désabusés, ne comptent plus que sur eux-mêmes, ou selon les zones, sur les djihadistes, les milices et les groupes d'autodéfense pour assurer leur sécurité. Un cas d'école est le siège de Farabougou, région de Ségou, par les djihadistes. Il a duré six long mois (2020-2021) au cours desquels les habitants ont été livrés à eux-mêmes, la MINUSMA n'a joué aucun rôle. In fine, un accord entre le Haut Conseil Islamique, les djihadistes, les Dozos et les notabilités locales a permis de débloquer momentanément la situation. Ni la MINUSMA, ni le gouvernement malien n'ont été en situation d'agir. Cela démontre également à quel point, la partie du mandat qui consiste à rétablir l'autorité de l'État dans le Centre est encore un échec patent.

Un milliard pour quoi faire ?

La MINUSMA ne sert-elle donc à rien ? La réalité est plus nuancée. D'une part, bien qu'elle soit la mission la plus onéreuse des Nations Unies – un peu plus d'un milliard par an – elle n'est pas si dispendieuse que cela comparée au coût de l'opération Barkhane : 900 millions d'euros (soit presque 1.1 milliard de dollars) par an pour 5 250 hommes. Cela place le casque bleu au tiers du prix d'un soldat français. Pour des performances certes en rapport avec ce coût...

D'autre part, ses treize bases, qui couvrent trois secteurs, Nord, Ouest et Est, ont l'avantage d'occuper géographiquement un terrain où sans cette présence l'État malien devrait se déployer alors même que les FAMA sont déjà engagés à environ 75 % de leurs capacités, donc sans réelle possibilité de se relever ou de se renforcer.

Il est par ailleurs regrettable que les moyens de renseignement modernes (avions ou drones ISR par exemple) dont certains contingents européens sous casque bleu disposent, ne soient pas réellement partagés avec la FCG5 ou avec l'opération française. Certes, le mandat de la MINUSMA est incompatible avec les missions très offensives de Barkhane.

La MINUSMA est en particulier ouverte au principe de négociations, peu compatible avec la politique d'élimination des chefs des groupes armés de Barkhane. Mais cela contribue certainement à nourrir les incompréhensions entre les Nations Unies et les autres acteurs internationaux et la mettre dans la position de l'observateur qui juge sévèrement sans s'engager vraiment.

Elle réalise également un important et salutaire travail de veille et de recueil de l'information. Elle donne donc une excellente cartographie de la situation, qui manque cruellement dans les pays où elle n'intervient pas, particulièrement au Burkina Faso et au Niger. Ses rapports trimestriels ainsi que les remarquables rapports annuels du groupe d'experts sur le Mali, mandaté par le Conseil de Sécurité, offrent une très bonne lecture de la crise et pourraient permettre à tous les partenaires du Sahel de prendre les décisions politiques adéquates en temps et en heure. Fort malheureusement celles-ci arrivent toujours trop tard et ne sont jamais à la hauteur pour permettre une résolution efficace et durable de ce conflit.

En conclusion, malgré tous ses défauts et ses lacunes, la MINUSMA joue un rôle d'amortisseur des tensions par sa simple présence. Comme le dit lapidairement un de ses fonctionnaires « c'est la pire des solutions, mais c'est la seule... » ■



Les paradoxes de l'Union Européenne dans le Sahel



La guerre au Sahel est un formidable révélateur de tous les dysfonctionnements des États et des institutions partenaires qui interviennent dans la Bande sahélo-saharienne. L'action de l'UE au Sahel n'échappe pas à ce constat. Les 8,5 milliards qu'elle a déversés à travers le Fond fiduciaire d'urgence entre 2014 et 2020 se sont perdus dans les sables, la bureaucratie kafkaïenne en est une des causes mais ce n'est pas la seule. Les échecs stratégiques et opérationnels de Bruxelles dans la région sont dus à la doxa libérale de Bruxelles, à son manque d'analyse et de vision et à l'incapacité de ses États membres de faire preuve de la moindre solidarité. En réalité, comme pour la France ou les Nations Unies, la priorité donnée par l'Union européenne au sécuritaire est une stratégie par défaut.

Corrélation versus causalité

En mars 2011, l'Union européenne publie une stratégie sur le Sahel, les constats posés sont finement analysés et particulièrement justes : « dans la région du Sahel, l'interaction simultanée entre différents facteurs, tels que la pauvreté, l'exclusion sociale, les besoins économiques insatisfaits et la prédication radicale crée le risque d'un développement de l'extrémisme. »⁽⁷⁹⁾ Bien qu'ayant été écrit en mars 2011, soit un mois après le début de la guerre en Libye, l'UE n'anticipe pas combien ce conflit rajoutera du désordre régional aux désordres nationaux. Cependant, sa stratégie est claire, ces objectifs à atteindre d'ici cinq à dix ans se fondent sur le nexus sécurité et développement, il s'agit de : « renforcer la stabilité politique, la sécurité, la bonne gouvernance et la cohésion sociale dans les États du Sahel, ainsi que les opportunités économiques et éducatives, créant ainsi les conditions d'un développement durable aux niveaux local et national, afin que la région du Sahel puisse prospérer et ne plus

⁷⁹ eeas.europa.eu/archives/delegations/mali/documents/strategie_sahelue_fr.pdf



“Compte tenu de la dégradation constante de la situation sécuritaire, les urgences humanitaires n'ont jamais été aussi nombreuses dans le Sahel. Les Nations Unies totalisent deux millions de déplacés internes.”

servir de refuge potentiel aux activistes d'AQMI et aux réseaux criminels». Dix ans plus tard, c'est peu de dire que le compte n'y est pas.

Ce n'est pas faute pourtant d'y avoir mis les moyens, depuis 2013, l'UE a mobilisé de plus en plus de personnel et de ressources, dans tous les pays de la BSS. Comme le note dans une tribune du *Monde*, Jean-Hervé Jezequel analyste pour le Sahel de Crisis Groupe : « En mobilisation de fonds, l'UE a d'ailleurs probablement plus investi dans le développement que dans les projets strictement sécuritaires (...) Pourtant, sur le terrain, les interventions de nature sécuritaire ont largement pris le dessus et dictent souvent aux autres piliers de la stratégie à la fois leur agenda et leur calendrier. Une part significative des actions de développement sert à soutenir le redéploiement du dispositif sécuritaire de l'État et à consolider les gains des opérations militaires. Les pays européens, la France en tête, estiment en effet que le problème prioritaire à traiter au Sahel est la poussée des groupes djihadistes, alors que ce phénomène est le symptôme d'une crise plus profonde provenant d'une gouvernance à la dérive et d'États en voie de forte délégitimation. »

D'autant que ce fameux nexus « sécurité-développement » est éminemment problématique, en effet, les populations, de plus en plus nombreuses, qui rejettent les interventions extérieures associent ces aides à la guerre. Ce qui n'est pas sans poser de difficultés non plus aux ONG, comme Acted, qui légitiment et confortent l'action militaire par leurs actions humanitaires.

Une indispensable révision de la stratégie

En outre, avant la guerre, le Fonds européen de développement par l'intermédiaire du partenariat ACP/UE prenait déjà en charge une grande partie des programmes de développement dans la ruralité délaissée par les États, pour rappel le Mali affecte 95 % de ses dépenses publiques dans la capitale. Or, en raison des conditions sécuritaires, qui empêchent les responsables des opérations de se rendre sur place, nombre de ces aides ont été suspendues ou abandonnées. Paradoxalement, il y a donc eu moins d'actions de développement pendant le conflit qu'avant celui-ci.

Par conséquent, et compte tenu de la dégradation constante de la situation sécuritaire, les urgences humanitaires n'ont jamais été aussi nombreuses dans le Sahel. Les Nations Unies totalisent deux millions de déplacés internes⁽⁷⁴⁾, et selon OCHA, plus de 24 millions de personnes, dont la moitié sont des enfants, ont besoin d'une assistance humanitaire, 13 millions sont en insécurité alimentaire.⁽⁷⁵⁾ Les succès de lutte contre le terrorisme et l'instabilité chronique des États de la région n'ont pas été, non plus, au rendez-vous. À cet égard, les coups d'État d'août 2020 et de mai 2021 ont été une épine de plus dans le pied de la politique de l'UE. D'autant, que pour la petite histoire, les colonels auteurs du putsch l'ont réalisé aux volants de véhicules gracieusement offert par Bruxelles...

Même si elles n'ont pas été totalement inutiles, les missions décidées dans le cadre de la PESDC : EUCAP Sahel Mali, qui a été prolongée jusqu'en 2023 (et ouvert au Burkina Faso et au Niger) et l'EUTM Mali n'ont pas été de nature à permettre une montée en puissance des forces nationales.

74. news.un.org/fr/story/2021/01/1087462

75. fr.africanews.com/2021/04/08/l-insecurite-alimentaire-s-accroit-au-sahel-et-en-afrique-de-l-ouest. Selon le dernier rapport du d'ici-juin-2021



L'institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire (IRSEM) a récemment publié une critique au vitriol de cette mission. Parmi les sept grands problèmes soulevés par l'auteur il faut retenir surtout l'inadaptation des missions avec la réalité du terrain tant sur le plan de la formation que sur celui des besoins.

- La priorité des Maliens est l'effort de guerre et non la reconstruction de leur outil militaire.
- Lors de la livraison des véhicules d'occasions généreusement offerts, la logistique : pièce de rechange, budgets pour le carburant n'ont pas été prévus, ces véhicules ne voient donc que très rarement le théâtre des opérations, sauf pour les plus neufs qui sont alors réquisitionnés par les officiers qui restent à Bamako.
- Comme toujours lors des coalitions, la mauvaise coordination entre les différents acteurs internationaux nuit à la mission. Chacun enseigne dans sa langue selon ses propres concepts militaires et sa culture, ce qui a pour conséquence de saturer les militaires maliens sans permettre une homogénéisation.⁽⁷⁶⁾
- Les problèmes posés par les ressources humaines, l'instrumentalisation par l'État des aides extérieures, la corruption endémique que ses missions finissent par alimenter d'une manière ou d'une autre.

Face à tous ces dysfonctionnements connus, lors de la révision de sa stratégie dans le Sahel en avril 2021, l'UE a décidé de définir des règles de conditionnalités dans l'attribution des fonds et des missions. Cette indispensable réforme du « donner sans rien attendre » est bienvenue, cependant, il faudra du temps pour juger des résultats qui seront sans aucun doute très limités. En effet, Bruxelles reste empêtrée dans les contradictions de sa politique libérale qui sont les raisons mêmes de ses échecs dans la région.

Les nouvelles règles de conditionnalités seront régies en fonction de la bonne gouvernance, un terme mal défini qui est lui-même source de contradictions. Ce concept né de la révolution libérale des années 80 repose sur une vision minimaliste de l'État. Or, comment l'UE peut-elle se plaindre de la mauvaise « gouvernance » et de la faiblesse de ces États sahéliens sans jamais ne remettre en cause ni sa doxa ni les plans d'ajustements structurels qui ont conduit à cette situation ?

Bruxelles est, par ailleurs confrontée aux mêmes paradoxes face à son soutien envers des présidents illégitimes qui contribuent à perpétuer tous les maux des sociétés qu'elle prétend combattre.

Cette politique de navigation à la godille se retrouve dans les justifications de l'UE quant à son intervention dans la région. De l'aide aux pays dits en voie de développement et à la prévention des risques de déstabilisation, l'UE est passée, aux risques terroristes et à sa sécurité. « La sécurité du Sahel est aussi la sécurité de l'Europe » a déclaré, en décembre 2019, l'ambassadeur Angel Losada Fernandez, Représentant spécial de l'UE pour le Sahel. Ce changement de discours s'est opéré notamment sous l'influence de la France qui cherche toutes les raisons de rallier les États européens à sa cause. Jean-Yves le Drian, a, lui, révélé que le Sahel était la frontière sud de l'Europe ! Une aberration géographique et politique...⁽⁷⁷⁾ De plus, aucun des chercheurs travaillant sur la zone n'accrédite la thèse d'une menace d'attentat terroriste sur le continent européen en provenance des groupes djihadistes de la région.

La diplomatie migratoire

En réalité, la seule vraie préoccupation de l'UE est le risque migratoire. Les pays du Sud sont les plus confrontés à cette menace, les débats sur la répartition des demandeurs d'asile entre tous les États membres n'ayant jamais fait l'objet d'un consensus. Apparemment, la politique migratoire mise en place par l'UE depuis le pic de 2015 a porté ses fruits, puisque le nombre d'arrivées irrégulières a été réduit de 90 %.⁽⁷⁸⁾ Mais à quel prix ?

Lors du Sommet de la Valette sur la migration qui a eu lieu en 2015, de nombreuses initiatives ont été prises pour lutter contre ce phénomène.⁽⁷⁹⁾ Un « Fonds d'urgence pour la Stabi-

76. bruxelles2.eu/2020/02/les-sept-plaies-deutm-mali

77. vie-publique.fr/discours/272808-jean-yves-le-drian-14012020-terrorisme-sommet-de-pau-g5-sahel

78. consilium.europa.eu/fr/policies/migratory-pressures

79. consilium.europa.eu/media/21838/action-plan-fr-2.pdf



“ L'UE incapable de faire preuve de solidarité envers l'Italie qui se retrouve en première ligne de la vague migratoire a fait ce qu'elle sait faire de mieux : payer. ”

80. Le grand mur
(<https://thebigwall.org>)

lité et la Lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique » a été mis en place. Ce fonds a été doté à hauteur de 2 milliards d'euros, mais en réalité ce sont des réaffectations initialement prévues pour l'aide au développement. S'y retrouver dans le dédale de tous les mécanismes pour lutter contre les migrations est une mission impossible. Des chercheurs italiens ont trouvé 317 lignes de financements dédiées à ce sujet gérées par l'Italie avec une toute petite partie prise sur son propre budget, le reste étant sur des Fonds européens. Au total 1,337 milliard a été dépensé.⁽⁸⁰⁾ En clair, l'UE incapable de faire preuve de solidarité envers l'Italie qui se retrouve en première ligne de la vague migratoire a fait ce qu'elle sait faire de mieux : payer.

Incapables également de trouver un consensus sur la gestion de l'espace Schengen, les dirigeants européens ont trouvé un accord en dehors du continent. Ils ont ainsi externalisé leurs frontières. Comme le note le rapport des chercheurs italiens : « Entre 2015 et 2016, les ministres, présidents et hauts fonctionnaires italiens, néerlandais, allemands, Français et de l'Union européenne voyagent sans relâche entre les pays considérés comme prioritaires pour les migrations, et de plus en plus pour la sécurité, et invitent leurs collègues dans les capitales européennes. Un va-et-vient de vols vers le Niger, le Mali, le Burkina Faso, le Nigeria, l'Éthiopie, le Soudan, la Tunisie, le Sénégal, le Tchad, la Guinée, pour faire des accords, négocier. » les dirigeants africains ont compris très vite tout le bénéfice qu'ils pouvaient en tirer, en terme d'argent comme en terme de soutien politique.

À ce titre, l'exemple du Niger est édifiant. La ville d'Agadez, située dans le nord du Niger est un couloir d'accès à la Libye pour tous les migrants en provenance d'Afrique de l'Ouest. Juste après le sommet de la Valette, Mahamadou Issoufou a proposé de mettre en œuvre la nouvelle loi anti-traite et promis de vider la ville d'Agadez de ses migrants. Il a touché les fonds et des millions d'euros ont été injectés dans les caisses de l'État, sans aucun contrôle. Le HCR a créé un camp dans lesquels les demandeurs d'asile s'entassaient en attendant une hypothétique autorisation de rejoindre l'Europe. Les passeurs et réseaux criminels qui alimentaient l'économie de la ville sont partis sous d'autres cieux. Les itinéraires de migrations comme c'est toujours le cas, sont réapparus ailleurs de l'autre côté de la frontière en Algérie ou au Tchad. Le gouvernement nigérien n'a créé aucun mécanisme de compensation pour permettre aux populations de la ville d'Agadez de vivre. Résultat : cela a créé un peu plus de chômage, de misère, et alimenté la corruption d'État que l'UE est censée combattre au nom de la bonne « gouvernance ». En prime, le Niger est devenu la capitale prisée de tous les pays Européens apportant ainsi un soutien à Mahamadou Issoufou.

Ailleurs, pour contenir les espoirs d'une jeunesse qui rêve d'un ailleurs plus démocratique, l'UE a financé une multitude de programme sans aucune plus-value, de formations non-validantes en ateliers coutures en passant par la fabrication de fromages ! Pour rappel, moins de 50 % de la population de ce pays à accès à l'électricité, ce chiffre tombe à moins de 13 % pour les populations rurales, rien n'a été fait dans ce domaine qui serait pourtant un bon moyen de fixer les populations sur leur territoire.

Lors d'une audience avec le Premier ministre malien, Moctar Ouane, en avril 2021, Josep Borrell a déclaré avoir signé trop de chèques en blanc, dans le même temps, il a annoncé une aide de 100 millions d'euros aux autorités de transition pour des « réformes dans les domaines de la bonne gouvernance, du retour de l'État et des services de base dans les zones fragiles, et de la préparation des élections. »⁽⁸¹⁾ Un nouveau chèque en blanc ? ■

81. africactuuelle.net/2021/04/24/mali-lue-v-a-debloquer-100-millions-pour-soutenir-les-priorites-de-la-transition



L'Afrique de l'Ouest, terre de menaces ou d'opportunités ?

L'afro-optimisme a disparu avec la fin de la guerre froide et la dévaluation du Franc CFA. Cependant depuis quelques années, refléussent des analyses vantant ce continent de « formidables potentiels », du « 21ème siècle » ce « géant en devenir, aux portes de l'Europe ». Certes, les ressources sont colossales, agricoles, minières, démographiques, mais les constats sont là : une grande partie de l'Afrique de l'Ouest à l'Est s'embrace.

La nécessaire industrialisation de l'Afrique

Pour éteindre l'incendie et les conséquences qu'il pourrait y avoir en terme d'urgences humanitaires, de sécurité et de migrations pour l'Europe, le Continent doit rattraper son retard sur l'Occident et l'Asie. Ce ne sont ni les politiques de développement menées depuis des décennies, si bien intentionnées soient-elles, ni les déclarations incantatoires vantant les « start-up nation » qui y parviendront.

Ce ne sont pas non plus, la litanie de colloques, de formations, de réunions autour du genre qui libéreront les femmes de leurs éreintantes corvées de bois, mais l'arrivée du gaz... Personne ne luttera contre le changement climatique en perpétuant la déforestation par des multinationales et par les habitants de ces contrées qui ont besoin de bois pour cuire leur repas. Pour cela, comme le répète inlassablement Loïk Le Floch Prigent, fin connaisseur à la fois de l'Afrique et de l'énergie, il est nécessaire de sortir du dogme du « développement durable » et de laisser les États africains utiliser leurs abondantes énergies fossiles. Subventionner à tour de bras les « renouvelables » est inopérant, les panneaux solaires (fabriqués en Chine) ne suffiront jamais à alimenter de futures usines et les mégapoles qui sont en train de naître dans toutes les capitales.

Seule l'industrialisation pourra sortir l'Afrique de l'Ouest du chaos à court terme qui l'a guette, sans elle point de salut... La Chine, qui planifie tous ses mouvements géoéconomiques et géopolitiques à 30 ans l'a bien compris. C'est à ce jour l'unique puissance qui agit en ce sens à travers l'Exim bank et la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII). Elle construit routes, aéroports, hôpitaux et investit aussi dans l'indispensable énergie sans laquelle aucun réel développement n'est possible. À ce titre, la Banque mondiale et le FMI par leur absence d'investissement dans ces secteurs sont devenus, à leur corps défendant, les meilleurs alliés de Pékin, qui se retrouve sans concurrent dans ces domaines. Dans son livre « Has China won? », paru aux États Unis en 2020, le chercheur et diplomate singapourien, Kishore Mahbuan, écrit : « Si les Européens comme les Australiens veulent donner la priorité à leur propre défi existentiel qui résulte de la géographie, ils devraient se concentrer sur le développement économique et social de l'Afrique. Le meilleur partenaire avec lequel travailler est la Chine. » Et, le diplomate de poursuivre : « Il y a un obstacle à ce que l'Europe réalise cette chose sensée : le refus de l'Amérique ».

Conflit d'intérêts

Les États-Unis ne sont pas impactés par les migrations venues d'Afrique et les échanges commerciaux dans l'espace subsaharien restent faibles, (170 milliards de dollars pour Pékin contre 39 milliards de dollars pour Washington en 2018). Leur dépendance aux énergies fossiles africaines, notamment le pétrole a augmenté légèrement, de 15 % dans les années 80, elle est passée à plus de 20 % actuellement. Mais en réalité, leur véritable enjeu existentiel



82. [washingtonexaminer.com/policy/defense-national-security/the-dancing-embers-of-terrorism-in-west-africa](https://www.washingtonexaminer.com/policy/defense-national-security/the-dancing-embers-of-terrorism-in-west-africa)

83. [iveris.eu/list/notes/290-le_pivot_africain](https://www.iveris.eu/list/notes/290-le_pivot_africain)

84. [iveris.eu/list/notes_danalyse/440-lafrique_dans_le_viseur_de_jotani](https://www.iveris.eu/list/notes_danalyse/440-lafrique_dans_le_viseur_de_jotani)

réside dans le «containment» de la Russie et surtout de la Chine. Ce n'est plus seulement une guerre commerciale mais une lutte de survie afin de garder le monde dans une configuration unipolaire. Pour cela, il leur faut contrôler les approvisionnements de leurs ennemis comme ceux de leurs alliés dans le Golfe de Guinée.

Le général Townsend, patron du commandement des États-Unis pour l'Afrique (Africom), a reconnu clairement dans un entretien avec le Washington examiner en avril 2021, que l'activisme de la Russie et de la Chine l'inquiétait. La lutte contre le terrorisme dans le Sahel et leur aide à la force Barkhane justifient leur présence militaire dans la région. Dans cette même interview, il s'est montré très pessimiste « Vous avez ce feu de forêt qui arrive (...) pour une fois j'aimerais éviter que la maison soit en feu »⁽⁸²⁾ et de demander plus de moyens et l'envoi de sociétés militaires privées pour aider à éteindre l'incendie. S'il est vrai que la situation est très inquiétante, ces déclarations alarmistes ne sont pas nouvelles.

En 2017, juste après les événements de Tongo-Tongo, et alors que la situation était encore maitrisable, feu John McCain avait déclaré : « Plus nous réussissons au Moyen-Orient, plus nous verrons les serpents se diriger vers l'Afrique et nous devons être prêts à conseiller et à aider les nations qui sont disposées à travailler avec nous ». Et le sénateur McCain de réclamer, lui aussi, un financement accru « pour mieux équiper les forces là-bas ». ⁽⁸³⁾ Cette déclaration signalait le pivot discret mais tangible vers l'Afrique de l'Ouest entamé sous le premier mandat d'Obama. Un nouvel « arc de crise » se dessinait, un nouveau théâtre d'enjeux aussi cruciaux que celui en cours au Moyen-Orient.

Parallèlement, les États-Unis ont débuté un véritable lobbying auprès des alliés de l'Otan en les conjurant de jouer un plus grand rôle sur le Continent. Dans un document de l'Alliance publié en 2019, intitulé « Sécurité et stabilité en Afrique- défis et priorités pour l'Otan », le rapporteur Julio Miranda Calha, écrit : « Si nous n'occupons pas le terrain, alors, des pays comme la Chine, la Russie et d'autres encore continueront à nouer des relations cordiales, et à puiser dans les ressources en échange de la construction d'infrastructures. Ils élargiront leur sphère d'influence et nous laisseront loin derrière. »⁽⁸⁴⁾ Reste un problème de droit, l'Afrique n'entrant pas dans le champ de compétence de l'Otan. Mais cette difficulté n'est pas insurmontable puisque l'Alliance a pris soin de passer des accords de coopération avec la Mauritanie et l'Union africaine depuis 2016, les portes sont désormais entrouvertes.

Le déclassement français suscite des appétits

Historiquement la France s'est toujours refusé de voir l'Alliance jouer dans son ancienne zone d'influence. Mais que pourra-t-elle faire alors qu'elle est dépendante de l'aide américaine dans le Sahel et qu'elle se trouve en très mauvaise posture ? Deux événements récents sont encore venus compliquer la donne. La mort d'Idriss Déby Ito, le 19 avril 2021, allié indéfectible de Paris depuis 30 ans, a constitué un coup dur. Elle a fait naître des inquiétudes sur la capacité des incontournables soldats Tchadiens à servir aux côtés de Barkhane, au sein de la FCG5, comme de la MINUSMA. Si le problème semble momentanément résolu, avec la succession anticonstitutionnelle où le fils, Mahamat, a remplacé le père, s'ouvre une séquence d'instabilité à Ndjamen. Les rebelles du Front pour l'Alliance et la Concorde au Tchad (FACT) qui veulent en finir avec la famille Déby n'ont pas dit leur dernier mot, même s'ils sont très affaiblis par les frappes aériennes de l'armée nationale aidée par l'armée française. Leurs équipements sophistiqués, missiles sol-air de dernière génération, posent également le problème de leur soutien par un ou des États.

À cela, vient s'ajouter la nouvelle configuration libyenne, la guerre de 2011 a déstabilisé la région, la paix aussi. Après l'accord de cessez-le-feu d'octobre 2020 passés entre les deux belligérants, le Conseil de Sécurité a demandé le départ des mercenaires. Ils seraient plus de 30 000, au moins 13 000 Syriens et presque autant de Soudanais, sans compter, les Tunisiens, Sénégalais, Nigériens, etc. En mars 2021, ces miliciens aguerris sur les théâtres syrien ou yéménite ont quitté la Libye et ont commencé à se disséminer dans la région. Cela crée



une situation encore plus dangereuse dans toute l'Afrique de l'Ouest car non seulement ils vont grossir les rangs des groupes armés djihadistes mais ils amèneront également dans leur bagages leurs expertises. De plus, ces mercenaires avaient des mandataires. Tous ceux qui ont joué avec ces groupes en Libye veulent une place dans la région : Turquie, Pays du Golfe, Russie, Egypte, États Unis, Italie, Israël.

Chacun État pousse ses pions et cherche à instrumentaliser la lutte contre le terrorisme. Certes, il s'agit là d'un conglomérat d'intérêts particuliers difficilement lisible tant les retournements en cours sont nombreux, rapprochement Arabie Saoudite/ Iran, Émirats/ Qatar, mais un consensus fait jour autour de la fin de l'influence française dans la zone.

Tous ont conscience de la fragilité de Paris. Le dernier quinquennat marqué par une politique internationale aussi erratique qu'arrogante, ajouté au déclin industriel français depuis une vingtaine d'années et à la gestion pour le moins désordonnée de la pandémie a entériné le déclassement français. Tous sont sur la ligne de départ, y compris certains alliés occidentaux. Dans une récente analyse, l'Atlantic Council, think tank influent spécialisé dans les relations transatlantiques écrit : « la situation en Libye et les troubles actuels au Tchad mettent en évidence la négligence de la France sur les dossiers lamentables en matière de corruption, de violations des droits de l'homme et de mépris des valeurs démocratiques au profit d'une vision sécuritaire étroite qui donne la priorité à un faux sentiment de sécurité et à une stabilité illusoire. »⁽⁸⁵⁾ Chacun espère donc plus ou moins visiblement, c'est selon, l'échec de la France au Sahel, son armée restant son dernier attribut de puissance.

85. Think Tank US : la stabilité au Sahel tributaire de la fin de l'approche « erronée » de la France (aps.dz)

Les perdants

Dans ce nouveau grand jeu de positionnement une partie du Maghreb ne sera pas épargnée. L'Algérie, première puissance militaire de la région, se retrouve totalement encerclée. À la frontière Est, se trouve la Libye dont personne ne peut augurer l'avenir ; la Tunisie qui ne s'est toujours pas rétablie de sa révolution de 2011 ; le Niger est déstabilisé par le terrorisme et la dernière élection ; À l'Ouest du côté de « l'ennemi » marocain les frontières restent fermées et la question du Sahara occidental n'est toujours pas résolue ; (les tensions entre ces deux pays sont encore montées d'un cran en septembre avec une rupture des relations diplomatiques) ; À sa frontière Sud, le Mali dont les villes de Tessalit et Kidal, qui n'abriteront plus de bases françaises à partir du dernier semestre 2021 rejoindront tout le reste de la zone qui est un no-mans land incontrôlé où prolifèrent tous les trafics.

Depuis 2011 et le début de ces multiples crises, l'Algérie accaparée par ses problèmes intérieurs, s'est contentée d'assurer sa sécurité tout en surveillant ses voisins. Hormis avec l'Accord d'Alger de 2015, elle n'a pas agi sur son Orient proche et s'est enfermée dans sa doctrine de non-ingérence. Pendant ce temps, le Maroc déployait une diplomatie économique offensive dans toute l'Afrique de l'Ouest et opérait son grand retour dans l'Union africaine en 2017.

À n'en pas douter, les prochaines années seront difficiles pour Alger et Paris. La politique africaine de la France depuis les 15 dernières années et le début de la multipolarité du monde qu'elle n'a pas vu venir signent la fin de son influence dans la zone. Les bouleversements en cours dans la région sont historiques et annoncent un chaos à venir pour les trois prochaines décennies. ■



PATRIOTS

FOR **EUROPE FOUNDATION**

Ce hors série a été rédigé par **Leslie Varenne**, fondatrice et directrice d'IVERIS, agence d'analyse stratégique. Nous sommes heureux de publier cette analyse d'une amoureuse du Sahel, de ses peuples et de ses cultures. Nous en souhaitons bonne lecture à tous les amis de la Fondation !

Étude publiée par Patriots for Europe Foundation
25 Boulevard Romain Rolland – 75014 – Paris – France
Numéro de SIRET : 823 400 239 00021
Président de Patriots for Europe Foundation : Andràs Laszlo
Directeur : Raphaël Audouard
Publiée en 2021
contact@pfe-foundation.eu
www.pfe-foundation.eu

La Patriots for Europe Foundation est partiellement financée par le Parlement européen et a la seule responsabilité de cette publication. Cette publication n'est pas destinée à la vente.



PATRIOTS

FOR EUROPE FOUNDATION

